dan strain of the same of the semence, condition a Seed by

mitraile et de

Called 3 ste control 457 calien a six context tally specific de context de context appearance appearan

Bugger y has the bearing

pierre se cours de l'es

à l'aube, p'uneur deser

MM. Dumas et let

tentent de de

time ultime inglie

in conferencesia

Lors de sem temples

peals ont to the con-errite of second long







QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13508

Consolidation

a relevé à juste titre, dans son discours de clôture de la confé-

rence de son parti, qu'on n'svait jamais rien vu de tel à Moscou

« depuis près de soixante ans ». La liberté de ton et la diversité

des points de vue exprimés, la vivacité de certaines polémiques,

de « cohabitation » de deux

grandes tendances au sein d'un

même parti et d'une même direc-

tion, le numéro un a tenu, tout

en soutenant globalement les réformateurs, à occuper une

position « centriste », notam-

ment sur la sujet sansible du rôle

de la pressa. Une position confir-

mée par l'altercation entre M. Eltsine et M. Ligatchev, les

deux pôles symboliques de ces

courants, et qui a permis au secrétaire général de s'élever

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 3-LUNDI 4 JUILLET 1988

**DERNIÈRE ÉDITION** 

La fin de la conférence du Parti communiste soviétique

M. Gorbatchev a fait approuver l'accélération des réformes politiques

> Prenant la parole, le vendredi soir I juillet, à la fin de la conférence du Farti communiste soviétique, M. Gorbatchev a fait approuver un calendrier qui devrait donner une sensible accélération aux réformes politiques. Celles-ci prévoient la création d'une institution présidentielle et une séparation des rôles du parti et de

MOSCOU de notre correspondant

Après quatre jours de débats, qui ont tenu l'URSS en haleine. plusieurs moments de grand théstre et une étonnante bataille d'amendements, M. Gorbatchev a gagné - annoncant au passage la construction, à Moscou, d'un monument aux victimes de Staline. Car non seulement la conférence a adopté ses propositions de réformes politiques, qui sont ainsi devenues programme du parti, mais elle leur a aussi fixé un calendrier particulièrement serré. Sauf dérapage imprévu, les changements constitutionnels que le secrétaire général avait réclamés dans son rapport introductif, mardi seront devenus réalité en avril prochain, et les institutions auront été ainsi retaillées aux besoins de sa politique.

Le résultat le plus spectaculaire de ces changements sera que, élu chef de l'Etat par le Parent, M. Gorbatchev sera placé à l'abri d'une révolution de palais puisque le comité central devrait réfléchir à deux fois avant de limoger un secrétaire général qui resterait par ailleurs président.

A elle seule, cette garantie de qu'elle devrait donner les coudées plus franches à M. Gorbatchev, elle devrait aussi lui rallier beaucoup des sceptiques qui, fante de croire en son avenir, restent dans une prudente expectative. Le succès, en Union soviétique comme partout, va au succès, et il y a là un élément fondamental de nouvelles évolutions du rapport de

Au-delà de ses aspects tactiques, la prochaine confusion des fonctions de secrétaire général et de chef de l'Etat pourrait cependant s'avérer d'une portée plus grande encore car elle s'inscrit dans une volonté de reconstruire un appareil d'Etat, rendu inexistant par l'omnipotence de l'appareil du parti.

Comme l'ont fait observer nom-bre de délégués réformateurs en tentant de s'opposer à l'instauration de cette règle au niveau des Républiques, des régions et des villes, la démarche semble, a

BERNARD GUETTAL (Lire la suite et nos informations pages 3 et 4.) Malgré une divergence sur les taux

# MM. Rocard et Bérégovoy trouvent un compromis pour l'impôt sur la fortune

Le projet de loi sur l'impôt sur la fortune est pratique-ment prêt. Les discussions entre les experts de la Rue de Rivoli et ceux de Matignon ont permis d'aboutir à un compromis sur les principales dispositions. Un point de désaccord subsiste, néanmoins, entre MM. Rocard et Bérégovoy. Il est d'importance, puisqu'il s'agit des taux

Trouver « le meilleur équilibre entre la solidarité nécessaire et la pertinence économique » : dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le mer-credi 29 juin, M. Michel Rocard, premier ministre, avait ainsi défini le problème posé par

l'impôt sur la fortune, « un pro-

qui seront retenus.

Réunions au PS, au RPR et au PR

Le samedi de la clarification

Pour les dirigeants du Parti socialiste, réunis à Paris en

comité directeur, comme pour ceux du Rassemblement pour la République, réunis en comité central, et pour ceux du Parti répu-

blicain, dont le conseil national siégeait à Issy-les-Moutineaux, le samedi 2 juillet devait être une journée de clarification.

présence de barristes dans le gouvernement de M. Rocard. M. Louis Mermaz observe un « décalage » entre la majorité prési-

dentielle et la majorité parlementaire.

tion at le fonctionnement du parti.

ambiant ». (Lire page 6.)

La direction du PS n'en finit pas d'être « troublée » par la

L'état-major du RPR, lui, ne sait plus à quel saint se vouer

Le PR, lui aussi, éprouve le besoin de se livrer à l'introspec-

depuis le double échec du mouvement chiraquien aux élections

présidentielle et législatives. Derrière M. Philippe Séguin, la

fronde gronde et certains militants mettent en cause l'organisa-

tion pour fixer sa réponse au « soft discours du rocardisme

C'EST SOISSON OU PROPOSE DE BOIRE UN FOT CHEZ DES COPRINS À RAYMOND!

blème très épineux », avait-il sou-

A l'issue des discussions entre l'hôtel Matigoon et la Rue de Rivoli, un compromis a pu être trouvé sur les grandes lignes du projet. Il s'inspire en partie de la formule de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) d'avant 1986, mais avec quelques modalités dif-

Comme prévu, la définition du patrimoine est assez proche de celle de l'impôt sur les grandes fortunes de 1982. Les œuvres d'art et certains autres biens dbois, forêts...) seront exonérés. Un abattement à la base est prévu : les détenteurs d'une fortune de 4 millions de francs ou moins ne seront pas redevables de l'IGF. En ce qui concerne l'outil de travail, les conditions d'exonération prévues en 1982 sont reconduites et complétées de nouvelles dispositions.

Les contribuables détenant 25 % où plus d'une entreprise, directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'un holding familial par exemple), pourront déduire cet actif de leur assiette imposable, à condition qu'ils exercent une fonction de direction dans cette société.

Pour les dirigeants d'entreprise qui ont investi l'essentiel de leur patrimoine dans leur société, une disposition nouvelle est prévue: même s'ils ne possèdent pas 25 % du capital de la société qu'ils animent, ils pourront déduire de leur assiette imposable leur participa-tion si calle-ci représente plus de 75 % de leur fortune.

Pour éviter une autre situation particulière, celle de contribuables ayant à payer des impôts supérieurs à leur revenu, le projet prévoit un plafonnement des impôts à acquitter. La somme de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne devra pas dépasser 80 % du revenu imposable.

ERIK IZRAELEWICZ. (Lire la suite page 13.)

# Secret médical et SIDA

L'Association des médecins américains lève l'obligation de confidentialité PAGE 8

# Le pétrole au plus bas

Les prix ont retrouvé le niveau de novembre 1986 PAGE 13

## Affaire Jobic

Le commissaire confronté à ses accusatrices PAGE 16

## Maiadies graves et médicaments

Le gouvernement améliore les remboursements PAGE 13

## La CSCE à Vienne

MM. Dumas et Genscher interviennent auprès de la Roumanie PAGE 4

## Kegions

Les nouveaux maires: un sondage pour « le Monde » et les caisses d'épargne PAGE 12

# « Grand Jury-RTL le Monde »

M. Michel Rocard invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

Monge domes et documents NUMÉRO

SPÉCIAL

# Cet été, faites un passionnant TOUR EN FRANCE

- Le portrait des villes étapes
- Les richesses du patrimoine artistique
- La géographie et l'histoire des régions - traversées
- Les grands moments du Tour
- Les exploits des géants de la route.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La préparation de la succession de M. Lee Kwan Yew

Le « pater familias » de Singapour

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

Le chauffeur de taxi indien écoute la BBC car il estime que la radio locale « n'est pas objective »; certains journaux tels que l' Asian Wall Street Journal, jugés partiaux par les autorités, ont une circulation aussi confidentielle que des publications libertines; des membres d'organisations chrétiennes sont en prison pour leur supposée participation à un « complot marxiste »; un diplomate américain a été « prié » de quitter le pays à la suite de contacts jugés trop étroits avec des opposants, et les intellectuels vitupèrent un pouvoir « mégalomaniaque » en prenant garde néanmoins qu'aucune oreille indiscrète ne les écoute : la tempéEtat reste soudée par sa prospé-rité, une atmosphère de malaise n'en tend pas moins à s'installer.

La question de la succession du premier ministre, M. Lee Kwan Yew, père fondateur de la nation, au pouvoir depuis 1959, et la perspective d'élections générales qui devraient avoir lieu avant la fin de l'année ne sont sans doute pas étrangères aux crispations et aux sursauts d'autoritarisme de ces derniers mois. Le problème est en réalité plus profond : Singapour est entré dans une phase de transition délicate.

La cité-Etat policée, à la vie réglée comme papier à musique, ne paraît certes pas à la veille d'une crise, mais son modèle de développement, reposant sur un geants. Mais il n'en compte pas système de démocratie limitée, n'en nécessiterait pas moins des rature politique de Singapour est ajustements. Le premier ministre inopinément montée. Si la cité-est trop réaliste pour ne pas en

être conscient. La réussite de la petite République (2,3 millions d'habitants) qu'il a fait surgir des limbes du colonialisme britannique lui donne tout lieu d'être lier. Mais ce succès asiatique (le deuxième revenu par habitant après le Japon) agit peut-être aussi comme un filtre, obscurcissant sa perception de l'évolution sociale en cours; aussi entend-il gérer sa succession avec la même poigne qu'il a bâti la prospérité de le cité-Etat.

M. Lee Kwan Yew s'est engage à quitter le gouvernement au cours de sa soixante-cinquième année (qui commencera en septembre prochain). Il a déjà confié la gestion quotidienne des affaires à une nouvelle génération de dirimoins rester le tuteur du pouvoir.

PHELIPPE PONS.

(Lire la suite page 5.)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marce, 6 dir.; Turnice, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autricies. 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,75 \$; Côta-d'Ivoire, 315 F CFA; Detertante, 10 fr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 80 p.; Grèce, 180 dr.; Irinide, 30 p.; Italia, 2 000 L.; Litye, 0,400 DL; Lucembourg. 40 f.; Norvège, 13 fr.; Paye-Bes, 2,50 fl.; Portugel, 130 esc.; Sánágat, 335 F CFA; Suède, 14 ca.; Soline, 1.80 f.; USA, 1,50 S; USA (West Count), 1,75 S;

niveau de vie, a à paine été évo-

le simple fait que des textes aient été votés à une majorité relative - encore que massive, — tout cela visait à convaincre le public soviétique de la réslité du changement politique Dans l'immédiat, le secrétaire général a consolidé sa position, et cela était d'ailleurs nécessaire pour donner plus de crédibilité aux réformes. Il y est parvenu d'abord en arbitrant habilement les débats entre conservateurs et iibéraux : dans cette période

M. Gorbatchev

M. Gorbatchev a également renforcé sa position en jouent sur le calendrier politique. L'obstacle que constituait le maintien en fonction d'un comité central non renouvelé a été habilament contourné. D'une part, parce que l'accent a été mis sur la réforme de l'appereil étatique et législatif, qui se verra doté dès cette année de nouveaux pouvoirs inécessairement au détriment de l'appereil du parti) et sera dirigé dès l'an prochain per le « président Gorbatchev ». D'autre part, parce que le parti pourrait bien être appelé à tirer plus tôt que prévu les consémences de cette nouvelle situation. Si la règle des deux mandats (dix ans en tout) s'applique

partout et joue à partir de 1989

pour le poste de président, il devrait apparaître nécessaire de

confirmer le secrétaire général

dans ses fonctions à la même

date, donc de convoquer le pro-chaîn congrès de manière anti-

M. Gorbatchev a d'ailleurs

appelé dans son discours de clô-ture à réformer dès maintenant

le fonctionnement du parti à la

lumière des résolutions de la conférence, sans attendre une

modification des statuts qui avait été elle aussi renvoyée au prochain congrès régulier de 1991.

le secrétaire général a tiré la leçon de ses impuissances (et

impatiences) passées : non seu-lement celle du vingt-septième congrès de 1986, qui n'avait pas

servi à grand-chose, mais aussi

celles de la session plénière du

comité central de janvier 1987, qui avait marqué les débuts de la

glasnost »: ses dácisions

Autrement dit,

ient restées « suspendues », avoue-t-il lui-même, faute de changements institutionnels. Reste à savoir comment les nouvelles consignes seront appli-quées par les millions de petits chefs et bureaucrates qui ont assisté, effarés, aux déballages de la conférence, mais sont rompus à l'art de courber le dos sous l'orage en attendant des jours meilleurs. La « perestroika » politique ne fait que commencer; la « perestrolika » économique, elle, dont les Soviétiques attendent sans trop y croire une amélioration de leux

Bearing of C. + festerite"

date i ministra Ball life a 11 de 18

# **Dates**

Il y a cent cinquante ans

# Le couronnement de Victoria

7. RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde Gérara: André Fontaine, cteur de la publication

Le Monde

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Lauress (1982-1985)

Derée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social: 620 000 F

Principaux amociés de la société : Société civile

- Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Habert Beuve-Méry, fondateu

Réducteur en chef : Corèdacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Montiesny, 75007 PARIS Fil : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Commission paritaire des journanx et publications, s° 57 437 ISSN: 0395 - 2037



**ABONNEMENTS** BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09 Tél: (1) 42-47-98-72

Test	FRANCE		SURSE	PAR
3	354 F	309 F	904 F	en F
6	en i	70 F	972 F	1337 F
9	954 F	100 F	1404 F	1952 F
1.00	1 200 F	1300 F	1 200 F	2536 F

**ÉTRANGER:** Par voie aérienne

tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE

Chargements d'adresse définités ( previseires: non abonnés sont invinés formuler leur domande deux semaine avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

code d'accès ABO

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DUREE CHOISIE					
3 mois	6 mois	9 mois	1==		
Nom	:		_		
Locali	té :		— <u>}</u>		
-		£1)	P4		

JEUDI, 28 juin 1838... J'ai été
« Tréveillée à 4 heures par le
canon dans le parc, et je n'ai
pu ensuite retrouver vraiment le sommeil à cause du bruit de la foule, des fan-fares... Me suis levée à 7 heures. »

De cette manière très britannique d'écrire l'histoire par le menu, en évitant antant que possible les sentiments, Victoria le commence ainsi, dans son journal, le récit du jour de son couronnement. Mais cette apparente indifférence dissimule à peine l'état de nervosité de la jeune fille, oclamée reine douze mois auparavant, à l'âge de dix-huit ans.

La veille de la cérémonie, elle avait exigé – à l'improviste – de se rendre à l'abbaye de Westminster pour essayer le trone; elle n'avait pas eu tort, il était trop bas. Le soir, Victoria avait eu du mal à s'endarmir. « L'Impression, préciso-t-elle, que quelque chose de très effrayant pour-rait se produire le lendemain... » Pourtant rien de tragique n'arrivera. Sur le trajet de l'abbaye, la reine remarque que la foule est « immense » et, dans une rare note d'enthousiasme, ajoute : « Je ne peux dire à quel point je me sens fière d'être la reine d'une telle nation. »

A Westminster, au premier rang des invités, Wellington assure une nouvelle fois avec raideur son rôle de « grand héros national » et fait encore une de ses entrées triomphales dont il est coutumier. Mais -surprise! - le maréchal Soult, l'un de ses plus farouches adversaires des guerres napoléoniennes, maintenant chargé par Louis-Philippe de représenter la France à ces festivités, est presque aussi follement acciamé. Soult en est ému aux larmes. « C'est le plus beau jour de ma vie, dit-il. Cela prouve que les Anglais estiment que J'ai toujours fait la guerre loyalement. Ah! C'est un brave peuple! » Fair-play

### Défaillances

Durant le service religieux, la « pauvre petite reine », selon l'expression de Carlyle, tient sa place avec vaillance et dignité ». Le comte Bastiani, ambassadeur de France, le souligne et confie qu'il ignorait que « les cérémonies protestantes fussent aussi belles ». Complaisamment, il ne manquera pas de dire ensuite en public à Victoria couronnée que le sacre de Napoléon par le pape n'avait pas été aussi imposant ».

An moment où l'on place la couronne sur la tête de Victoria, la mère de la reine, la duchesse de Kent, éclate en sanglots. BOTE CED dans un premier acte d'autorité, va l'écarter de son entourage et mettre fin à ses ambitions politiques. Lord Melbourne, le premier ministre et véritable tuteur de Victoria, n'y tient plus lui aussi. L'épée d'Etat est trop lourde, il défaille. Il a beau se gaver de laudanum, il ne pourra être au côté de la reine pour le reste des réjouissances. Cédant à l'agacement comme une enfant qu'elle est encore, Victoria fera d'amers griefs au vieil homme malgré l'attachement qu'elle lui porte. Cette absence lui a paru, dit-elle, « on ne peut plus vexante » et l'a mise fort en colère.

Autre incident, lord Rolle, quatre-vingtdeux ans, s'écroule au bas des marches en woulant se prosterner, comme ses pairs, aux pieds de sa souveraine. Celle-ci, oubliant alors l'étiquette, s'avance pour le relever. Cette prévenance restera longtemps gravée dans les mémoires, et notamment dans celle d'un témoires, et notamment dans celle d'un témoin attentif, Benjamin Disraeli, qui, à l'époque, n'est qu'un tout jeune député aux Communes. Déjà fin politique, il devine aussitôt que ce geste de simplicité sera très apprécié. « Rien ne pouvait être plus efficace », souligne-t-il. Disraeli sait bien que la monarchie anglaise a sérieusement beroin de se refaire une réputation.

besoin de se refaire une réputation. A priori, en 1838, rien ne permettait de enser qu'une femme, si jeune de surcroît, penser qu'une femme, si jeune de surcrois, s'acquitterait de cette tâche au-delà de tout espoir. A sa naissance, en 1819, Victoria n'était qu'an cinquième rang dans l'ordre de succession. Elle vit une enfance solitaire qu'elle jugera « triste » et qu'est notamment marquée par la gêne qu'ont causée les dettes de son père, le duc de Kent (mort des 1820), et par l'influence intermittente d'une mère - princesse alle-mande Victoria de Saxe-Cobourg et

« volage » (la duchesse a eu une liaison notoire avec le grand chambellan à la cour). Lorsque le 20 juin 1837, au soir anniversaire de la bataille de Waterloo, décéda son vieil oncle Guillaume IV, la princesse est tout à fait inexpérimentée. On s'accorde à lui reconnaître une solide éducation, nourrie d'un strict évangé-lisme, tout en considérant que sa culture est limitée et qu'elle ne saurait vraiment briller par son intelligence; ce handicap ne sera toutefois pas rédhibitoire, puisque la bonne éducation anglaise - définitivement codifiée sous Victoria - vent justement que ces atouts ne se montrent pas.

#### Les hommes de la reine

Quant au physique, au moment du cou-mnement, la reine ne peut guère compter que sur le charme de sa jeunesse et, pour le souligner, Winterhalter, maître portraitiste des cours européennes au dixneuvième siècle, devra faire appel à tout son talent de magicien; Victoria n'est pas

thume et par défaut – façon de parler puisque leurs carences, s'il n'y avait eu d'habiles premiers ministres, auraient bien failli avoir raison de la royauté. Le biographe officiel de Victoria s'est laissé aller à écrire qu'elle succédait à « un fou, un débauché et un bouffon ».

Oncle de Victoria du côté de sa mère. Léopold Ie, roi des Belges, avec qui elle correspond très fréquemment pour solliciter des conseils presque paternels, ne ces-sera de les lui accorder volontiers. Dès son avènement, il l'a prévenue : elle fait un véritable « métier » qui est « très difficile » et il lui fait comprendre la particularité de sa fonction de « souveraine consti-tutionnelle ». Grâce à lui, notamment elle mesure très tôt les exigences et les limites de ses prérogatives. Et c'est sous le règne de Victoria que se fixeront presque définitivement les règles auxquelles se soumet encore aujourd'hui Elisabeth II.

Si 6mu lors du couronnement, lord Meibourne poursuit avec beaucoup d'attention sa tâche de conseiller personnel tandis que, dans son rôle de premier ministre, il

certains, à la froideur), son souci permanent de bien faire, Albert est un mari modèle et un prince consort zélé, assistant indispensable, que la reine consulte sans cesse. Mais elle n'en reste pas moins jalouse de ses prérogatives constitutionnelles. Dans son empressement à servir, il se plaint parsois de n'être « que le mari et non pas le mattre de maison ». C'est lui pourtant qui organise en 1851 la toute première Exposition universelle à Londres. Ce sera la vitrine de « l'atelier du monde », une illustration de la suprématie économique et commerciale de l' Angle-

Triomphe pour la monarchie, qui commence à être vraiment populaire. C'est cette année-là qu'apparaît dans le langage l'adjectif « victorien ». Consécration.

Victoria doit beaucoup à Albert et c'est pourquoi elle ne se remettra jamais de sa disparition, en 1861. Son chagrin est voyant. Si elle se retire dans la maladie et une sorte de claustration à Balmoral en Ecosse ou à Osborne (île de Wight), le souvenir du prince devient monumental, Paradoxalement, l'austère Albert donne lieu à un délire architectural : d'abord l'horrible mémorial qui dépare Hyde Park; et l'Albert Bridge, aux couleurs criardes, sur la Tamise; le Victoria and Albert Museum, qui illustre parfaitement la pesanteur du style victorien. Heureusement, il y a le génial Albert Hall, merveilleux Colisée couvert, où l'on peut encore assister aujourd'hui aussi bien à un concert du Philharmonique de Londres ou au Bal des débutantes qu'à un tournoi de boxe ou de tennis.

### Et vint Disraeli

Et vint Disraeli. Enfin. En 1868, à soixante-quatre ans, il tardait à l'orateur prodige des Communes de devenir pre-mier ministre. Auparavant, alors qu'il n'était que chancelier de l'Échiquier, la reine avait déjà appris à connaître cet homme qui avait tout pour l'inquiéter. Elle qui n'arrêtait pas de déclarer - We are not amused ». Chaque fois que l'on dépassait un tant soit peu, selon ses canons, la mesure de la bienséance ou des convenances, allait être soudain amusée par ce jongleur. . M. Disraeli m'écrit, disait-elle, de très curieux rapports tout à fait dans le style de ses romans. »

Le flamboyant - Dizzy - qui, des années plus tôt, avait choque l'Angleterre entière par son dandysme échevelé, est tout le contraire d'Albert ou de Gladstone (le grand rival). Mais Benjamin Disraeli s'est rangé. Il y a longtemps qu'il a remisé ses chaînes, bagues et rubans au magasin des accessoires. Il a gardé cependant toute sa finesse d'esprit, sa « brillance », qu'il sait à présent suffisamment voiler.

La reine le prend en réelle affection et lui envoie à toute occasion des bouquets de primevères, ses fleurs préférées ; elle en déposera elle-même sur sa tombe.

Ceia permet à Disraeli, le conservateur, de parfaire la démocratisation du parlementarisme britannique, notamment par l'extension du droit de vote, prenant de vitesse les libéraux et prévenant de graves émeutes. Quand la reine, aussi patriote et chauvine que ses sujets, s'exalte pour la colonisation au point d'exiger le titre d'impératrice des Indes, il cède. Quand cela sert sa politique, Disraeli sait utiliser l'orgueil de l'Angleterre et de sa souve-raine. Les « jubilés » de la reine et leur faste, c'est son idée. Des fêtes qui ont été un succès de masse dépassant largement celui du couronnement.

Il a su comprendre que la reine, en cette fin de siècle, incarne à souhait les valeurs d'une bourgeoisie désormais dominante, celle que saura si bien décrire Gals-worthy dans la Saga des Forsythe. Au lendemain de la mort de Victoria en 1901, Salisbury prédit dans son éloge funèbre les qualités requises des futurs souverains: « Elle avait une connaissance extraordinaire de ce que pensait son peu-ple – extraordinaire parce que cela ne pouvait venir d'une communication directe...; j'ai toujours considéré qu'en connaissant les pensées de la reine je connaissais en toute certitude les vues de ses sujets, en particulier ceux des classes



DOUCE ILLUSION DE SA GRACIEUSE MAJESTÉ

Sissi, tant s'en faut. Très vite, un goût immodéré pour la bière, que combattent vainement ses médecins, et de nombreuses maternités, puis un inconsolable veuvage et le grand âge vont achever d'alourdir une silbouette caricaturale qui restera universellement légendaire.

Car cette jeune femme sans grâce, devenue la grosse dame à la triste figure, aura bien mérité la gloire, au terme du plus long règne de l'Histoire britannique durant lequel s'est étendu un empire où, selon la formule célèbre, jamais le soleil ne se couchait. Exploitant au mieux son bon sens et assumant son devoir avec la plus grande application, elle va - comme l'a observé Asquith – gagner un privilège seulement accordé en Angleterre aux femmes qui ont accédé au trône : donner son nom à une période historique. Après l'ère élisabéthaine et l'âge de la reine Anne, l'ère victorienne.

Des hommes l'ont beaucoup aidée. Ses

initie Victoria aux arcanes de la politique intérieure et de la diplomatie. La présence du « cher Melbourne » est si précieuse que la reine passe sur le fait que le chef du gouvernement a été poursuivi en justice pour adultère et n'a pu éviter un retentissant procès.

### La grand-mère de l'Europe

C'est en épousant, en 1840, Albert, son cousin — encore un Saxe-Cobourg et Gotha — que Victoria va développer, sur un fond de puritanisme bien anglais, cette image de moralité intransigeante qu'il complète avec recherche et qui s'impo-sera. Mariage d'amour, qu'elle voudra, tout comme lui, exemplaire. Le couple royal se montre uni, vertueux et fécond. En moins de dix-sept ans, naissent neuf enfants, qui feront de Victoria, par leurs

alliances, la grand-mère de l'Europe. Victoria adore Albert. Avec sa cult

- despotique, intrigante et	prédécesseurs tout d'abord, à titre poe- sa ra	ideur germanique (qui confine,	pour	FRANCIS CORNU.
	"GRAND JURY" RTI		de	
MICH	dimanche la	animé par ivier MAZEROLLE		
RUG	et Erik	vec Jean-Louis ANDREAN IZRAELEWICZ (Le Monde) Philippe ALEXANDRE ninique PENNEQUIN (RTL)		Company of the Compan

IRSS: le discours de cions

taleulation frontalière

Wat limite

Tipest qualifie

Be a stage of the same ite i tran mi wir mi

3 17 3 17 E

anements d' inquiets to a granter of the Maga .....

# Etranger

URSS: le discours de clôture de M. Gorbatchev à la conférence du Parti communiste

# « Sans attendre une modification des statuts »

sertains, à la franceur), con seue pronent de bien taire. Albert cal un be modèle et un prince consort sele and indispensable, que la reine consult b Mais cile n'en reste bis L'agence Tass a diffusé, le samedi 2 juillet, le texte du discours de clômedispensarie, que la residente par les est preriogatives commente en les preriogatives commente en les estates pakente de ses preriogatives consinti ture prononce vendredi par M. Gorpales. Data son empressement sont batchev devant la conférence natiose plaint parless de n'erre : que leng nale du PC soviétique. En voici les principaux extraits :

A SAMIE AN apraiset disais Lo rest sues

h - wit four

is an embre, as qui cite

HOME HOHIEST

16, 25 Oct-

to this was before still-

particula-tes courses-constitution tos itenitos

in in thirte

lard Mel-

33.7

Victoria dost beaucoura a Median

pourquer elle ne se remettra tanca di

desperation, en 1861 our chape

superation, en tre: den chape, voyant. Si elle se rettre dare la male, une sorte de claustration a Ballond. Estate ou à Ochorne che de u plus de la company de la company

Souvenir du prince deveni monage Paradonalement, l'austere Alben de Addisse archives alben de

tion à un délire architectural de

Phorrible memorial son depart he

Park of l'Albert Beider, aut of

criardes, sur la Tamer le luca

Affait Mageum, que dinate lorate

in possible of de sixte exterior lies

Partition and party party bed to

concert du Philharmanaus de Long

as Bal des débutantes qu' un la lagra

Et viet Dierach, Im a faing

tion some that approximate

Bie qui n'amétait passes anni

are not generally given as a

Spannit un tert

int of Jongley) - 14 Suite die, de etcs ausgrosses uit dies de styde de ses ausgrosses

La flambonant - The ...

nation plus after dear to the com-

post range 11 ) a sentilla esta anti-

ne flaction d'expert au contract.

The called 1998 of the con-

tion do dress as a rest to in historia and the second

total in contracts of A. S.

(to great nyel) May be

MINE & PROPERTY NAMED AND ADDRESS OF

La roine le premi en

de primerères se circ

or markete in district

the Quant is ':

MAN WAR HELD IN

MATERIAL THE STATE OF

mirettur des com

de port on the time

Arrest of the Control of the Control

**(4) C'ant** men nier in

Maria Company

minor, allest (10 - 10 - 12

solutio quatre ans, il territorio de deservir de de deservir de de

boss on de tennis

at it y a be gental Albert Hall the

see couvert, ou l'on peute

Et ript

Disracli

non pas ir majere de mairine le mai bontout din salamise on 1941 it follo pourfant qui organisse en con la louise mudes Explaintion université à la louise de la louise de la définité des destructions de la définité des destructions de la définité des des des des destructions de la définité des destructions de la définité des destructions de la définité des des destructions de la définité des destructions de la définité des destructions de la définité des destructions de la définit . Je parlerai avant tout de Ce sera la vigine de la delle constitue et commerciale de l'Ag l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée la discussion. Ce fut un véritable entretien franc des membres du parti sur les choses princi-Triomphe pour la monarchie, que pales qui préoccupent aujourd'hui respond to the value of the police of the police of the value of the police of the pol les communistes, tous les Soviétiques. Une tentative de trouver une réponse aux questions auxquelles ils sont sensibilisés. Le Palgis des congrès, camarades, n'a pas encore connu de tels entretiens, et je pense que nous ne pécherons pas contre la vérité si nous disons que nous n'avons vu rien de pareil depuis près de soixante ans. En ce sens, nous sommes en droit de dire que la conférence s'est déroulée dans l'esprit léministe. (...)

» Il faut dire que nous nous » sommes trouvés dans une situation assez difficile, car quelque trois cents personnes ont exprimé le désir d'intervenir. Malheureusement, tous n'ont pas pu prendre la parole. Mais le besoin de s'exprimer a été satisfait dans une certaine mesure aux réunions des commissions de rédaction (...)

» On peut dire, je pense, que la conférence a reflété l'atmosphère politique qui s'affirme dans notre pays et a montré le niveau de développement démocratique atteint par le parti. Mais aussi par l'ensemble de la société soviétique au cours d'un peu plus de trois ans qui se sont écoulés depuis le plénum d'avril du comité central. (...)

» L'attention des délégués à la conférence a été foçalisée sur le rôle du parti en tant qu'avant-garde politique. Voilà ce qu'il convient de noter en résumant l'opinion des délégués. Il y a une pleine certitude que le parti dispose d'un programme net d'action élaboré par le XXVII congrès et enricht par l'expérience déjà acquise de la restructuration. (...)

 Nous avons entendu s'exprimer un désir ardent et impératif de voir le parti devenir encore plus fort, et je ne peux que m'en félicites. Je pense que vous tous parlagez mes sentiments. La conférence, et ceci est stipulé dans ses résolutions, a exigé que non seulement pour le nement un parti de type léniniste.

fois pour toutes aux méthodes diridevra chaque fois réaffirmer par ses actes concrets. (...)

Aucune substitution aux organisme d'État, aucun diktat à l'égard des syndicats, du Komsomol, des autres organisations sociales, des unions créatives et autres. Cela signifie-t-il que le rôle dirigeant du parti peut faiblir? De telles appréensions ont été exprimées. A mon avis, la consérence a donné une réponse claire et nette à cette question. Une réponse négative. Restant au pouvoir, le CCUS dispose de tous les leviers indispensables pour exercer son rôle dirigeant. (...)

» Soyons francs : dans le contexte d'un système administratif dirigiste, lorsque le comité du parti commande absolument tout, il était parfois difficile de savoir si le comité du parti et le secrétaire du parti ont une véritable autorité de leader ou s'îl s'agit de l'autorité de

Les résolutions adoptées

La conférence nationale du PC soviétique s'est terminée par l'adoption de six « résolutions ». Leur texte ne devait être publié qu'ultérieurement. L'agence Tass a capendant indiqué les sujets sur lesquals elles portent :

- La mise en œuvre des résolutions du vingt-septième conorès du PC soviétique et les tâches en vue d'approfondir la « perestroika » :

- La démocratisation de la société soviétique et la réforme du système politique ; - La lutte contre la bureau

- Les relations inter-- La transparence ;

- La réforme en matière de

cottie :

C'est à la demande de M. Gorbatchev qu'a en outre été aur certaines mesures urgentes a portant sur la mise en œuvre de la résolution politique (numéro

fonction, l'autorité que l'on n'accepte que par nécessité.

» Il est hors de doute, camarades, que la « perestrotka », la résorme du système politique créent une situation foncièrement nouvelle. Le pour ses méthodes, le parti soit plei-rôle dirigeant du parti dans les nouvelles conditions sera entièrement Autrement dit, il doit renoncer une déterminé par le prestige réel qu'il

 Je voudrais formuler une considération de principe. Nous avons adopté une série de décisions bien pesees, d'une importance vitale. Mais si nous faisons trainer en longueur avec leur réalisation - et c'est une maladie chronique dont nous n'evons pas pu nous défaire jusqu'à présent et qui s'est manifestée dans les premières années de la restructuration - bien des choses seront compromises. (...)

### Mesures urgentes

 Il faut faire en sorte que la prochaine campagne de comptes rendus et d'élections au sein du parti se dont nous sommes convenus. En automne, on doit apporter des chanreil. Pour ce qui est de la réor sation des soviets, il s'agit d'examiner l'ensemble des problêmes qui y sont liés à la session d'automne du Soviet suprême de l'URSS. On pourrait organiser en avril 1989 des élections des députés du peuple de l'URSS, et, en automne prochain, des élections aux Soviets suprêmes des républi-ques fédérées et autonomes.

» Compte tenu de la grande importance de ces problèmes, le pré-sidium de la conférence soumet aux délégués une brève résolution sur cartaines mesures urgentes visant à réaliser la démocratisation de la société soviétique et la réforme du système politique. (...)

### La bureaucratie

- Nous savons maintenant comment il faut transformer au juste le système politique. Nous avons transposé le point, de vue commun élaboré à cette conférence dans des directives politiques que nous pro-posons à présent à la société. (...)

· En ce qui concerne les principaux points de la discussion en la matière, il s'agissait en premier lieu de la nécessité de s'occuper à fond, tout de suite après la conférence, des travaux de démontage du mécanisme de freinage pour les mener à

Les représentants de la quasi totalité des délégations ont déclaré que la bureaucratie montre touuts. rés bâtons dans les roues. Le résultat en est que la réforme dérape dans bien des domaines. (...) Il s'ensuit que le

comité central, le gouvernement et les organes centraux et locaux ont à faire le maximum du possible pour que la réforme économique radicale marche en avant plus rapidement. (...) Je pense qu'après la conférence, il faut durcir les exigences, contrôler le processus de mise en œuvre de ses directives axées sur le soutien au secteur agraire, aux travailleurs de l'agriculture. C'est alors que nous saurons résoudre au plus vite le pro-blème de l'alimentation.

M. Gorbatchev se félicite qu'un pluralisme des opinions » se soit manifesté durant la conférence, camarade Elisine, selon loquelle nous n'aurions pas réalisé de transformations révolutionnaires au cours des trois années écoulées, est illégitime et inadmissible. (...)

Le secrétaire général évoque longuement les circonstances dans les-quelles M. Elisine fut limogé à l'automne dernier de ses fonctions à la tête du PC de Moscou. Il poursuit : « Comment je vois le drame du camarade Elisine en tant que cadre politique? A l'étape où il fallait résoudre des questions pratiques, il a fait preuve de faiblesse. Il a opté pour des phrases fracassantes, pour

» Des voix : Il ne pourra pas. On ne peut pas le laisser occuper un tel

Gorbatcher: Attendez, attendez. C'est à lui que je pose la question. Abordons cette affaire d'une manière démocratique. Nous avons tous besoin de sa réponse pour prendre une décision.

» Eltsine : J'ai dit que j'al joue un mauvais tour au comité central du parti, au bureau politique. à l'organisation du parti de Moscou, Je répète ce que j'ai dit : « Je vous prie de me libérer des fonctions de membre suppléant du bureau politique et de premier secrétaire du comité du parti pour la ville de Moscou. . (...)

M. Gorbatchev observe encore à ce suict : . Les camarades ont eu raison de faire remarquer lors de la conférence qu'il fallait informer, sout dire. Alors, le processus se strait déroulé autrement »

Le secrétaire général conclut son discours en déclarant : « Construisons la vie du parti en conformité avec les résolutions de la conférence sans attendre que le congrès intro-duise tout cela dans les statuts, Il y a des directives politiques de la conférence, et c'est sur elles que nous nous guiderons. C'est la pre-

La deuxième : n'ajournous pas la réforme du système politique, elle nous est nécessaire pour faire avancer la - perestroïka ».

• (...) Nous ne pouvons pas per-mettre la répétition de ce qui est arrivé au plénum de janvier du comité central. Ce fut un important olémum où nous avons procédé à une analyse approfondie, dévoilé les causes de ce qui s'était passé dans le pays et au sein du partl. Mais nous n'avons pas réfléchi aux mécanismes de mise en œuvre des décisions du plénum, et celles-ci ont été « suspendues » en quelque sorte. Les choses n'ont pas marché comme nous l'avions espéré. Nous ne pouvons absolument pas permettre que le même sort solt infligé aux décisions de notre conférence (...). Les auteurs de bon nombre de notes ont proposé de publier un compte rendu énographique. Nous devons absolument le faire pour armer notre parti, toute la société, d'idées qui ont été formulées au cours du débat à la conférence (...). •

C'est à la fin de son discours que tion d'un « monument aux victimes Gorbatcher: Auras-tu assez de des répressions », sans toutefois



notamment à propos de la « transparence . Il poursuit :

 Je pense que nous avons fini par convenir qu'il est indispensable de soutenir par tous les moyens les mass media, leur activité visant à éliminer toutes sortes de phénomênes négatifs que nous avons hérités du passé, à stimuler des gens hardis, peu ordinaires, intéressants, qui sont de vrais héros de la « peres-

» D'autre part, on a énoncé très nettement l'exigence envers les journalistes d'accroître la responsabilité pour leurs articles, de s'affranchir de la partialité et des ambitions corporatistes, de prétentions au monopole de la vérité.

### « Le drame du camarade Eltsine »

'est dans ce contexte que M. Gorbatchev répond à l'intervention de M. Boris Eltsine, déclarant réunion après que tous les cama-rades eurent pris la parole. » Gorbatchev: Dis, qu'est-ce que tu penses des remarques faites par les camarades membres du comité

était irrécupérable. (...)

central. Ils ont dit beaucoup de choses sur toi, et ils doivent connaitre ton opinion. Car ils devront bien prendre une décision. \* Eltsine : A part quelques expressions, en gros je suis d'accord avec leur appréciation. S'al joué un

des déclarations et le dirigisme.

Même à cette époque - et tout le monde doit le savoir, car il faut

faire toute la lumière sur cette

question, - le bureau politique ne

pensoit pas que le camarade Elisine

» Je citerais le sténogramme du

plénum. Un épisode à la fin de la

mauvais tour au comité central et à l'organisation de la ville de Moscou mon intervention

# La crise roumano-hongroise

# Bucarest limite la circulation frontalière

 Budapest qualifie les événements d'«inquiétants»

Des mesures très strictes ont ment de la circulation frontalière au été prises en Roumanie pour limiter l'accès à la région frontalière avec la Hongrie, où pius

réfugiés depuis un AL. Publiées dans le journal en langue hongroise Dal de la ville frontalière d'Oradea, cité le vendredi 1 mjuillet par la presse hongroise, une série de plus de 2 kilomètres de la zone, la muit, sans permis spécial, et de stocker de la paille on du foin à plus de 500 mètres de la frontière (ce qui constituerait des cachettes pour les

candidats à la fuite).

Toute personne arrivant dans cette zone doit s'annoncer à la milice et préciser la durée de son séjour. Les ouvriers et paysans doi-vent porter leur carte d'identité pour prouver qu'ils vivent et travaillent dans cette zone. La pêche à la ligne n'est autorisée que de jour dans les rivières de la zone frontalière et à condition d'avoir un permis spécial pour la zone. Il est également inter-dit aux personnes se trouvant dans la zone frontalière d'entamer une conversation avec des personnes se trouvant de l'autre côté de la fron-Plusieurs centaines de Hongrois

ont, en outre, été refoulés à la frontière roumaine ces derniers jours, at-on appris, vendredi, de différentes sources hongroises. « La situation est incertaine car

les autorités roumaines ne nous ont donné aucune information offi-cielle », a déclaré à l'agence de presse hongroise MTI le colonel Joz-sef Czukor, directeur du départe-

ministère de l'intérieur. Cette série de mesures fait suite à la brusque détérioration des rela-tions entre les deux pays à propos du sort de la minorité hongroise de

Transylvanie.

# des droits de l'homme »

« Une transgression

Le Parlement hongrois a adressé vendredi à l'Assemblée roumaine une résolution, adoptée à l'unanimité moins une voix, qui condamne le plan de suppression des villages en Roumanie comme « une transgression des droits de l'homme fondamentaix et des droits de l'homme fondamentaix et des droits des minosion des droits de l'homme jonda-mentaux et des droits des mino-rités ». Le Parlement, souligne cette résolution, « partage l'auxiété justi-fiée de l'opinion publique », qui estime que la minorité hongroise de Roumanie (entre 1,7 et 2 millions de pargière) ests coupée de ses de personnes) sera coupée de ses racines culturelles et souffrira particulièrement de ce projet. Dans un discours devant le Parle-

Dans un discours devant le Parle-ment, M. Matyas Szuros, membre du bureau politique chargé des ques-tions internationales, a condamné vendredi la fermeture du consulat de Chij-Napoca décidés par Buca-rest après la manifestation de cinquante mille Hongrois contre le plan roumain, lundi dernier à Budapost. Qualifiant les événements de ces derniers jours d'-inquiétants ». M. Szuros a estimé que e le flot de propagande auti-hongroise et de calomnies contre le Parti communiste hongrois, ses chefs et sa politique est offensant ». « Nous ne pouvons plus accepter ou ignorer ces es contre nous », a-t-il dit. -

# POLOGNE

Un ancien conseiller de Solidarité est grièvement blessé par des agresseurs

inconnus Varsovie (AFP). - Un ancien conseiller du syndicat dissous Solidarité, M. Jan Strzelecki, victime d'une agression à Varsovie, se trou-vait le vendredi le juillet dans le coma, dans un hôpital de la capitale polonaise. La télévision polonaise a appelé, en fin de journal, les témoins éventuels de l'agression à se faire connaître auprès des services de

Sauvagement battn, M. Strze lecki a été grièvement blessé, souf-frant notamment d'une fracture du crane. On ignore dans quelles conditions et par qui l'ancien responsable syndical a été attaqué.

Selon la télévision, M. Strzelecki a été découvert inanimé, jeudi dans l'après-midi, par des passants à proximité de son véhicule station-nant sur une route qui longe la Vistule à Varsovie. Toutefois, selon ses proches, il a été transporté à l'hôpital dès jeudi matin par des policiers. Il aurait été attaqué dans la mit de mercredi à jeudi alors qu'il revenait A l'intérieur du véhicule de

- înconnu de l'entourage de la vicles pattes brisées. Les papiers de l'ancien conseiller ont été découverts à 700 mètres de la voiture, toujours selon la télévision M. Strzelecki, sociologue âgé d'une soixantaine d'années, avait été

M. Strzelecki se trouvait un chien

conseiller auprès de la Direction nationale de Solidarité pendant la période légale du mouvement ouvrier (1980-1981). M. Strzelecki est toujours resté très proche des idéaux défendus par l'organisation

# « La nouvelle loi sur la religion pourrait être prête dès cette année »

nous déclare le président du Conseil pour les affaires religieuses

Le projet de loi sur la réforme de la législation sur la religion en URSS pourrait être soumis aux chefs des communantés religieuses des cette année, pour qu'ils l'étudient et donnent leur avis avant que le texte ne soit transmis au Soviet mpreme, a affirmé, le vendredi 1ª juillet, dans un entretien avec le Monde, M. Konstantin Khartchev, président du Conseil pour les affaires religieuses auprès du gou-vernement soviétique. M. Khartchev, qui a rang de ministre et se trouvait à Paris pour

assister au symposium de

l'UNESCO sur la portée de l'intro-duction du christianisme en Russie, ous avait déclaré en février dernier à Moscou que la «Intte» politique autour des projets de réforme de M. Gorbatchev avait considérable-ment ralenti l'élaboration du texte sur la religion. Il se montre aujourd'hui beaucoup plus optimiste: « Le travail est maintenant plus rapide », dit-il, en présentant les grands exes du projet de loi :

La personnalité juridique pour l'Eglise, une formule d'éducation religieuse qui répondrait aux intéréts des croyants, la simplification de l'organisation des paroisses et l'ouverture de nouvelles églises. » M. Khartchev ne sera guère plus précis, en particulier sur la question du catéchisme, de toute évidence l'une des plus délicates. « Cette question fait encore l'objet de dis-cussions, dit-il. Elle pose toujours des problèmes. » Mais le déroulement de la confé-

rence fédérale du PC soviétique à Moscou met visiblement du baume an cœur de M. Khartchev. « On est en train de se débarrasser du syndrome stalinien », se réjouit-il, ce

dont les croyants ne peuvent que se ment que le bât blesse. « Il nous féliciter. Les croyants peuvent-ils faut tenir compte de l'avis de fournir un appui important à la l'Eglise orthodoxe russe et de ses fournit un appui important à la « perestroike » ? « Non seulement, ils peuvent, mais ils doivent, rétorque aussitot M. Khartchev. Nous faisons tout pour leur donner la possibilité de prendre une part active à la « perestrolka ». Vous savez, soixante-dix millions de croyants, cela ne se neglige pas. » C'était avec des formules un peu

plus crues et un peu plus cyniques le sens d'une conférence donnée récemment par M. Khartchev à l'Ecole supérieure du parti, et dont le compte rendu est parvenu en Occident (le Monde du 27 mai). Le responsable soviétique ne nie pas aujourd'hui avoir tenu une telle conférence, mais dément certains propos, qui, dit-il, ont été déformés délibérément, « car vous savez très ment, « car vous savez très bien ce qu'on peut faire avec une bande magnétique ».

### de l'Eglise uniate M. Khartchev a, par ailleurs,

Le sort

confirmé qu'un de ses adjoints avait reçu le 25 juin une importante délégation de l'Eglise uniate (1). Cette délégation a déposé une demande d'enregistrement de quinze associations religiouses. Mais la question uniate demeure sensible, et M. Khartchev ne veut y voir qu'un problème interne aux relations entre le Vatican et l'Eglise ortho-doxe », dans lequel l'Etat soviétique s'en voudrait de s'immiscer... Pourtant, la décision de l'enregistrement des communautés religieuses reiève de l'Etat, et c'est là visibletrente militons de croyants -, explique M. Khartchev, pour qui l'opposition à la tégalisation de l'Eglise uniate viendrait donc du patriarent de Moscou et non du pouvoir.
- Nous avons un seul intérêt à cœur, poursuit-il, « éviter les conflits entre les divers groupes de la société. Si nous voyons que telle ou telle mesure n'entraînera pas de conflit, alors nous pouvons la prendre. Mais ce n'est pas parce que nous avons le pouvoir d'autoriser des associations qu'on va enregis-trer des associations de drogués ou de prostituées. Il faut avant tout peser, évaluer les conséquences. S'il y a un risque de conflit entre l'Eglise orthodoxe russe et l'Eglise catholique, est-il indispensable de prendre des mesures qui vont agraver ce conflit? Attendons un Pour M. Khartchev, . moins on

fera de bruit . autour de cette affaire, qui n'affecte d'ailleurs qu'une « minorité insignifiante de gens, plus vite elle sera resolue. C'est ce que nous avons dit au car-dinal Casaroli, et nous avons eu le sentiment d'avoir été compris ». En attendant, assure-t-il, les chrétiens uniates ne courent aucun risque de pourruite de la part des

# SYLVIE KAUFFMANN

(1) Les uniates sont des catholiques de rite byzantin intégrés de force dans l'Eglise orthodoxe en 1946 après avoir été accusés de - collaboration avec les nazis ». Leurs communautés so tron-

a marks de marer de A STATE OF THE PERSON OF THE P 算通 梅 经营业 de the de a f M. College Conf. Service 10.787.522 direct sur

Le secrétaire général n'en a pour-tant pas démordu en faisant valoir que tant qu'il y aurait, à chacun des niveaux de la structure politique, un niveaux de la structure politique, un responsable du parti et un responsable de l'Etat, le premier continuerait à éclipser le second et à concentrer, par voie de conséquence, tout le pouvoir entre les mains du parti. Or de cette situation M. Gorbatchev et ses amis ne veulent plus parce qu'ils estiment, en premier lieu, que seule l'existence d'un appareil d'Etat peut fecter eu parti de se trouver en proéviter au parti de se tronver en pre-mière ligne dans les tensions et crises qui accompagneront influcta-blement le développement des éformes économique

Deuxièmement, ils considèrent que le seul réel moyen d'obliger les responsables du parti à prendre en considération les aspirations de la population et à se soucier de n'être pas impopulaire est de les soumettre à l'élection non seulement des autres membres du parti, mais aussi de l'ensemble des citoyens. Dès lors que le premier secrétaire d'une Républi-que, d'une région ou d'une ville devrait se faire élire par le soviet de niveau correspondant, il pourrait, en effet, d'autant moins ignorer le danger d'un désaveu que le processus électoral sera (tout est relatif) démocratisé et qu'en cas d'échec il sera désavoué par le parti.

Troisièmement, enfin, M. Gorbat-chev est convaince et ne cesse de répéter qu'il ne peut y avoir de succès des réformes économiques sans réformes politiques — c'est-à-dire sans ce desserrement de l'emprise du parti qui pesse par la réémergence des institutions d'Etat, autrement dit les soviets.

L'opération est donc à double détente : déplacer le centre du pou-voir des sièges du parti vers les soviets en contraignant les premiers secrétaires à valoriser les assemblées élues, et donner un grand coup de balai dans le parti en l'obligeant à promouvoir des hommes politiques

Cala devrait se révéler moins évi-dent dans la réalité que sur le papier, mais le fait est que M. Gorbatchev a trouvé là un moyen de tenter au moins une évolution politique dans le cadre du système. On ne touche pas bien sur à la règie du parti unique, mais on soumet néanmoins ce parti à une forme de contrôle

ses prérogatives actuelles dans la gestion quotidienne du pays. L'opération doit d'ailleurs L'opération doit d'ailleurs s'accompagner, « d'ici la fin de l'année », d'une rédection des directions locales du parti et d'une réorganisation surtout de son appareil, qui devra se débarrasser, de la base au sommet, de ceux de ses départements qui doublent des administrations « civiles ». Ca n'a l'air de rien, mais, si cela se faisait, un immense pas servit franchi, d'un coup. Ners pas serait franchi, d'un coup, cette affirmation de l'Etat qui

devrait s'accompagner de la création d'un Etat de droit grâce à une large et progressive resonte du code.

Dès sa session de novembre pro-chain, le Soviet suprème sera donc saisi d'une série d'amendements constitutionnels qui lui feront céder la place à un nouveau Parlement fédéral, le Congrès des députés, dont l'élection aura lieu dès la fin de l'hiver et la première réunion en avril. Les députés de ce Congrès seront elus pour un tiers par les organisations professionnelles et sociales, qui devraient ainsi envoyer sièger plusieurs centaines d'intellecsièger physicurs centaines d'intellec-tuels, scientifiques et artistes très favorables aux réformes. Ce Congrès élira en son sein un Soviet suprême, un présidium de ce Soviet et un président de ce présidium qui aura le rang de chef d'Etat.

A l'automne de l'année prochaine, indique enfin la résolution sur les « mesures urgentes concernant "mesures argentes concernant l'application pratique de la réforme politique», devront avoir lieu de nouvelles élections pour les soviets locaux. Si l'on ajoute à ce programme plusieurs plénums, du comité central sur des questions aussi explosives que les nationalités, cela vent dire que le pays va être en ébullition politique quasi perma-nente dans les dix-huit mois qui

Ensuite s'amorcera, sur fond de balbutiements d'une vie parlementaire embryonnaire, la préparation da prochain congrès, et c'est en fait la dynamique encleachée par l'arrivée au pouvoir de M. Gorbetchev

On sentait bien depuis quelques maines, à la tolérance des autorités vis-à-vis du groupe indépendant qui en avait lance l'idée il y a un an, que le projet de monument aux vic-times de Staline pourrait être adopté par la conférence. Il y a deux jours excore, pourtant, personne n'aurait imaginé que pareil dossier soit réglé à la va-vite, d'un simple « ce serait honnète et moral » de M. Gorbatchev, suivi d'applaudissements

approbateurs de la saile. En cinq minutes, il a été décidé de rompre, par le plus parlant des symboles, avec toute forme d'approba-

si vite, c'est que ce n'était rien à côté des autres premières de cette réu-nion. On y a vu des délégués se tour-ner vers le secrétaire général pour lui dire qu'il se trompait. On en a vu d'autres demander la tête de deux membres du bureau politique et de deux autres grands du régime. On a entendu s'exprimer des points de vue diamétralement opposés, sifler et lucr des orateurs, fuser des inter-ruptions courroucées. Des délégués ont transformé la tribune en caba-

D'antres encore out froidement dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec tel ou tel point des projets de résolu-tion. Leurs amendements ont dû être soumis su vote (deux centaines de voix contre les premiers secrétaires présidents des soviets : cinquame six pour retirer au comité central le contrôle de la *Pravda*). Faute de pratique, se sont ensuivis cris, sièges claquants, cavalcades d'une travée à l'autre. Une bonne partie de la salle a hurlé au scandale, et M. Gorbat-chev a calmé l'indignation : « Com-ment apprendrons-nous autrement la démocratie ? Elle demande à la fois tolérance et patience. >

#### M. Ligatchev contre M. Eltsine

Mais, même tout cela n'était vrai-Mais, même tout cela n'était vraiment rien à côté de la partie à trois qui s'est jouée – aux dépens du premier – entre MM. Eltsine, Ligatchev et Gorbatchev. Depuis trois jours, toute la salle attendait ce qu'avait à dire l'ancien premier accrétaire de Moscou, limogé en octobre dernier pour réformisme. octobre dernier pour réformisme radical, après avoir prononcé, devant un plénum du comité central, un discours qui n'a jamais été

Il décoit plutôt, car est homm qui était devenu un mythe, n'est pas un orateur, et les critiques qu'il formule contre la hâte avec laquelle a été préparée la conférence et le manque de consultation qui l'a précédée n'aut rien de bien sensation nel. En revanche, la manière dont il demande à la conférence de le « réhabiliter » de la condamnation politique (« positions erronées ») dont il avait été victime au plénum d'octobre, gêne, en revanche. Il a tellement l'air d'en souffrir qu'on se dit qu'il manque sérieusement de nerfs et que ce héros est plus sympa-thique que grand politique.

ique que grand poudque.

Monte alors à la tribune M. Ligatde file des conservateurs. Il est arrivé à M. Eltsine de demander son départ du bureau politique dans des interviews dont il vient à nouveau de démentir les termes. M. Ligatchev a, lui, été le grand artisan de la

maintenant dessus à pieds joints, l'interpellant directement d'une voix peinée (\* Boris, tu.................) pour expli-quer en substance qu'il a échoué à toutes les étapes de sa carrière.

Et puis la voix de M. Ligatchev s'enfle. Il nie être opposé à la « perestrolla », s'insurge contre les spéculations de la presse étrangère, révèle que sa propre famille a été victime de persécutions sous Staline, et s'exclame : « Je sais oe qu'est le culte de la personnalité, mais je sais cutte de la personnalité, mais je sais aussi tout ce que notre peuple d accompli d'hérolque en dépit du culte de la personnalité et de la sto-gnation [l'ète Brejnev]. Peut-on accepter que, sous couvert de réha-biliter la vérité historique, on la défigure totalement? Peut-on accepter que les Soniéties et colaccepter que les Soviétiques, et cela dans notre presse, dans nos publica-tions, soient présentés comme un peuple d'esclaves? [...]. »

Des applaudissements nourris l'interrompent fréquemment. Il est bon, bien meilleur que M. Eltsine, cela plaît, et un petit frisson par-court la salle quand, dramatique, il rappelle qu'il y aurait pu y avoir « une tout autre décision » en 1985 (quand M. Gorbatchev a été élu) et que c'est grace « aux camarades Tchebrikov, Solomentsev et Gro-myko » qu'a été « prise la seule décision juste ». M. Tchebrikov est le patron du KGB, MM. Gromyko et Solomentsev avaient été attaqués la veille par un délégué. « Qui t'as fait roi? », vient de dire M. Ligat-

de clôture qu'il prononce après la bataille des amendements, M. Gorbatchev affirme, minutes du plénum d'octobre à l'appui, que M. Eltsine avait de lui-même donné sa démission et même refusé de la reprendre et le critique longuement pour avoir vouln résoudre les problèmes de Moscou en écartant trop des cadres en place. « La leçon [de l'affaire Eltsine] est que nous devons tous sui-vre fermement la voie de la renaissance du parti, sur des bases léninistes, démocratiques, en nous appuyant sur nos cadres et nos mili-tants », dit M. Gorbatchev, avant d'ajouter, sous les applaudissements: « Nous ne pouvons résoudre les problèmes avec les méthodes

Message décodé : je veux tou changer, mais, moi, je n'écarterai personne. Sur ce point, M. Gorbat-chev a d'ailleurs tenu purole puisque, en échange de l'acceptation de ses réformes, il s'était engagé auprès la direction pendant la conférence.

BERNARD GUETTA.

**Diplomatie** 

# Les grandes étapes du « gorbatchévisme »

11 mars. — Après le décès de Tchemenko, M. Gorbatchev est élu sacrétaire général du

Avril. - Un plénum du comité central lance le slogan de l'« accélération » du dévaloppement économique et technique, qui deviendra plus tard ≰ restructuration ≥ (€ peres-

2 juillet. - M. Gromyko quitte le ministère des affaires étrancères et devient chef de l'Etat. Début de la « nouvelle pensée » en matière de rela-

27 février-6 mars. - Vingtseptième congrès du parti.

26 avril 1986. - Accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Début de la politique de « transparence » (« glasnost al.

16 décembre. - Shakharov est autorisé à quitter son exil de Gorki. Deux cents dissidents environ seront libérés dans les mois qui suivent.

### 1987

27-28 janvier. - Un plénum du comité central élargit la ∉ glasnost ». M. Gorbatchev propose notamment l'élection des secrétaires régionaux du parti au vote secret et la multiplicité des candida-

30 mai. - A la suite de l'atterrissage sur la place Rouge d'un avion Cessna piloté par le jeune Allemand de l'Ouest Mathias Rust, le ministre de

 Augmentation des départs de refugniks. — Le nombre de refug-niks quittant l'URSS augmente de façon constants. Les autorités soviétiques ont autorisé 1470 juifs et 1625 Arméniens à quitter l'Union le vendredi 1" juillet à Genève, le Comité intergouvememental pour les migrations (CIM). Depuis le début de l'année 1988, 6017 juifs - contre

### de la « parestrolica » china

Juin. - Un plénum du comité central adopte les grandes lignes d'une réforme économique qui doit entrer en vigueur, ainsi qu'une nouvelle loi sur l'antreprise, en janvier 1988. M. lakoviev, un idéologue acquis à la « glasnost », est élu membre titulaire du Politburo.

21 actobre. - Au cours d'un plénum du comité central, M. Eltsine, chef du parti à Moscou, se lance dans une vive critique de M. Ligatchev, numéro deux du PC. Il pendra an novembre ses fonctions de chef du parti à Moscou.

2 novembre. - Dans un rapport consacré au soixantedixième anniversaire de la révolution, M. Gorbatchev réhabilite partiellement Bouxharine (qui sera réhabilité 1988), ainsi que Khroucht-

### 1988

11 février. - Début des manifestations au Haut-Karabakh, qui demande son rattachement à l'Arménie. Le 28 février, des dizaines d'Arméniens sont massacrés à Soumgait, en Azerbeidjan.

13 mars. - La publication par le journal Russie soviétique d'un article d'une enseignante de Leningrad hostile à l'on dit avoir été encouragée par M. Ligatchev - provoque, le 5 avril, une vive riposte de la Pravda, L'affaire relance la politique de « glasnost » et les attaques de la presse contre les conserva-

6930 Arméniens sont partis ainsi d'URSS. Sur les 1470 juifs qui ont transité en juin par Vienne avant de gagner pour la plupart les Etats-Unis, 127 se sont rendus en Israel. Les par Rome avant de se rendre, également en majorité, aux Etatp-Unis, notamment en California, où est installée une importante colonie amé-

# **Amériques**

# ÉTATS-UNIS

# Suspension des paiements du Pentagone pour certains contrats

Washington, - Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, a annoncé, le vendredi 1st juillet, qu'il avait suspendu les paicments dus par le Pentagone sur des contrats d'une valeur totale de l milliard de dollars qui pourraient avoir été entachés de fraude et de

M. Carlucci a indiqué qu'il avait pris cette décision à la suite de la publication, jeudi, de documents sur des écoutes du FBI (sûreté fédérale) dévoilant qu'un consultant avait obtenu de responsables du Pentagone, et vendu à des firmes privées, des informations confidentielles sur neuf contrats de défense.

Le département de la défense a engagé des procédures de suspension à l'encontre de ce consultant, M. Frank Saunders, d'un responsable des contrats à la Navy, M. George Stone, qui lui avait fourni des informations, et d'une compagnie privée nommée dans ces documents, la Varian International,

de Dallas (Texas). Par ailleurs, les contrats attribués à quatre firmes impliquées seront réexaminés, et de nouveaux contrats portant sur huit systèmes d'armes ont été gelés. Le FBI enquête depuis près de deux ans sur des allégations de fraude et de corruption dans l'attribution, par le certains fournisseurs privés. Les documents du FBI, publiés sur ordre d'un juge fédéral de Dallas, apportaient les premières précisions officielles sur ce scandale qui a éclaté le

d'autres mesures seraient décidées en fonction de la publication de nouvelles informations sur des cas de corruption et de fraude. « Chaque fois que nous aurons des preuves spécifiques nous prendrons des mesures . (...) Nous n'avons pas besoin d'attendre que les gens soient reconnus coupables ou passent en proces pour agir », a-t-il ajouté. -

Le Monde ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7

> **ABONNEMENTS** 36.15 LEMONDE

Pentagone, de contrats de défense à M. Carlucci a indiqué que

• SURINAME : ouverture de négociations entre le gouverne-ment et la guérilla. — La préfecture de Guyane a annoncé, le dimanche 26 juin, que des pourparlers devaient avoir lieu lundi et marci entre les avoir leu tundi et march entre les autorités du Suriname et la guérilla. Outre le secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Suriname, M. Van Eer, et M. Ronny Brunswijk pour la guérilla, l'évêque de Paramaribo, Mgr Zichem, assistera à la rencontre dont la France assure l'organisation et la sécurité. Plus de dix mille réfugiés surinamais se trouvent touirums en Gurane france.

# MM. Dumas et Genscher sont intervenus auprès du représentant roumain

# pour débloquer les travaux de la CSCE En ce qui concerne les futures

de notre correspondant

Les ministres français et questallemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans Dic-trich Genscher, ont lancé, le ven-dredi 1º juillet à Vienne, devant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), un appel commun aux trente-cinq pays appel commun aux trente-cinq pays membres (toute l'Europe à l'exception de l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) « à un effort supplémentaire » pour faire sortir la conférence de l'impasse. M. Genscher, qui souhaite la conclusion de la conférence de Vienne « d'ici à la fin du mais de juillet » a estimé dens de mais de juillet » a estimé dens du mois de juillet », a estimé dans son discours que « les temps sont mus pour une percée décisive » dans les négociations actuellement bloquées par les pays socialistes, notamment la Roumanie. Bucarest refuse, en effet, tout mécanisme de contrôle du respect des droits de l'homme, une des questions-clés, selon les Occidentaux, pour faire avancer le processus d'Helsinki.

Le projet des pays neutres et non alignés de mai dernier pour la rédaction d'un document final de la conférence a été qualifié de « bon compromis » par M. Dumas, et par M. Genscher de « base solide » pour

les discussions sur le document final. Les deux ministres ont eu, en marge de la séance de vendredi, un entretien avec le chef de la déléga-tion roumaine, M. Dumitru Aninoiu, pour lui demander de ne pas « aban-donner » le processus d'Helsinki, apprend-on dans leur entourage. M. Dumas, interrogé lors de sa conférence de presse sur l'attitude de la Roumanie, n'a pas vouln parler de « blocage », mais d'une « arti-

tude d'interrogation » en ajoutant que « nombre d'objections soulevées par les Roumains ont trouvé une réponse ». M. Genscher a estimé de son côté que « l'approbation géné-rale » de la proposition des neutres et non-alignés « ne restera pas sans conséquences sur la position rou-

« N'abandonnons pas l'avenir aux esprits pusillanimes ni à ceux qui restent cantonnés dans les vieilles catégories de pensée », 2 dit M. Genscher dans son discours, en soulignant clairement l'objectif de la CSCE : « Faire en sorte que des textes neufs et précis servent à pro-mouvoir un meilleur respect des droits fondamentaux et des libertés. » Sans mentionner la Rou-manie, il a ajouté: « Le principe du consensus qui régit le processus de la CSCE (...) ne peut pas signifier qu'un seul Etat insiste sur des pro-positions qui n'ont reçu l'adhésion d'aucun autre pays participant au cours de longues négociations. »

### « Une affaire de hon sens »

Glissant un mot sur les minorités nationales en Europe, M. Genscher a déclaré: « Nous exprimons égale-ment notre identité européenne en permettant aux individualités de ces minorités, fruits d'un héritage historique, de s'épanouir comme il leur convient, » Cet appel intervient au moment où la querelle entre la Hongrie et la Roumanie sur la minorité hongroise de Transylvanie tourne à l'aigre. M. Dumas a cependant rappelé que la CSCE n'est pas une - instance d'arbitrage - pour un conflit entre deux pays, mais un

négociations sur le désarmement conventionnel de l'Atlantique à l'Ourai, qui doivent s'ouvrir dans le cadre de la CSCE, tout en restant limitées aux vingt-trois pays mem-bres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, les deux ministres ont estimé que nombre de problèmes susbistent qui, de l'avis de M. Genscher, . peuvent être résolus de manière prag-matique. Le ministre ouest-allemand a souligné – comme l'a également fait M. Dumas – que

e l'instauration de la stabilité conventionnelle en Europe est le problème fondamental de la sécurité militaire sur notre continent », Le gouvernement de Bonn, a-t-il dir, estime que des « plafonds égaux à un niveau plus bas pour les systèmes d'armement particulièrement importants (...), notamment des chars de bataille, des véhicules blindés de combat d'infanterie et de l'artillerie, soient définis d'un commun accord » dans une première phase de cette négociation.

Pour se part, M. Dumas a rappelé que la France n'envisageait pas que ces négociations débutent avant qu'il soit mis fin aux MBFR (réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe). Cest à nos yeux une affaire de bon sens, a-t-il souligné. Comment pourrait-on pré-tendre discuter entre vingt-trois pays de la maîtrise des armements conventionnels pour une zone qui irait de l'Atlantique à l'Oural, tandis que dans un autre forum deux blocs militaires continueraient de débattre de la réduction d'effectifs pour une zone réduite au Centre-Europe?

WALTRAUD BARYLL

Nouveau secrétaire général de l'OTAN

### M. Woerner se présente comme un partisan d'une ouverture vers l'Est

Bruxelles (AFP). - Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, l'Allemand de l'Ouest Manfred l'Allemand de l'Ouest Manfred Woerner, s'est employé, en prenant ses fonctions le vendredi le juillet, à dissiper une certaine réputation d'intransigeance, se présentait comme partisan d'une ouverture prudente en direction de l'Est. « Ma politique aura deux volets: assurer la continuité des principes (de l'OTAN) et préparer les changements nécessaires. (...) Il y a plus d'occasions (à saisir) que de risques (à redouter) dans la situation politique globale d'aujourd'hui », a déclaré l'ancien ministre de la défeuse du gouvernement Kohl, au défense du gouvernement Kohl, au cours de sa conférence de presse insugurale.

Plantant le décor dans lequel il prend la succession de Lord Carrington, M. Woerner, premier Allemand à accéder à ce poste, a cherché visiblement à apaiser ceux qui verraient en lui un « faucon » de l'OTAN.

Ainsi M. Woerner a-t-il reconnu la nécessité pour l'alliance de « sai-sir tous les avantages qui pour-raient finalement découler du proruem juntiement accourer au pro-cessus de réforme en URSS et en Europe de l'Est ». Mais, a-t-il noté, elle doit d'abord maîtriser les « pro-blèmes conceptuels posés par l'évo-lution accélérée des négociations » sur le désarmement.

"L'alliance atlantique n'a que des buts défensifs (...), ce qui est un phénomène nouveau dans l'Histoire. ll est à espèrer que le pacte de Var-sovie suivra cet exemple. Cela constituerait un tournant décisif de la politique extérieure de l'Union soviétique «. a-t-il ajouté.

Le « pater fami

Afrique

WHOLL DURIN

americanent propose d alegislation sur l'habitat

Same de tret a die

XC 88 . ..

# Les grandes étapes du « gorbatchévisme » de la eperestroka i 6

pai serou le atopén de publicame : de dévelop-per domanique et tech-les deviandes plus terd déparation à la deve-

... M. Grannian quitte parère des affeires place of placent disp do per do la cademage

of the parts. M. -- Accident à In pupitare de Totar-billes de la politique

John. - Un ploraim de Che Central adoptin les Bale lagres et una trionne ette anques et un deil entre e vogamme, anna qu'une none an sur l'ontirprise, en an toguesur, anno cu une notes, for sur l'entroprise, en son l'abortor, en son la latte entroprise ent

21 acrobre. - Au com planum du comte con M. Elisine, chef du par Misson, se lunce dan la west crimiure de M. Lighte humairo deux du polifica en novembre se il per de chef du junti e Mosa-de chef du junti e Mosa-2 sevembre. - Das sa port considere au some disciente aumanersare es revolution M Godza

100 Spills brightings

herine four sitts rete

1988). Dittel Que Khige

Horier. - Debut de to festations au house on demonstrate san mo ment a la'nes 28 février des to d'Armeniris son me & Soumgast m Arra 15 mars. - 43 54 355

to pournal Russia street d'un artice confe gnatite de ... is a percuticular . Eq. For the and the real per M. Contractor que la 5 de an reporte de la lación reference in a 1420.5 most a et er ereg. STREET CASTON COM

Service.

CLASS Som To THE PARTY OF THE 127 w sort myers. Acres to the second per Roma and Course THE RESERVE OF MANY material and in terms A CONTRACTOR OF THE PARTY OF Belliton . And

> Nouvella see general de We

En dehors de ce qui ne demeurera 11. Whome que des exceptions au principe, non seulement la population devra conti-nuer de vivre dans les lieux assignés se present en fonction de la couleur de la peau, comme un paris mais les personnes qui ont déjà enfreint la loi risquent d'être expuid'une ometic sées quand le texte sera adopté, c'est-à-dire sans doute en septembre vers l'Es prochain. Au moins deux cent mille personnes sont menacées de se trouver à la rue. Les propriétaires qui vendent ou qui louent à des gens dont ce n'est pes la zone désignée de résidence ou qui possèdent des immembles ou des appartements

# Le « pater familias » de Singapour

(Suite de la première page.)

La passation du flambeau pourrait d'ailleurs ne pas être aussi rapide qu'on le pensait il y a quelques mois, laisse t-on entendre dans les rangs mêmes du parti gouverne-mental : la lenteur de la procédure de révision de la Constitution, destinée à renforcer les pouvoirs du pré-sident — fonction qu'assumait M. Lee Kwan Yew, selon le nouveau schéma politique, - justifiant le maintien pendant un ou deux ans du statu quo.

Or ce qui est précisément l'objet d'une contestation latente, c'est moins la politique, pratiquement unanimement approuvée, menée par le gouvernement qu'un style de pouvoir : autoritaire sous couvert de bienveillance dans la veine confucéeune et enclin à régenter jusqu'an moindre détail de la vie quotidienne (de l'épargne à la vie des couples). ne qui fonctionne s'il existe un fort consensus. Celui-ci a incon-

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

Le gouvernement vient de présen

ter au Parlement trois projets de loi qui visent à modifier les dispositions

les races (le Group Areas Act). Il

n'est pas question de supprimer ce pilier de l'apartheid. Au contraire,

les peines prévues en cas d'infrac-tion sont considérablement alourdies

(multipliées par vingt-cinq) et les procédures d'expulsion facilitées. En

revanche, un deuxième texte prévoit

possibilité d'ouvrir à tous cer-

taines zones, déjà multiraciales de fait. Un bureau d'experts fera des

propositions an chef de l'Etat, qui

prendra la décision finale. Enfin, le

troisième volet a pour but d'établir

une représentation municipale pour

les « non-blanes » vivant dans ces

D'un côté, le pouvoir lâche un pen

de lest, de l'autre il resserre les bou-

ions, ce qui aura pour conséquence de mécontenter tout le monde. Un

pas en avant, deux pas en arrière. Le

premier texte 2, d'ores et déjà, pro-

voqué une levée de boucliers parmi

l'opposition sinsi qu'au sein des

Chambres indienne et métisse. Ces

parlementaires se sont jusqu'à pré-

du Group Areas Act et ont condi-

tionné leur approbation de projets présidentiels à la suppression de

cette pierre angulaire de la ségréga-

Pénurie de terrains

pour les Noirs

dans les secteurs qui leur sont inter-

dits se verront imposer de très

lourdes sanctions. Leurs biens pour-

JOHANNESBURG .

de notre correspondant

Alors que le compte à rebours continue pour « les six de Sharpeville », dont l'exécution a été fixée au 19 juillet. Fun des témoins à charge au procès, Joseph Manete, a écrit deux lettres pour « dire la vérité ». La première est adressée au chef de l'Etat et la seconde au président de la cour d'appel. Deux suppliques pour que soit épargnée la vie de ces canq hommes et de cette femme condamnés à mort pour le lynchage d'un conseiller municipal le 3 septembre 1984.

« Je vous écris en tant qu'être

« Je vous écris en tant qu'être

humain s'adressant à un autre être humain », écrit Joseph Manete. Cet

homme de vingt-quatre ans, qui s'est rétracté après avoir directement mis en cause deux des condamnés,

Duma Khumalo et Francis Mokhesi,

explique au président Botha com-ment il a été maltraité et menacé

par la police qui lui a soufflé les noms en question. Il accuse ses interrogateurs d'avoir eux-mêmes

Un témoin à charge se rétracte

au procès des « six de Sharpeville »

secteurs, dits « gris ».

texte sur l'habitat séparé selon

**Afrique** 

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement propose de renforcer

la législation sur l'habitat séparé

testablement prévalu lorsqu'il culaire de l'économie à la suite de la s'agissait de forcer les portes de la prospérité dans les années 60 et 70. Mais il est aujourd'hni en train de

#### Contraintes et contradictions

Les intellectuels et toute une frange de la classe moyenne à haut niveau d'éducation, souvent formés à l'étranger, pensent qu'une réussite économique comme celle de Singapour doit s'accompagner d'un plus grand phuralisme, estime un professeur de science politique, Mª Chan Heng Chee. Le processus de libéra-lisation en cours en Corée du Sud ou à Taiwan tranche avec l'intolérance à la critique dont font preuve les autorités singapouriennes, qui tendent à disqualifier d'entrée de jest les opposants sur le plan moral. M. Lee Kwan Yew entend capi-taliser sur le redressement specia-

de l'Etat. Des inspecteurs seront chargés de recenser les contreve-

Ce projet abolira une jurispru-

ns qu'on ne fui procure une autre

dence qui permettait à un occupant illégal de ne pes être jeté dehors à

habitation. Ces dispositions ren-

daient les expulsions pratiquement impossibles en raison du déficit de logements pour les Noirs, estimé a

environ 830000, une pénurie qui

s'accroît au fil des ans, en dépit d'un

effort de construction récent et net-

matique de terrains allonés à la com-

munauté noire, provoque un entasse-

ment dans les townships, surtout depuis que la libre circulation des

personnes a été autorisée il y a deux

ans. Le Black Sash, organisation

féminine blanche d'aide aux Noirs,

estime à cinq millions le nombre de sans-abri. L'Institut des relations-

raciales a calculé qu'il y avait au minimum un million trois cent mille

Parallèlement à la réforme du

Group Areas Act, deux autres textes

sur le contrôle des squatters et des

bidonvilles renforcent également, de

façon draconienne, les mesures-

le surpeuplement des townships.

L'attrait des villes et la perspective

d'un emploi suscitent un afflux

rer. Le projet a été présenté par le gouvernement comme « un garant de la protection des droits établis

des individus et des commu-

nautés »; afin de faire comprendre

à chacun que mises à part quelques entorses autorisées parcimonicusement (les zones grises), chaque ethnic devra rester chez soi. Comme s'il

était possible de faire reculer la

rédigé le procès-verbal qu'il n'a cu retige le proces-verous qu'à signer, sans même le lire. « Ce que j'ai dit au tribunal n'était pas mes mots, mais j'al eu peur d'être accusé de parjure », souligne Joseph

An président de la cour d'appel, Joseph Manete fait remarquer que

« personne n'a influence » son geste, mais qu'il veut « se délivrer des cau-chemors qui le hantent depuis qua-tre aus ». La défense des « six de

Sharpeville » a déposé, le veudredi

1= juillet, devant le magistrat, une

nouvelle demande de réouverture du

procès, la précédente ayant été refu-sée le 13 juin deruier par la Cour suprême de Pretoria. En cas de nou-

vezu rejet, seul le chef de l'Etat peut

sauver de la potence ces six Noirs promis au sapplice depuis que leur condamnation est devenue définitive le 1<sup>st</sup> décembre 1987. M. Botha peut

soit saisir la justice, s'il estime qu'il

y a des éléments nouveaux, soit com-

muer la sentence, ce qu'il a déjà

refusé une première fois.

MICHEL BOLE-RICHARD.

fameux - pass -.

Ce problème lié au manque dra-

tement insufficent.

miser au maximum les risques de dérapages de la transition. Après une période de relative libéralisation politique au début des années 80 marquée par une ouverture du débat politique, les résultats des élections de 1984 — le Parti d'action populaire, PAP, formation gouvernementale, avait alors régressé en termes de suffrages obterns, même s'il conservait une majorité écrasante au Parlement (I) - ont eu sur les dirigeants l'effet d'une dou-che froide, renforçant leur convic-tion qu'une démocratie parlemen-taire comporte des «faiblesses structurelles . (notamment l'absence d'élément stabilisateur capable de résister aux pressions populistes.). Et ils out progressi-vement resserré les boulons à tous les niveaux : accusés d'ingérence, certains journaux étrangers ont notamment vu leur circulation

récession de 1985-1986 pour mini-

Le succès de Singapour est bâti sur des contraintes et des contralic-tions. Société multiraciale, dominée par la communauté chinoise (76 % de la population) dans un monde de la population) dans un monde malais (géographiquement prise en tenailles entre la Malaisie et l'Indonésie), Singapour est un pays répondant, sur le plan du droit, aux critères d'une nation. Toutefois, si les Singapouriens sont conscients d'avoir une destinée commune, ce qui les moit n'est sens doute ries qui les moit n'est sens doute ries qui les unit n'est sans doute rien d'autre que la prospérité de la cité-Etat. Celle-ci s'identifie à son succès : s'il se tarit, la notion même de communauté de destin risque de voier en éclat.

L'équilibre, précaire parce que reposant sur un facteur de déséquiibre fondamental (la dominatio criante de la communauté chinoise), d'une société multiracantase), u une societe initura-ciale, lié aux impératifs de stabilité politique garant de la prospérité économique, elle-même cimentant le consensus, constitue pour le gouvernement une sorte de quadrature

Singapour vit aussi sur des

contradictions qui s'accentuent. D'un côté, la cité-Etat tend, par la nature même d'un système politique à parti dominant, à constituer une société relativement fermée et contrôlée; de l'autre, elle est aussi, en raison même de son développement et du haut niveau d'éducation de la population, une société ouverte, exposée, notamment par sa lingua franca, l'anglais, aux influences et sux valeurs occiden-tales. Le fait que parmi les deux « héritiers », M. Goh Chok Tong, premier vice-premier ministre, et M. Lee Hsien Loung, ministre du commerce et de l'industrie, le second soit le fils de M. Lee Kwan Yew est sans doute accepté par une pect de l'autorité, mais choque une jeune élite dont l'éducation a été nourrie des principes de la mérito-

croissant surtout depuis qu'a été supprimé le port obligatoire du Cette nouvelle génération conçoit moins une force d'opposition comme alternative au pouvoir en place que comme un contre-poids à l'hégémo-nie du PAP. Sans doute est-ce à l'hypothèse de l'émergence d'une Les amendements proposés à la loi sur l'habitat séparé ont été décidés, à n'en pas douter, dans la perspective des élections munici-pales d'octobre prochain afin de telle opposition, libérale, prooccidentale, de haut niveau, que songenient les Américains en ren-forçant leurs contacts avec des donner des gages à l'électorat de droite. Celle-ci risque de faire une nouvelle percée lors de ce scrutin. Le régime cherche donc à la rassuopposants. Initiative qui s'est tra-

cratie.

duite, le 11 mai, par l'arrestation d'une figure de l'opposition, l'avocat Francis Seow, et par la demande de rappel du diplomate « incriminé ». Le gouvernement a cherché à mobiliser l'opinion contre les « ingérences étrangères » et à montrer qu'il savait se faire respecter même de

### Les « dars » et les modérés

Affaire risible, à conso tion interne et pas plus crédible que le complot marxiste », commente M. Chiam See Tong, le seul parlementaire d'opposition. D'ailleurs, M. Lee Kwan Yew s'est employé à ne pas aggraver outre mesure la crise avec les Etats-Unis : avec son habileté coutumière, et non sans perfidie, il souligna devant le Parloment le caractère fondamentalement bon des intentions américaines même si elles sont parfois

S'il existe des aspirations au hangement, de séricuses hypothèques pèsent aussi sur l'apparition d'une véritable opposition. Les risques d'arrestation et les intimida-tions (enquête sur la situation fis-cale, la vie privée) dont sont l'objet ceux qui apparaissent au grand jour comme des opposants n'encouragent guère les vocations. L'opposition souffre en œure de sa disparité : que peuvent avoir en commun de petites ens qui espèrent une redistribution gens qui espèrent une redistribution des revenus et une élite intellec-tuelle frondeuse? Surtout, personne ne semble avoir de motivation suffisamment forte pour agir. Les uns renâcient, les autres critiquent en privé, mais rares som ceux qui élè-

Le clivage entre les « durs », qui ensent, avec M. Lee Kwan Yew, que l'héritage doit être transmit intact, et les modérés, sensibles à l'évolution des mentalités, est perceptible au sein même du gouver-nement. Mais la présence du père fondateur scelle trop fortement le système pour qu'il puisse évolue tant que son ascendant s'exercera Le malaise est donc appelé à se poursuivre (une immigration croissante de « cerveaux » vers l'Australie ou le Canada en témoigne).

L'adoption pour les prochaines élections d'un système de regroupement en treize grandes circonscriptions dans lesquelles se présentera une équipe de trois candidats, dont nécessairement un représentant d'une minorité (malaise ou me), devrait donner à celles-ci sentiment d'être davantage entendues. Mais le gouvernemen veut clairement circonscrire le pluralisme au débet à l'intérieur du parti majoritaire. Arguant des menaces qui pèsent sur le pays (par exemple une flambée de fo talisme islamique en Malaisie), M. Lee Kwan Yew entend demenrer un pater familias soucieux d'assurer avec fermeté une prospérité et une stabilité aussi fragiles que dépendantes l'une de l'autre.

PHILIPPE PONS.

(1) Le pourcentage de voix obtenues par le PAP est tombé de 75,5 % en 1980 à 62,9 % en 1984. En raison du système de scratin majoritaire à un tour, qui a un effet de laminoir sur la minorité, l'opposition n'a obtenu que deux sièges sur un total de quatre-vingta.

### CHINE

# Pékin propose un plan de paix pour le Cambodge

La Chine a préconisé, le vendredi le juillet, un gel d'une durée indéter-minée des activités militaires par 'ensemble des factions cambodgie su Kampuchéa après la formation d'un gouvernement provisoire quadripartite de coalition, présidé par le prince Sihanouk. Dans une déclaration écrite publié par le ministère des affaires exrangères, Pékin propose également que ce gouvernement provisoire de coa-lition soit constitué « au cours du processus de retrait des troupes vietno-miennes », c'est-à-dire avant même qu'il ne son achevé. Le texte chinois stipule également qu'une « supervision internationale effective et efficace devra être exercée sur le retrait des troupes vietnamiennes », mais aussi « le maintien de la paix au Kampuchèa et l'organisation d'élections libres ».

Ce plan de paix proposé par Pékin parque une évolution de sa position avant les pourpariers intercambod-giens, qui doivent s'ouvrir le 25 juillet en Indonésie. En soulignant que les diverses factions devront également « s'abstenir de se mêler des affaires politiques et d'intervenir dans les élec-tions générales», la Chine semble signifier à ses protégés Kinners rouges dont les effectifs, évalués entre trente et quarante mille hommes, sont de loin s plus importants des quatre factions qu'il n'est pas question pour eux de bercher à reprendre le pouvoir par la force, à la faveur du retrait victuem

C'est là une condition essentielle posée par le Vietnam, et la grande crainte du prince Sihanouk, qui préside la coalition antivietnamienne regrou-pant les Khmers rouges, les sihanou-kistes et les Khmers de M. Son Sann. Ces deux derniers groupes out, pour leur part, indiqué, vendredi 1ª juillet, qu'ils tenaient à la présence des autorités vietro miennes lors de la réunion de Djakarta. Lundi dernjer, le Vietnam avait rejeté catégoriquement la proposition de « négociations directes Vietnam-Sihanouk » sans toutefois remettre en cause la décision annoncée fin mai d'être représenté dans les entre-tiens en Indonésie. – [AFP, Reuter,

• Restauration des grades dans l'armée chinoise. — Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a adopté, le vandredi 1º juillet, une réso-lution restaurant les grades dans l'armée populaire de libération (le Monde du 28 juin), cui scelle l'abandon du système instauré en 1965 par Mao Zedong, Le chef du Parti communiste chinois, M. Zhao Ziyang, réussit ainsi à imposer une mesure que son prédécesseur, M. Hu Yaobang, n'aveit pu faire pe auprès des militaires, encore rela ment attachés aux idéaux mediates ou aux avantages matériels que la révolution culturalle leur avait apportés. -

### PHILIPPINES

## Multiplication des attentats contre des personnalités de gauche

correspondance

M™ Aquino défendait à la tribune du Bureau international du travail à Genève l'œuvre de son gouvernement en faveur de la défense des droits de l'homme. « La forme d'abus le plus systématique est le sousdéveloppement chronique », déclarait-elle. Les autorités philippines étaient particulièrement génées par des rap-ports d'organisations humanitaires, Amnesty International notamment, critiquant aprement la situation dans ce domaine. Depuis, une série inquiétante

d'attentats a provoqué un certain émoi. Le dernier en date a en lieu le jeudi 30 juin : des assaillants « non identi-fiés » ont criblé de balles la voiture du D' Nemesio Prudente, président de Université polytechnique des Philip-

Ce dernier, déjà blessé lors d'un XC 175/, 2 SULVO ses blessures. Mais trois de ses gardes du corps ont été tués. Le D Prudente, ancien prisonnier politique sous Marcos, est l'un des « sages » de la gauche philippine légale, Mais certains anticommunistes irréductibles le considèrent comme un « crypto-communiste

Le 17 juin déjà, un avocat a été tné dans la ville d'Angeles, non loin des bases militaires américaines. Une semaine plus tard, un autre avocat, représentant de la section locale d'Americant le terretient est tendé à d'Amnesty International, est tombé à son tour sons une pluie de balles à

Cebu. Les deux hommes de loi étaient tous deux des « défenseurs d'inculpés

Aucun de ces attentats n'a encore été encore revendiqué. Mais pour les pro-ches des victimes et les organisations de gauche, les responsables font parti de groupes organisés, comme les Escadrons de la mort latino-américains, et jouissent de la protection sinon de la complicité de certains militaires. Toutefois, en l'absence de preuves, per-sonne n'a jamais été incutpé.

Au moment où Me Aquino s'expri-mait à Genève, le Comité des juristes américains pour les droits de l'homme a publié une longue étude « des cas sérieux de violations de droits de l'homme commis par des groupes anticommunistes armés avec l'appui des militaires ». La présidente a rejeté ces accusations puisque ses censeurs « ne citaient pas les atrocités commises par la nouvelle armée du peuple » (com-

Tout en affirmant leur innocence, le autorités militaires et policières adtent leur embarras. Selon un officier supérieur, « on nous demande de combattre l'insurrection sans nous en donner les moyens légaux ». Pour l'instant, le gouvernement philippin, encore sons le coup de la loi marriale du président Marcos, refuse d'adopter la moindre mesure d'exception. Ainsi, selon un diplomate occidental, « devant l'impossibilité physique de faire condamner des suspects communistes, beaucoup de militaires adoptent des moyens expéditifs... » KIM GORDON-BATES.

# **Proche-Orient**

Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe

# L'Irak reconnaît officiellement avoir utilisé des armes chimiques

début de la guerre du Golfe, l'Irak a reconnu officiellement l'utilisation par les forces de Bagdad d'armes par les forces de Bagdad d'armes chimiques dans sa guerre contre l'Iran. Dans une conférence de presse organisée, le vendredi l'é juil-let, à l'issue d'une visite en RFA, M. Tareq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a admis que son pays avait utilisé de telles armes, mais, a-t-il dit, seulement en repré-ceilles contre l'Iran qui a selon bi sailles contre l'Iran qui a, selon lui,

été le premier à s'en servir.

« Nous croyons, 2-t-il dit. que chaque nation a le droit de se protéger de l'invasion. Les moyens uti-lisés peuvent être contestables, mais cela dépend de l'angle sous léquel on se place. Les Iraniens étalent les envahisseurs de l'Irak et ils continuent à proclamer leur intention d'envahir notre pays, de détruire notre civilisation, de tuer notre peuple, d'assassiner nos enfants. Nous croyons que chaque nation a le droit de se protéger contre une invasion. Vous [les Occidentaux], avec vos propres valeurs. Nous les respectons. . Mais, a-t-il ajouté, l'Irak faisait face à « une grande menace », et « l'utilisation d'armes chimiques

En mars 1984, au moment des offensives iraniennes dans les îles Majnoun, au cours desquelles les Irakiens avaient pour la première fois utilisé massivement des produits chimiques pour essayer de freiner l'offensive adverse, les autorités de Bagdad avaient laissé entendre qu'elles se réservaient le droit de recourir à n'importe quelles armes pour stopper « l'agression transense », admettant ainsi implicitement l'emploi de gaz toxiques. Après la prise de Halabjeh en mars dessira l'Irak d'autit une démenti dernier, l'Irak n'avait pas démenti les accusations lancées contre lui concernant l'utilisation de l'arme chimique contre la population kurde, ce qui constituant un aven. M. Adnan Khairallah, le ministre irakien de la défense, avait à cette occasion menacé une fois de plus de recourir à « tous les moyens pour défendre le territoire irakien ».

En avril 1985, le Conseil de sécurité des Nations uniet avait formel-lement condamné l'Irak, et non Plrun, pour l'utilisation des armes ques. Le 9 mai dernier, cependant, il avait été plus muancé et avait

Pour la première fois depuis le doit être interprétée dans ce invité les deux parties à s'abstenis invite les deux parties à s'abstenir d'utiliser de tellet armes. Selon le Washington Post, les Etats-Unis estiment que c'est l'Irak, qui en 1982, a utilisé pour la première fois des armes chimiques, alors que les Iraniens n'auraient eu recours aux gaz toxiques qu'à partir de 1987.

#### Un démenti américain

Les Etats-Unis ont rejeté, vendredi, comme « sans fondement » les accusations de Bagdad, selon lea-quelles ils auraient fourni à l'Iran quelles ils auraient fournt a i iran des informations sur les préparatifs

 Les allégations selon lesquelles les Etats-Unis aideraient l'Iran sont sans fondement », a déclaré le porteparole du département d'Etat. Mee Phyllis Oakley. Le président Saddam Hussein, dans un discours reproduit mercredi par la presse de. Bagdad, avait affirmé que les Ira-niens n'avaient pas été surpris par la dermère offensive irakienne dans les îles Majnoun, parce que les Etats-Unis avaient utilisé - tous les moyens - pour les informer sur les concentrations de troupes iraAu Liban

### Trois attentats à la voiture piégée

BEYROUTH de notre correspondent

Trois attentats à la voiture piégée, l'un à Beyrouth-Ouest, entre le quar-tier de Hamra et celui du Phare, et les deux autres dans la Bekaa, tous en territoire sous contrôle syrien, ont eu lieu le vendredi la juillet et ont fait au total un mort et cinquante-deux blessés. Parmi les blessés, deux soldats syriens, deux de ces attentats ayant été perpétrés à quelques mètres de leurs postes. Le troisième attentat à Raouda, dans la Bekaz ouest, visait une permanence des dissidents du Fatah, pro-syriens, récents vainqueurs de la bataille du camp de Charila, à Beyrouth-Ouest.

Ces opérations survienment à un moment où les Syriens accumulent les réussites. Ils paraissent ainsi, après leurs récents et importants succès dans la banlieue sud chiite et au camp palestinien de Chatila, sur le point de déployer en force leur armée, non seulement dans l'Iklimel-Kharroub, mais aussì dans le Chouf, régions, certes, « amies », puisque sous le contrôle d'un allié, M. Walid Journblatt, mais où les troupes syriennes ne faissient que

# La majorité parlementaire de gauche « ne recoupe pas la majorité présidentielle du 8 mai »,

observe M. Louis Mermaz

M. Louis Mermay, membre du cerétariat national du parti socia liste, chargé des élections, a présenté au comité directeur du Parti, dont la remmon s'est ouverte le sameur 2 juillet à Paris, m rapport consacré aux élections présidentielle et légis-latives. Selon M. Mermaz, la réflec-tion de M. Mitterrand à la prési-dence de la République, qui « a constitué un exploit », est le résultat de « la rencontre d'un homme et une situation - et ne doit pas faire oublier qu'au premier tour, le 24 avril, la gauche était minoritaire

Au second tour, a observé M. Mermaz, M. Mitterrand a amplim. mettuat, m. micertant a ampa-fié « le phénomène constaté depuis deux ans à propos des élections can-tonales partielles : la gauche, mino-ritaire à l'issue du premier tour, devient majoritaire au second, du fait du mauvais report des voix à droite et de la qualité de la discipline républicaine -. « L'analyse de cette situation conduit, précisément. à la double notion de rassemble ment et d'ouverture », a-t-il conclu

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a souligné de l'Assemblée nationale a souligné que les élections législatives avaient été marquées par le haut niveau de l'abstention, qu'il juge avoir été « plus forte à gauche qu'à droite et, aussi, dans la jeunesse », et par la progression de la gauche, qui a atteint 49,20 % des voix. Le Parti communiste, a-t-il dit, « résiste assez bien dans ses fiefs et dans ses municipalités », mais, « malgré ses attaques injustes et réitérées contre le Parti socialiste, il doit tenir le Parti socialiste, il doit tenir compte du fait qu'il s'est désisté pour François Mitterrand et qu'il

Dans un entretien publié par Libération daté 2-3 juillet,

MM. Jean-Luc Mélenchon et Julien

Dray, tous deux jennes socialistes et

ristes. M. Mélenchon affirme

tivement sénateur et député de l'Essonne, critiquent l'entrée au gouvernement de ministres bar-

nt : • Il y a là une erreur

s'est désisté, à nouveau, pour les des législatives ».

L'élection de M. Laurent Fahins à la présidence de l'Assemblée nationale est, pour M. Mermaz, « le nationale est, pour M. Mermaz, « le signe qu'il existe désormais, au Palais-Bourbon, une majorité de gauche », mais cello-ci « ne recoupe pas la majorité présidentielle du 8 mai ». La politique menée par le gouvernement, a-t-il dit, « ne peut être qu'une politique de gauche, puisque la majorité, à l'Assemblée, est à gauche », mais « l'ouverture est, derechef, nécessaire, puisque les communistes n'entendent pas s'intégrer dans la majorité présidentielle ».

#### Définit les étapes

 Toute la démarche de Michel Rocard, et de son gouvernement, tend à dépasser cette situation, a déclaré M. Mermaz. Il l'a fait dans sa manière d'aborder le problème de la Nouvelle-Calédonie. Il l'a fait en ouvrant son deuxième gouvernement à des personnalités extérieures à la politique, ou à des politiques dont certains sont issus de la droite. Mais, quels que soient les états d'âme que nous puissions éprouver, il faut bien constater que ce sont ceux-là qui nous rejoignent, et non pas le contraire. Ils nous rejoignent sur une base politique et sur des options qui sont les nôtres. »

Le président du groupe socialiste estime que la déclaration de politi-que générale faite par M. Rocard le 29 juin révèle la volonté des socia-listes de « traiter les problèmes de

génération, qui est celle de SOS-Racisme, qui doit massivement

adhérer au PS. » Enfin, M. Mélen-

chon souligne : « N'oublions pas qu'on n'en a pas fini avec Le Pen, même s'il a disparu de l'Assemblée nationale. Je crains que ce jeu de muscadins autour des alliances [ne]

fasse oublier que toute une partie de

la vie quotidienne, indications qui existatent déjà dans la « Lettre à tous les Français » de François Mit-terrand, et démarche qui corres-pond, aussi, à l'apport de Michel Rocard à la vie politique française, mais, aussi au désir d'associer au marcinum les forces sociales à

maxi, mussi au vesir a associer au maximum les forces sociales à l'action gouvernementale ». « ll reste, maintenant, à définir les étapes », a observé M. Mermaz. Le secrétariat national a propor de fixer au 17 octobre le début de la de fixer an 17 octobre le début de la désignation des candidats et la constitution des listes pour les élections municipales de mars 1989, et au 6 novembre la réunion d'une convention nationale pour procéder aux derniers ajustements et déterminer les grandes orientations de la campagne élections cantonales et municipales seront l'occasion pour le

ounicipales seront l'occasion pour le PS de mettre en œuvre « sa stratégie de rassemblement des forces de che et de progrès » et son « désir gauche et de progrés » et son « aesur d'ouverture », « La progression constante du Parti socialiste pose un problème nouveau, celui de notre assise, a-t-il dit. L'ancrage à gauche et le rossemblement de la gauche ne nous dispensent pas, bien au contraire, de rechercher, pour l'application de notre programme, une majorité. >

### Selon l'AFP

### M. Mitterrand et M. Barre

se sont bien rencontrés secrètement

Invité de « Questions à domi-cile », sur TF 1, le jeudi 30 juin, M. Raymond Barre avait démenti les informations parues récemment dans la presse selon lesquelles il aurait secrètement rencontré M. François Mitterrand au cours des récentes campagnes électorales. L'ancien premier ministre avait regretté que les mœurs politiques françaises e tiennent de la guerre de religions » et rendent difficiles la divulgation de certains contacts

M. Barre, c'est l'AFP qui, cette fois, est revenue à la charge, le vendredi 1er juillet. Selon l'agence, qui se réfère à « des sources sûres », le président de sont effectivement rencontrés à Paris, chez un ami commun, qualques jours après le second tour des élections législatives du

Les « sources sûres » de l'AFP ments pris, que les témoignages de journalistes de l'agence qui sureient été les témoins directs de cette rencontre, le vendredi après-midi 17 juin.

# M. Chirac et M. Méhaignerie à l'Elysée

M. Jacques Chirac, président du RPR, a été reçu le vendredi le juillet en fin de matinée pendant près d'une heure par le président de la République au palais de l'Elysée.

Le maire de Paris n'a fait aucune

déclaration au terme de cette entrevue, la dernière d'une série de six conversations que M. François Mitterrand avait souhaité avoir avec les principaux responsables politi-ques français au lendemain des sommets de Toronto et de Hanovre. Avant M. Chirac, M. Pierre Méhai-

Avant M. Chirac, M. Pierre Méhai-gnerie avait été reçu par le chef de l'Etat, pendant près d'une heure. Le président du CDS, et député d'Ille-et-Vilaine, interrogé l'après-midi à Rennes, a affirmé que son entretien avec le chef de l'Etat a porté « uniquement sur les pro-blèmes internationaux » et qu'il « n'a pas été question de politique intérieure ».

# POINT DE VUE

## Dépassons nos querelles

par Jean-Paul Charié député RPR du Loiret

#F RANCE unie s, « Ouverble .... C'était, il y a quelques jours, les grands thèmes des campagnes électorales. Chacun y est allé de son coup de cœur, de sa sincérité, de ses angagements. Et hop1 les umes ne sont pas encore rangées, le micro-cosme est à peine réélu, et tout le contraire se déroule !

Je le dénonce.

A quel jeu jouons-nous? Nous devrions placer l'intérêt de la France devrions, attentifs et fidèles aux vrais problèmes du terrain, être au service de tous les Français, les écouter, chercher à les comprendre et mon-trer l'exemple de la fraternité. Or nous animons, une fois de plus, des « combets de coqs ».

Nous en avons assez de ces que-relles politiques. Elles se font sur le dos des Français, elles n'intéressent

Pour qui prenone-nous nos concitoyens? Ils sont las de la politique politicienne ; ils nous reprochent de ne pas perier leur langage, d'être trop loin de leurs vrais problèmes, et l'on continue à perdre notre temps et notre énergie, donc les leurs et ceux

Quand va-t-on comprendre ou'un bon politique n'est pas calui qui joue des coudes, écrase les autres, ne cherche qu'à obtenir un posta ou una function? Un bon politique, d'abord, se bet pour le rayonnement de la France, pour le progrès social, pour le développement des activités économiques, pour l'emploi, pour la famille, pour la fiberté. Il bâtit et construit, au lieu de détruire. Il s'affirme par la positif. Il anime l'esprit de gagnant, il recherche la partenariat ; il crée l'union et l'adhésion... puis, tout naturellement, il accède à des responsabiliés de plus

en plus importantes. Amis et collèques députés, cessons de donner de nous cette image, à juste titre si mauvaise, si négative, si repoussante. Cessons nos specta-cles de « petite cuisine ». Ils découragent et écartent ceux qui veulent d'abord être efficaces, utiles et de vrais relais entre le peuple et le Parle

Certains y trouvent leur compte mais pas la França ni les Français. Si cela continue, c'est de notre faute! Nous n'osons pas le dénoncer, nous n'osons pas dire haut et fort, à Paris. ce que, pourtant, nous fi

affirmer davantage ce que nous sommes, il faut davantage nous faire confiance et faire appel à notre cœur, à notre tempérament et à nos convictions issues du terrain. Tout le monde s'en portera mieux car, en fait, notre plus grand désir est d'être positifs et d'œuvrer sans calcul ni sectarisme, pour tous les Français et la grandeur de notre patrie. Cet enjeu-là, cet idéal-là, s'ils a'expriment, s'imposeront d'eux-mêmes à

mais e il n'en a pas les moyens:

# Selon un sondage SOFRES- Figaro Magazine

# Légère baisse de la popularité de M. Rocard

MM. Giscard d'Estaing et Barre au faite de leur popularité, M. Mitterrand épargné, et M. Rocard en baisse sensible : tel est le bilan dressé par l'opinion publique au lendemain des élections législatives, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le samedi 2 juillet, dans le Figaro-Magazine (1).

63 % des personnes interrogées font confiance au président de la République pour gêrer les affaires du pays, seales 33 % demeurant sceptiques. Il en était presque de même le mois dernier : 35 % refusaient alors leur confiance au chef de l'Etat, et 63 % la lui accordaient.

Le premier ministre bénéficie, pour sa part, du soutien de 61 % des personnes interrogées (au lieu de 66 %), tandis que 28 % (au lieu de 26 % en juin) expriment une opinion contraire. 65 % des sondés souhaitent voir M. Rocard jouer un rôle important à l'avenir, alors que 70 %. l'envisageaient le mois dernier.

A droite, MM. Barre et Giscard d'Estaing sont les seules personnalités en progression. Avec respecti-

vement 53 % et 46 % d'opinions favorables, tous deux obtiennent un score qu'ils n'avaient plut atteint depuis leur départ de Matignon et de l'Elysée en 1981. les suppléants des

En revanche, MM. Jacques Chirac et François Léotard còdent encore du terrain. Tous deux retrouvent le niveau de popularité qu'ils avaient atteint en janvier 1986 ; 37 %. Si le président du RPR perd deux points en un mois, celui du Parti républicain en abandonne 6.

A gauche, seuls MM. Laurent Fabius et Georges Marchais amélio-rent leur résultat du mois de juin, Avec 46 % d'opinions positives, le nouveau président de l'Assemblée nouveau president de l'Assemblée nazionale progresse d'un point, tandis que le secrétaire général du PCF (16%) en gagne deux. Les autres personnalités socialistes abandonnent de quatre points, tels M. Jack Lang (52 %), à dix points, comme M. Jacques Delors (36 %).

Sondage effectué du 18 au
 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

# Les « reconstructeurs » du PCF préparent un document sur la crise de leur parti

tives par le PCF sont « une rémis-sion dans un processus de recul ». Telle est l'analyse faite par les contestataires appartenant à la mouvance Initiative pour la recons-truction communiste (IRC), dite

des « reconstructeurs ».

MM. Lucien Lanternier, Marcel

Dufriche et Félix Damette, anciens
membres du comité central, se sont réjouis, le jeudi 30 juin à Paris, du score législatif du parti « nestement supérieur » à celui de l'élection présidentielle. Estimant y avoir contribué », ils considèrent que « la ligne « parti des mécordents » suivie à l'élection présidentielle a subi un cuisant échec. La ligne « à gauche toute » des législatives a permis un rétablissement, d'autant que le PS a laissé ce terrain entiè-

rement dégagé ». Pour autant, - ce résultat rigoureusement identique » à celui des législatives de 1986 montre, selon eux, qu'« il n'y a pas remontée, mais stabilisation ». De plus, soulignent-ils, « sur une dizaine d'années, les chiffres incitent à beaucoup de modestie » car le PCF est passé de 16,7 % par rapport aux inscrits en 1978 à 7,2 % aux der-

nières législatives. Craignant de voir le PCF être « intégré dans un jeu de bascule » à l'Assemblée nationale (majorité tantôt à droite, tantôt à gauche) et être « utilisé comme faire-valoir de gauche » par le PS, les « recons-tructeurs » affirment que « cette position dangereuse ne pourra pas durer longtemps ». En tout état de cause, selon eux, « elle ne peut tenir que si le PCF développe une véritable dynamique de gauche »,

tions politiques cohérentes le per-mettant ». C'est pourquoi, ils esti-ment que le PCF « doit se remettre en cause et engager dans ses pro-pres rangs le débat politique fonda-mental qui est constamment repoussé » par la direction. Ils engagent ainsi les militants à s'exprimer dans les débats de cel-

rentrée, un document consacré à « la crise » du PCF, aux « pro-blèmes liés à son fonctionnement » et à « la situation de la société ».

Les « reconstructeurs » affirment que leur appel initial (le Monde des 18 et 19 mai) a recueilli 1 800 signatures de communistes, dont 40 conseillers généraux ou régio-naux, près de 100 maires et 13 anciens membres du comité cen-tral (dont Ma Madeleine Vigne, Madeleine Colin et M. Jean Bre-

M. Hannoun. - M. Michel Hannoun (RPR), qui a perdu son siège de face à M. Yves Pillet (PS), a déposé plaints contre X avec constitution d partie civile pour « incitation au racisme, diffamation et usurpation de titre s. A la veille du second tour, des tracts anonymes, déformant les convictions de M. Hannoun, auteur d'un rapport sur l'immigration, avaient été distribués et des électeurs avaient été réveillés dans la nuit par des coups de téléphone dont les auteurs se prétendant membres du comité de soutien de M. Hannoun, appelaient è voter pour lui. M. Hanmais « il n'en a pas les moyens » noun a déjà déposé un recours car « il ne dispose pas des proposi- devant le Conseil constitutionnel.

N. 18 . 1 . . .

The Property of the Committee

C 200 Miles : 1 3 12 14

CONTRACTOR OF THE PER

AVAC

dostal.

Pries .

-7. L.

#### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens avant tout autre débat. Nous ministre dans les affaires munici-

A précédente chronique des livres politiques ayant été consecrée à la naissance de la Ve République, elle concernait aussi la fin de la IV. Fin peu glorieuse d'une république mépri-sée, avant et après sa disparition, per ceux qui contribuèrent à sa perte. Il est vrai qu'elle avait péri, aussi, de ses propres faible et, notamment, de son incapacité à dégager une majorité de gouvernement qui fût en mesure de mener une action politique contre la pression de certaines forces sociales, le pesameur de l'histoire et l'inertie de l'opinion. On veut dire per là qu'elle ne parvint pas à assumer jusqu'au bout la gestion de cette épreuve difficile que représentait la décolonisation. La IV République a été victime de la

nua de subir pendant quetre ans. Sur ce chapitre peu glorieux du dirigsants de la IVº ne furent pes tous et toujours si aveugles. Pierre Mendès France donne l'example d'une action politique courageuse et fermement conduite, et l'émancipation des peuples d'Afrique noire fut prépa-

guerre d'Algérie que la V° conti-

Dans bien d'autres domaines, cette république si décriée se révèle, au regard de l'histoire, ne l'a trop souvent prétendu. Sans doute le système institutionnel ne favorisait-il pas le rôle de l'exécutif et sa stabilité, mais les hommes qui, après la guerre, evalent accédé à la politique, souvent issus de la Résistance n'étaient dépourvus ni d'idéal ni gérer le pays après une longue

parenthèse de privations et de mise en sommeil de la démocratie, ils n'étaient guère enclins à contenir les aspirations d'une population qui voulait vivre pleinement : la Libération, c'était cela aussi. La démocratie passait per le jeu de partis dont on pouvait penser qu'ils s'étaient revigorés et renouvelés à l'épreuve de la guerre et des engagements pris

# La IV<sup>e</sup> République redécouverte

dans la clandestinité. Ce n'était d'ailleurs pas faux.

Sinon, comment expliqueraiton que, malgré les « poisons et délices du système », la personnel politique de la IVª ait réussi à vaincre la pénurie, assuré la reconstruction, instauré la croissance et créé une richesse dont la allait grandement bénéficier ?

Un patit livre, récomment publié, illustre de manière originale le contenu de cette époque en mēlant la chronique historique et la description des phénomènes de société, sous la forme d'un glosseire de la IV. C'est l'occasion de découvrir l'extraordinaire créativité dans tous les domaines des générations de l'après-guerre. C'est pendant cette périor s'épanouit dans la société française la notion de couple, que se répandent les techniques de

ement sans douleur, que prospère l'existentialisme, que surgit l'abstraction lyrique. Le Monde prend alors son envol et, quelques années plus tard. Express, première formule. De la IV\* nous avons hérité l'essor de transistor, les HLM, le livre de poche, le Club Méditerranée et la structuralisme, sans oublier l'ENA. Elle reste marquée par des expériences originales, celle de l'abbé Pierre, des prêtresouvriers, par la réflexion sur la condition téminine (le Deuxème Sexe), par le développement de l'énergie atomique et la naissance de l'Europe communautains.

L'ouvrage fait, évidemment, une grande part aux événements politiques de la période, qu'il s'agisse de la poussée poujadiste ou des avancées et des reculs de la décolonisation. On peut le feuilleter et découvrir, au hasard des pages, des moments d'un passé suffisamment récent pour qu'ils se situent dans leurs propres souvenirs pour les uns, dans caux de leurs parents ou grands-parents pour les autres. On peut aussi le consulter comme un instrument de documentation rapide, qui renvoie à des références plus complètes le cas échéant. Les auteurs, Pierre Avril et Gérard Vincent, ont été les contemporains des événements qu'ils relatent. C'est ce qui donne à leur travail cette complicité avec la substance de l'époque dont ils traitent et dont ils font bien res-

\* La IV République, de Pierre Avril et Gérard Vincent. MA Édi-tions, 203 pages. 135 F.

#### plus claire qu'on se préoccupe ment protesté contre l'entrée de moins de donner une réponse à la M. Jean-Pierre Soisson au gouvernesociété qu'un gage à des alliés. C'est ment, a réaffirmé, le ven-

ture politicienne. (...) Que le minis-De son côté, la fédération PS de tre du travail soit un homme issu de l'Yonne, dont le premier secrétaire, M. Jean-Paul Rousseau, avait vivela droite manifeste de la manière la un accord politique avec les bar-ristes qui, en plus, n'est pas public. M. Dray, interrogé sur la dredi 1s juillet, son attachement à l'action militante de son premier secrétaire et interprète l'attitude de probabilité d'un accord stratégi-M. Soisson - comme un ralliement que » avec les barristes, affirme ; du maire d'Auxerre aux orienta-tions définies par le président de la « Vu ce qu'on entend des barristes eux-mêmes, c'est difficilement République et au programme de contestable. Je ne sais pas jusqu'où gouvernement exposé par le premier ministre ». Les militants socialistes tra cet accord, mais il y a pour le moins des convergences précises. » M. Dray ajoute qu'« il n'y a pas de de l'Yonne « jugeront aussi la nature de ce ralliement aux atticonvergence sur les projets de société » entre le PS et le CDS. tudes et aux actes du nouveau

Nouvelles critiques socialistes

contre l'entrée de barristes au gouvernement

M. Dray ajoute: « Il ne faut pas dégoûter de la politique toute une

# M. Sarre met en cause la politique du maire de Paris

M. Georges Sarre, secrétaire la mairie, c'est bien que quelque d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux et président du groupe socialiste au Conseil de Paris, vient petit cercle, refuge des amis polide critiquer vivement la politique de M. Jacques Chirac dans la capitale. « Quand le maire de Paris découvre, à neuf mois des municipales, que dans le domaine du logement et de l'action sociale la situation n'est pas brillante, voilà un constat tardif pas britaine, voita me constat taraij après douze années de direction sans partage de la ville», déclare M. Sarre. Il y a quelque temps, M. Chirac avait annoncé la réorganisation de son équipe municipale et déclaré avoir vu sur le terrain, à l'occasion de la campagne des légis-latives, des «choses qui ne lui avaient pas plu» (le Monde du 23 juin).

23 juin).

L'élu socialiste rappelle que cent soixante mille familles demandent un logement à Paris, dont quarantecinq mille classées « prioritaires », et que la grande pauvreté n'est prise en charge que par des initiatives privées. La priorité à l'action sociale vers les plus faibles et les plus démunis affichée par le maire de la cavitale étonne aussi M. Sarre : capitale étonne aussi M. Sarre : « Jacques Chirac se souvient-il qu'il a fait voter des aides aux familles jusqu'à 50000 francs de revenus mensuels avec un loyer de 10000 francs, et tout cela avec des

crédits... d'action sociale ? » Les « carences » en matière de circulation ne sont pas plus « justi-fiables » puisqu'il a fallu attendre

de travail sur ce sujet. Si le maire de Paris, conclut M. Sarre, « veut reprendre en main chose me va pas ». Pour compenser le « manque d'air », les effets d'un « petit cercle, refuge des amis poli-tiques » autour de M. Chirac, les socialistes proposent d'abord que l'on en finisse avec les « miniseries » selon lesquelles tout aurait été bien avant 1981 et de 1986 à 1988. Ils demandent à la municipalité de « désendre les locataires contre la bée des loyers » et de convaincre l'office des HLM de rendre publics les critères d'attribution des logements correspondant aux contin-gents de la ville. Enfin, l'aide médisoins. La grande panyreté doit être prise en compte et les résidences pour personnes âgées doivent abriter des sections de cures médicales.

pales, départementales et régio-nales -.

CHARLES VIAL.

 Le conseil des ministres avancé à lundi. — Le prochain conseil des ministres a été avancé au lundi après-midi 4 juillet car le président de la République « sera absent » mercredi 4 juillet, dit-on à l'Elysée sans autre explication. Le conseil doit notamment examiner le projet de création d'un conseil supérieur de l'audiovisuel. M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicante-naire et M<sup>ma</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication exposeront « le calendrier et la méthode d'élaboration d'une réforme

fawadies, ions occus inflement in the depart de Malignon que depart de Malignon que de la company de Malignon que de la company encare du terente tem deut reine vent le novem de popularité qu'il avancer attenu en jouverne qu'il 37 %. Si le prendent en propose en un more, celui du republicame en un more, celui du resulte establicame en internatione de la complete service Met Metallica.

A gauche, with Mill Links Paleure of Georges Marchab and rest leur résultat du mois anche Area do a d'opinione product le managent principal de l'Assimble mationale present the Asemble tanda que le secretaire cheri de la point des la autres permanaires au interior de la dissentie de quatre pointe de disentie de quatre pointe de disentie de quatre pointe de disentie de quatre de quatre pointe de disentie de quatre de q dennent de quatre points les M. Jack l'ang (\*) 1 d'un point comme M. Jacques l'electron (1971)

# enstructeurs » du PCF préparent ment sur la crise de leur parti

the one decide the parties,

M & - la retuition at the fact. des feur appel ett to to to de la des la contrata de la contrata del contrata de la contrata de la contrata del contrata de la contrata del contrata del contrata de la contrata de la contrata del contrata Managere de commune de Bank, Dres de 13 anciene mentere : and (done Mar M. Madelesae Calair in M. S.

THE AM THE TOTAL plating appropriate to the partie pene pene their gram to a multiple flet over a

Property of the Action of

# **hé Laur**ens ——

probable Bacate 12 1 4 41 red telester Minds word Alexander -Physica frames and a color Nº 1001 AL 11 Commerciale 241 Arthropation . Was in W. Marie Marie Marie 1 Management of the Contraction of THE THE WATER THE A Supplication, and the second of the second F3666 Fisher 275 - 5 P.

Implicated (see to the first to CONTRACT OF THE PARTY Add the way to be a Tange at the second Will down A more than a finish with a stable of the stable of

months are the second Amphas of a contract of the On the Bed 4 475 " Marine Care Special and state on the state of Program other trans of die metalen f. 78.17 f. ... melden faßt fer ich for ment of THE STREET, ST. WHEN IN THE PARTY OF plates e 155 Substantial Control of the Control o Visite 1 or 1 or 12

femir tes a fe-happed a "and " present rates in SAMPLE TO

In fevanche, MM Jacque Chitae et François Leorard chita chi acream Tens deux men Chites or research from dear fring

11) Sendage cities of da li a 23 part auprès du mai du le le sentatel de mile personne

sions politiques or herenter is a most que le PCI : mai se ma an other of calls in the same processes of colors of colors of the form of the colors of colors of the segagent arms in Tilliam s'exprimer dans le cettes de

Monte, un decamers

la ceste - du Pel acces

Montes lets à une Les • reconstructours of

Nó le 3 mars 1949 à Concarneau Finistère), M. Le Bris a une formation de juristo. Adjoint au maire de sa ville natale en 1977, il en devient maire ville natale en 1977, il en devient maire lors des élections municipales de 1983. Il est également conseiller général de ce canton depuis 1979. Rocardien, il entre à l'Assemblée nationale en juin 1981, remplaçant M. Louis Le Pensec, appelé au gouvernement en qualité de ministre de la mer. M. Le Bris abandonne le Palais Bourbon au lendemain de la formation du troisème gouvernement de M. Bernath Manuel à la criteria. Military on different Military (MIC Pleasurer Co. No. 15 Co. 15 C ment de M. Pierre Mauroy, à la suite de la décision de M. Le Pensec de ne pes en être membre. En mars 1986, il est din conseiller régional, figurant en septième position sur la liste socialiste conduite par M. Le Pensec.

HAUTE-GARONNE

### JEAN-FRANCOIS LAMARQUE

ARDÈCHE

CLAUDE LAREAL

PS (1º circ.), remplace M. Robert Chapeis, nommé secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.

Né le 19 avril 1935 à Tournon

DORDOGNE

PAUL DUVALETX

de la Fédération nationale des plan-teurs de tabac depuis 1982, il est égale-ment à la tête de l'Union internationale

des producteurs de tabac depuis 1986. Il a été conseiller municipal d'Auriac-

FINISTÈRE

GILBERT LE BRIS

PS (8° circ.), respince M. Louis Le Pensoc, nommé ministre des départe-ments et territoires d'outre-mer.

du Périgord, de 1965 à 1971.

PS (7 circ.), rempiaca M. Lionel Jospin, nominé ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, de la jourcese et des sports.

et des sports.

Né le 12 février 1944 à Castres (Tam), M. Jean-François Lamarque, instituteur, adhère au Parti socialiste en 1974. Adjoint au maire de Revel (Haute-Garonne) depuis l'élection partielle de 1974, il représente ce canton au cosseil général depuis 1979. Réélu à l'assemblée départementale en 1985, il en est depuis l'un des vice-présidents. en est depuis l'un des vice-présidents.

JEAN-CLAUDE BLIN PS (2º circ.), rempiace M. André Laignel, aomané secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle. Né le 12 mars 1946 à Esves-le-

Montier (Indre-et-Loire), M. Jean-Claude Blin, technicien agricole, est conseiller municipal d'Eguzon (Indre) depuis 1983. Il représente également ce canton au conseil général depuis 1985. Membre du Parti socialiste depuis cette aunéo-là, il est membre du courant mit-terrandisse.

ISÈRE

#### JEAN-FRANÇOIS DELAHAIS

PS (5° circ.), rempiace Mme Edwige Avice, sommée ministre délègué suprès du ministre d'Etat chargé des affaires étrangères.

Né le 30 janvier 1940 à Malesherbes (Loiret), M. Jean-François Delahais, technicien en électronique, en délégué syndical CFDT de 1963 à 1977, notamment au sein de l'entreprise Thomson. Membre du courant Socialisme et République au sein du Parti socialiste, il est maire de Saint-Egrève depnis 1977. Conseiller régional de Rhône-Alpes de 1982 à 1985, il figurait, aux élections législatives de mars 1986, en onzième position sur la liste socialiste conduite par M. Louis Mermaz.

LOIR-ET-CHER

MICHEL FROMET PS (1" circ.), rempiace M. Jack Lang, nommé ministre de la culture, de la communication, des grands tra-

Fils de viticulteur, M. Michel Fro-

A l'Assemblée nationale met, né le 4 août 1945 à Onzain (Loirmet, ne le 4 aout 1945 à Ouzam (Lou-ct-Cher), est enseignant. Après s'être inscrit à la Convention des institutions républicaines en 1968, il adhère au Parti socialiste dès 1971, où il est memrari sociaiste des 1971, où il est mem-bre du courant mitterrandiste. Elu-consciller manicipal de sa ville natale en 1977, il y occupe les fonctions d'adjoint au maire jusqu'en 1983, date à laquelle la liste sur laquelle il figurait est battue. Il s'est également présenté, sans succès, aux élections cantonales de 1982 à Orgain

LOIRE-ATLANTIQUE

MARIE-MADELEINE DIEULENGARD PS (8º circ.), remplace M. Chude Evin, nommé ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,

Né le 19 avril 1935 à Tournon (Ardèche), M. Claude Laréal est employé de bureau dans une entreprise de textile. Adjoint au maire de La Voulte-sur-Rhône (Ardèche) depuis 1971, il est maire de cette commune depuis 1933 et représente ce canton au conseil général depuis 1979. De 1981 à 1986, il a été le suppléant de M. Robert Chapuis, député de la le circonscription de l'Ardèche. En mars 1986, il est élu conseiller régional de Rhône-Alpes, figurant en troisième position sur la liste socialiste conduite par M. Jean-Marie Alaize. M. Laréal a d'affeurs annoncé son intention de quitter l'assemblée régionale afin de se mettre en conformité avec la loi limitant le camul des mandats. de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernament.

Née le 19 juillet 1936 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Mme Mario-Madeleine Diculengard, socrétaire médicale, milite au PSU avant d'adhérer au Parti socialiste en 1974 et d'être membre du courant rocardien. Conseiller municipal de sa ville natale en 1977, elle est réfène en 1933 et occurre desprie lors les fonctions PS (4º circ.), remplace M. Roland Damas, manué ministre d'Etat chargé des affaires étrangères. Né le 16 décembre 1929 à Blis-et-Born (Dordogne), M. Paul Duvaleix est agriculteur. Premier vioc-président de la chambre d'agriculture de la Dor-dogne depuis 1983, il est membre de cette instance depuis 1977. Président de la Fédération nationale des plan-1983 et occupe depuis lors les fonctions d'adjoint au maire chargée de l'enfance

MANCHE

et de la jeunesse.

BERNARD CAUVIN PS (5º circ.), remplace M. Olivier tirn, nommé ministre délégaé chargé

Né le 11 mars 1946 à queurdreville Hainneville (Manche), M. Bernard Cauvin entre, comme tech-nicien supérieur en électronique, à l'arsenal de Cherbourg. Membre per-manent de la CFDT, il adhère au Parei nament de la CFDT, il adhère au Parti socialiste en 1971, avant d'être nommé, en 1973, secrétaire général de la sec-tion Marine de la CFDT, puis secré-taire départemental chargé des ques-tions économiques. Rocardien, il négocie, aux élections législatives de 1986, le parachutage de M. Olivier Stira dans la Manche et devient alors premier socrétaire de la fédération départementale. Il est conseiller régio-nal de Basse-Normandie depuis 1986, ayant été étu en deuxième position sur la liste socialiste conduite par M. Ber-

NIÈVRE

MARCEL CHARMANT PS (1º circ.), rempines M. Pierre frégovoy, neumé ministre d'Etat magé de l'économie, des finances et

(Allier), M. Marcel Charmant, agent d'assurances, est adjoint au maire de Nevers depuis 1983. Il est élu, en mars 1986, conseiller régional de Bourgogne, figurant en troisième position sur la liste socialiste conduite par M. Eugène

NORD

### ANDRÉ DELATTRE (P.S., 13° circ.), remplace M. Mickel Delcharre, nommé ministre

Né le 27 décembre 1931 à M. André Delattre, ancien directeur d'école, est maire de su ville natale depuis le 30 juin 1976, sprès avoir été élu, en 1971, conseiller municipal et adjoint au maire. Elu en mars 1979 conseiller général du Nord dans le canconsenier general du rolle dans le canton de Dunkerque-Est, il a été battu, en 1985, dans le canton redécoupé de Coudekerque-Branche. Militant socialiste depuis 1944, M. Delattre est membre des instances départeme Secours populaire français.

OISE

MICHEL FRANÇAIX PS (5º circ.), rempiace M. Lionel Stoléru, nommé socrétaire d'État chargé du Plan.

Né le 23 mai 1943 à Paris, M. Michel Françaix, titulaire d'un diplôme d'études comptables sapé-rieures, a été gérant de société de 1977 à 1982. Premier secrétaire de la fédéra-tion socialiste de l'Oise de 1978 à 1985, il entre an comité directeur du PS en 1981 avant d'en démissionner en février 1987. En mars 1986, il est élu conscil-1987. En mars 1986, il est élu conseiller régional de Ficardie, figurant en
deuxième position sur la liste socialiste
conduite par M. Walter Amsallem,
maire de Beauvais. Travaillant depuis
1982 avec M. Jean-Claude Colliard,
directeur du cabinet de M. François
Mitterrand, sur les affaires de pressa, il
est officiellement nommé chargé de
mission auprès du président de la
République en avril 1988.

PAS-DE-CALAIS

CLAUDE GALAMETZ PS (9º circ.), remplace M. Jacques Mellick, nommé ministre délégné

chargé de la mer. Né le 13 décembre 1942 à Anettes (Pas-de-Calais), M. Claude Galametz est adjoint an maire communiste de Lillers depuis 1983 et conseiller régio-

Nons publions ci-dessons les biographies des suppléants appelés à remptacer les députés et sénateurs nommés, le mardi 28 juin, au gouvernal depuis décembre 1984. Assistant parlementaire de M. Jacques Mellick depuis 1978, M. Galametz s'est prénement. Ces derniers disposent d'un délai d'un mois, à compter de leur mustion, pour choisir entre leurs attributions ministérielles et leur senté aux élections cantonales de 1985 dans le canton de Lillers. Bénéficiant d'un ballottage favorable à l'issue du premier tour, il a finalement été battu par le candidat du RPR, du fait d'un par se cindutat du RPR, du fait d'un très masvais report des voix commu-nistes. Membre du Parti socialiste depuis 1973, il a occupé les fonctions de secrétaire fédéral du Pas-do-Calais chargé des entreprises de 1975 à 1979. Syndicatiste, il a siégé à la commission administrative mationale du SNES de 1976 à 1980

RHONE

MARTINE DAVID PS (13º circ.), resspiace M. Jean Poperes, nommé ministre chargé des relations avec le Parlement.

Née le 19 décembre 1952 à Loches Née le 19 décembre 1952 à Loches (Indre-et-Loire), M= Martine David, secrétaire, adhère au Parti socialiste en 1971. Suppléante de M. Jean Poperen à l'Assemblée nationale de 1981 à 1986, elle est élue, en 1983, conseiller municipal de Décines (Rhône). Elle siège depuis lors an conseil de la communanté urbaine de lyon (COURLY).

SAONE-ET-LOIRE

**DIDIER MATHUS** PS (4º circ.), rempiace M. Pietro ette, nostati ministre de l'intérieur. Né le 25 mai 1952 à Montcean-les Mines, M. Didier Mathus, docteur Mines, M. Didier Mathas, docteur ès lettres, est un collaborateur de M. Pierre Joze depuis une dizaine d'années. Au conseil régional de Bourgogne, que présidait l'actuel ministre de l'intérieur, de 1979 à 1982, puis place Besuvau, où il étuit chargé de mission, de 1984 à 1986. Après mars 1986, M. Didier Mathus entre au accrétariet du groupe socialiste de

mars 1980, M. Dinter prantits entre an secrétariat du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Premier secrétaire de la fédération départementale du PS depuis 1982, il est élu au conseil régional en mars 1986, après s'être, l'année précédente, présenté sans moche aux électrons controlles. ruccès aux élections cantonales. Son père, Maurice, avait remplacé M. Jose à l'Assemblée nationale de 1984 à 1986. M. Maurice Mathus, qui avait conduit sans succès la liste d'union de la ganche aux municipales de 1983 à Chalon-sur-Saône, n'avait pas pa retrouver un siège de députs aux dernières législatives, où il afiron-tait un sortant, René Beaumont (UDF-PR), dans la 6° circonscription (Chalon-sur-Saûne sud, Louhans).

JEAN-YVES AUTEXIER PS (& circ.), rempisce M. Georges Serre, negraté secrétaire d'Etat chargé Né le 5 janvier 1950 à Châtellerault

(Vienne), M. Jean-Yves Autenier, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un DES de droit et au Paru so m. 1972. Assistant parlementaire de M. Georges Sarre à l'Assemblée des Communautés européeanes à partir de 1979, il suit ce dernier au Pelais-Bourbon lots de son élection en 1981.

Né le 10 septembre 1933 à Aillant-sur-Tholon (Yonne), M. Serge Franchia, trésorier principal des finances, est président de l'office public d'HLM d'Auxerre. Il siège au conneil munici-

Adjoint au maire de Sarcelles (Val-d'Oise) de 1977 à 1983, M. Antexier est élu alors conseiller du 11º arrondis-sement de Paris. En mars 1986, il sement de Paris. En mars 1986, il devient consciller régional d'Île-de-France, figurant en sixième position sur la liste socialiste conduite par M. Lionel Jospin. Socrétaire général de Socialisme et République, il est sécrétaire fédéral adjoint de Paris depuis 1984 et est entre au conité directeur du PS lors du congrès de Lille en avril 1987.

Les suppléants des parlementaires nommés au gouvernement

JEAN-MARIE LE GUEN

PS (P circ.), rempiace M. Paul.
Quilès, nouveé ministre des pastes, des
télécommunications et de l'espace.
Né le 3 janvier 1953 à Paris,
M. Jean-Marie Le Guen, titulaire d'un
diplôme de troisième cycle d'économie
de la santé, est médecin mutualiste.
Membre du Parri socialiste depuis 1973
(courant mitterrandiste), il est responsable du Mouvement des jeunesses sable du Mouvement des jeunesses socialistes de 1977 à 1979, Entré su socialistes de 1977 à 1979, Entré au comité directeur en 1977, il y siège jusqu'en 1983 et en est, de nouvean, membre depuis le congrès de Lille d'avril 1987. Il est également premier secrétaire de la fédération de Paris depuis lors, Depuis les élections municipales de 1983, il est conseiller du 13 auropodimement.

TARN-ET-GARONNE

JEAN-PAUL NUNZI

PS (2º circ.), remplace M. Jenn-Michel Baylet, nommé secré-taire d'Etat, chargé des collectivités No le 25 mai 1942, M. Jean-Paul

Nunzi est enseignant. Maire de Moissac la uconseil général depuis 1983, il représente le canton de Moissac I au conseil général depuis 1982. Aux élections régionales de 1986, M. Nunzi conseil conseil de 1986, M. Nunzi conseil cons M. Nunci, rocardien, avait été éin à la tête d'une liste socialiste disaidente. Il est également président du syndicat mixte du plan d'esu de Saint-Nicolas-

VIENNE

Guy MONJALON PS (4º circ.), resupince M. Edith resson, nommée ministre des affaires

Fils d'agriculteur, M. Guy Monjalon, né le 12 mars 1947 à Lésigny né le 12 mars 1947 à Lésigny (Vienne), exerce la profession de notaire. Ancien responsable régional du Mouvement rural de la jeunesse chrétieme, il a adhéré, en 1974, au Parti socialiste. Conseiller municipal de sa ville natale de 1971 à 1977, il est élu, en 1986, conseiller régional de Poitou-Charentes, figurant en troisième position sur la liste socialiste conduite par M. Raoul Cartrané. M. Racul Cartraud.

YONNE.

SERGE FRANCHIS UDF-PR (1" circ.), remplace

pal de cette commune depuis 1971 et occupe les fonctions d'adjoint au maire depuis 1983. Conseiller régional de sente, depuis 1985, le canton d'Autorre-Est à l'essemblée départementale. Suppléant de M. Jean-Pierre Soisson à l'Assemblée nationale de 1981 à 1986, il entre à son tour au Palais-Bourbos et a déjà aumoncé son intention de s'inscrire au groupe UDF.

LÉO GRÉZARD PS (2º circ.), rempiace M. Hemi vallet, nommé ministre de l'agricul-

ture et de la forêt.

Né le 31 janvier 1926 à Grenoble (Isère), M. Léo Grézard est chef du service chirurgie de l'hôpital d'Avallon. Conseiller municipal d'Avallon depuis 1977, il représente également ce canton au conseil général depuis 1973. Elu dépuité de l'Yonne en 1981, il ne s'est pas représenté aux élections législatives de 1986. Il était conseiller, maître à la Cour des comptes depuis 1986.

TERRITOIRE DE BELFORT

GILBERTE MARIN-MOSCOVITZ PS (2º circ.), rempiace M. Jean-Pierre Chevènement, nompé ministre

Né le 22 juin 1937 à Balfort, M= Gilberte Marin-Moscovitz, scoré-taire, a d'abord milité à la JOC puis à la CFDT, avant d'adherer au Parti socialiste. Conseiller municipal de Rei-fort depuis 1977, elle représente, depuis 1982, le canton de Belfort-Sud au conseil général.

**EUGÈNE BOYER** PS, remplace M. André Méric, nomasé secrétaire d'Etat chargé des anciens cominationes et des victimes de

marre.

Né le 14 juin 1922 à Barceloue (Espagne), M. Engène Boyer est vétérmaire.

Maire de Caraman (Haute-Garonne) depuis 1967, il représente, depuis la même année, ce canton au conseil général. Il siège depuis 1978 au conseil régional de Midi-Pyrénées, ayant occupé de 1981 à 1986 la vice-présidence déléguée à cette assemblée. présidence déléguée à cette assemblée. Il était le suppléant de M. André Méric au Sénat depuis 1971.

MOSELLE

JEAN-ERIC BOUSCH RPR, remplaçant M. Jean-Marie Rausch, nommé ministre du commerce extériour.

SEINE-SAINT-DENIS

CLAUDE FUZIER PS (9º circ.), remplace Mºº Véronique Neiertz, sommée secrétaire d'Etat chargée de la consommation.

M. Claude Fuzier est né le 2 juin 1924 à Paris. Après une licence de let-tres et un diplôme d'études supérieures d'histoire, il occupe un poste de cadre administratif aux. Nouvelles Messagories de la presso parisienne (NMPP) de 1947 à 1956, avant de devenir chargé de mission, pendant une aunée, au ministère des affaires sociales. Journaliste depuis 1957, M. Fuzier est édi-torialiste au Populaire de Paris (1958), rédacteur en chef de Démocra-tie (1961), et du Populaire de Paris (1963-1970). Secrétaire général de la fédération de la Seine de la SFIO (1956-1970), il entre à la direction nationale de ce parti en 1963. Conseil-ler municipal puis adjoint au maire de Boudy en 1965, il devient conseiller général en 1976 et maire l'aumée sui-vante, en même temps qu'il est élegénéral en 1976 et maire l'année sui-vante, en même temps qu'il est éta sénateur. M. Fuzier a également été secrétaire général de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), parti dans lequel il a assumé des responsabilités jusqu'en 1971. Il a été battu aux élections sénatoriales de septembre 1986 en Seine-Saint-Denis.

**YVELINES** 

JEAN GUIGNE PS (7º circ.), remplace M. Michel peard, nomine premier ministre. Né le 5 mars 1933 à Nogem-sur-Marne (Val-de-Marne), M. Jean Gui-goé est élu au conseil municipal de Conflans-Sainte-Honorine en 1977, il occupe les fonctions d'adjoint au maire chargé des affaires culturelles.

Au Sénat

HAUTE-GARONNE

Né le 30 septembre 1910 à Forbach (Moselle), M. Jean-Eric Bousch, ingé-nieur, est diplômé de l'École supérieure d'électricité. Maire de sa ville natale depuis 1953, il représente ce canton au conseil général de 1949 à 1973. Alors battu par Mine Anne-Marie Fritsch (UDF-rad.), il retrouve son siège dès 1976 et est constamment réélu depuis. Sépateur depuis 1948, il perd son fau-

teuil au palais du Luxembourg en 1974, n'ayant pas, cette fois, bénéficié du soutien de l'UDR. De 1959 à 1962, il avait occupé la vice-présidence de la commission sénatoriale des linances. Il catre à l'Assemblée nationale en 1978, l'ayant emporté face à Mme Pritsch, députée sortante, mais il est battu par M. Paul Bladt (PS) en 1981. Il siège depuis 1986 au conseil régional de Lor-raine, ayant été élu en seconde position sur la liste du RPR conduite par

PUY-DE-DOME

GILBERT BELIN PS, remplace M. Michel Cherasse, numé ministre délégaé chargé da

Né le 22 octobre 1927 à Clemmont-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Gilbert Belin est professeur. Elu maire de Brassac-les-Mines (Pny-de-Dôme) en 1959, il est battu en 1965, mais retrouve son siège en 1971. Constam-ment rééin depuis, il est président de l'association départementale des maires. Conseiller général de Jumeaux 1974, mais ne se représente pas es divisions l'est de l'e

Nouveaux venus, nouveaux élus

# Pierre Léquiller

Il n'est ni énarque ni médecin Ni avocat ni agriculteur. Simplement cadre dans une grande ban-que privatisée. Presque un original au milieu de tous ces fonction-naires ou membres d'une profession libérale. Enfin un député qui apporte au Palais-Bourbon son expérience de l'entreprise privée et non ses souvenirs de l'administration ou de l'appareil d'un parti.

Mais Pierre Léquiller n'est pes f'un de ces jeunes loups aux dents longues qui, soudain saiai pas la grâce, aurait décidé de faire profitar ses concitoyens, et la politique, de ses compétences dans la connaissances dans la gestion d'une société capitaliste.

Si sujourd'hul il siège à l'Assemblée nationale, c'est que depuis l'êge de dix-huit ans, il rêve d'âtre l'un de ces représentants du pauple qui aident ses électeurs, contrôlent le gouvernement, fabriquent la loi. En un mot : de faire de la politique.

Un gentil malf ?

La politique, il y a pris goût autour de la table familiale en écoutant un père agrégé d'histoire qui, après avoir été journa liste au Monde, parcourut le monde pour, d'une ambassade à une autre; défendre la culture française. Si Pierre Léquiller fit. HEC, ce fut par raison; s'il fit Sciences-Po, ce fut par pession. Et si, à la fin de ses études, il entra à la Société générale, c'est parce que, son père étant mort, il fallait faire vivre la famille.

Il ne regrette pas ces dix années passées à la direction internationale puis à la direction

banque. Il a fait un métier pas-France à l'étranger. Il a évalué le poids des contraintes administre-

Car. depuis ou'à dix-huit ans il

sionnant. Il a mesure la difficulté de la présence économique de la tives sur la vie des entreprises. Il cadre d'une société à faire de la

a adhéré aux Répubicains indépendants pour soutenir celui en lequel il voyait e le Kennedy fran-cais », Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Léquiller n'a eu qu'une seule ambition : faire de la politique son métier. Ses classes, il ne les a pas faites dans l'état-major de son parti, mais dans une ville, « sa » ville : Louvacionnes, dans la banfieue verte et chic de Paris. En 1977, il a vingt-sept ans, il est élu conseiller municipal et

immédiatement nommé adjoint aux finances. Huit ans plus tard, il succède au maire après avoir pris le canton à le gauche. Le cumul de ses deux métiers est de plus en plus difficile. Ou'importe à ce grand jeune homme à l'allure timide mais volontaire : il sait ce qu'il veut. Contrairement à nombre de ses amis politiques, il est maintenant fevorable à un statut de l'élu : « Ce serait une vraie réforme libérale, car elle permet-trait aux salariés du privé d'accé-der aux responsabilités politi-La « grande » politique, il ne

s'y frotte qu'en 1986, lorsque aux législatives il est victime de la dissidence barriste dans les Yvefines. Il n'y participe que lorsque, pendant deux ans. il est membre du cabinet de son ami Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme de Jacques Chirac. Il y apprend les pesanteurs de l'administration et la dif-ficulté pour un ministre de la faire bouger. Il y confirme aussi se fidélité. Giscardien il était en 1968; giscardien il est resté en 1981 : « En amitié, la fidélité se mesure dans les moments difficile; er politique aussi » ; giscardien il est toujours. La « décrispation », il en rêve encore ; le refus du « manichéisme » reste sa doctrine. Député de bese, il sait que son pouvoir est limité et se satisferait de faire comprendre à ses grands anciens que les électeurs sont lassés des petits jeux politiciens.

Un gentil neif läché dans un milieu de fauves? Peut-être. Sa prudence est réconfortante, sa timidité touchante.

THIERRY BRÉHER

# Nominations à l'Elysée

Le Journal officiel du 2 juillet public un arrêté nommant Mª Georgina Dufoix «chargée de mission auprès du président de la République». Battue aux élections législatives dans le Gard par M. Jean Bousquet, député app. UDF et maire de Nîmes, M= Dufoix n'avait pas conservé dans le deuxième gouvernement Rocard sa fonction de ministre déléguée chargée de la famille, de la solidarité, des droits de la femme et des rapatriés dont elle était chargée dans le premier.

Le même arrêté, signé du prési-Le même arrêté, signé du président de la République et daté du l'a juiller, annonce la nomination acomme conseillers techniques à la présidence de la République de MM. Bernard Candiard et Marc Boudier, jusque-là chargés de mission. D'autre part, M. Sophie Bouchet, M. David Desrameaux. M. Françoise Fugier, Geneviève Monnier et Evelyne Richard sont nommés chargés de mission à la présidence de la République.

 Remaniement du gouvernement polynésien. — Réélu député, 
le président du gouvernement de la -Polynésie française, M. Alexandre Léontieff (maj. prés.), a procédé, le vendredi 1ª juillet, à un remaniement de son équipe, rendue nécessaire par les démissions de MM. Quito Braun-Ortega et Patrick Revault, candidats malheureux aux élections légistatives, ainsi que par celle de Nicolas Sanquer, intervenues toutes trois Sanquer, intervenues toutes trois entre les deux tours de scrutin.

Parmi les nouveeux membres du 1211 gouvernement territorial figurent 1211 l'autre député du territoire, M. Emile 1 Vemaudon, le vainqueur de M. Gas-ton Flosse, ancien secrétaire d'Etat, et M. François Nansi, représentant le parti que préside le maire de ... Papaete, M. Jean Juventin, président de l'Assemblée territoriale et sup-pleant de M. Léontieff. Le premier devient ministre de la régionalisation, de l'administration des archipels et des postes et télécommunications; le second set nomme ministre de « l'urbanisme, des transports terres-tres et de l'administration générale.

## Les médecins américains ne respecteront plus le secret médical pour les malades atteints de SIDA

Les médecins de la paissante Association médi-cale américaine (AMA) out décidé, le jeudi 30 juin, au cours de leur convention, réusie à Chicago, de ne plus respecter le secret médical concernant les malades atteints de SIDA. Cette décision prévoit qu'un médecia essaiera, dans un premier temps, de convaincre le undade pour qu'il alerte son on ses partenaires sexuels. En cas d'échec, le médecia devra prévenir les autorités. Si cette démarche échone, il devra alora informer loi-même les nersemas manure

le nouveau président de l'AMA. Cette décision, qui risque de remettre en question la relation de configure entre le médecin et son malade, a été prise, d'après les membres de l'AMA, afin d'endiguer le danger croissant que le syndrome immuno-déficitaire acquis représente pour la population. En effet, selon de récentes statistiques de l'OMS, les cas de SIDA dans le monde, out presque doublé en un az. Au 30 juin, 100 410 cas ont été recensés contre 53 121 un an plus tôt. Aux Etats-Unis, le pays le plus touché par l'épidémie, on a enregistré au cours des trois derniers mois une hausse de 5,7 % des cas dont le nombre s'élère actuellement à 65 099,

# La fin de la confiance

A brèche que les responsables de L'Association médicale américaine viennerit d'ouvrir dans le secret médical, qui constitue le plus solide garde-fou jamais établi dans l'intérêt du malade, est à n'en pas douter un événement inquiétant. On ne viole pas impunément ce qui représente, du moins dans les pays démocrati-ques, la clé de voûte de l'exercice médical en même temps qu'un instrument essentiel au service des droits de l'homme et du patient. Tout se passe, en dépit des multiples d'autre, et notamment par les responsables du programme anti-SIDA de l'Organisation mondiale de la santé, comme si le courant « néoségrégationniste » faisait chaque jour · de nouveaux adeptes jusqu'au sein d'une association aussi avertie et aussi puissante que la célèbre Association médicale américaine.

Les motivations positives d'une telle décision sont on ne peut plus claires. Préoccupés par une épidémie qui plus que dans aucun autre pays prend chaque jour les dimensions d'une catastrophe, conscients de la progression inéluctable du fléeu dans les années à venir et inquiets sans doute de l'impact au total relativement faible des campagnes, pourtant intensives outre-Atlantique, de prévention, les responsables médicaux américains pensent qu'une mesure de ce type est nécessaire. Ils estiment qu'elle sera de nature à freiner l'extension du mal, soit directement en limitant le nombre des cas de contamination homo et hétérotant de manière spectaculaire auprès de l'opinion publique sur les risques de transmission sexuelle de la maladie. Sans cublier la tendance actuelle à « criminaliser » cette affection, on peut raisonnablement douter de l'afficecité d'une telle mesure.

De qualle manière les médecins américains sauront-ils qu'ils ont réussi ou non à convaincre leur patient séropositif ou clinique atteint d'informer au plus vite son ou ses partenaires sexuels? De quels moyens disposeront les autorités locales auxquelles le praticien pourra faire appel ? Et, plus simplement, comment connaître l'identité du ou des partenaires sexuels d'un individu

On perçoit clairement que, pour qu'une telle mesure soit efficace, il faudrait en définitive parvenir à identifier non pas les hypothétiques partenaires sexuels mais bien le malade ou le séropositif lui-même. C'est tout le sens des quelques initiatives émonent de courants extrémistes, qui ont délà proposé en Europe ou aux États-Unis le marquage (par tatouage notamment) des personnes contami-

Au-delà de ces énormes difficultés pratiques, un tel système de « délation professionnelle » soulève de considérables questions sur les relations entre le médecin et son malada, relations dans lesquelles la confiance joue, on le sait, un rôle essentiel. En viendra-t-on un jour en France à de

pour l'heure improbable. « Ce type de décision correspond à des me qui sont habituellement prises dans des pays non démocratiques, nous a déclaré le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins. Je suis vivement préoccupé et très inquiet par cette forme d'impérialisme médical, même si celui-ci est nourri au départ de bonnes intentions. Il conduit en définitive une communauté professionnelle à se placer au-dessus des lois. » Pour le docteur René, « (...) Une telle mesure fait que l'on entre précisément dans ce que l'Organisation mondiale de la samé avait toujours voulu éviter : la ségrégation des perionnes contaminées. » « Compre moi bien, ajoute-t-il, tout ce qui peut se faire d'intelligent, de digne et d'efficace pour contrôler la progression de cette épidémie doit être entrepris. Et je ne fais pas du secre médical un tabou. Mais je persiste i penser que ce secret est le meilleu témoignage du respect que le méde-

cin porte à celui qui se confie à lui. » Quelles que scient les raisons de politique interne qui peuvent l'expliquer, cette décision américaine constitue une inquiétante première. Elle illustre de la meilleure manière qui soit les difficultés auxquelles sont et seront confrontés les régimes démocratiques - tant qu'aucune thérapeutique efficace ne pourra être proposée - pour concilier les droits de l'homme et le contrôle d'un risque épidémique aux dimensions sans pré-

## **JUSTICE**

La catastrophe ferroviaire de Flaujac

### Les peines de principe prononcées contre les cheminots s'expliquent par des attendus sévères pour la SNCF

SNCF. >

apportant aucun remède. 🕶

l'énonce du jugement, se dit lui auss satisfait, même si « les responsabi lités sont à rechercher ailleurs que chez les cheminots, simples exécu-

Quoi qu'il en soit, le jugement de Cahors risque d'être très lu, alors que le jugement du tribunal de grande instance de Châteauroux

concernant la catastrophe ferro

concernant la catastrophe ferro-viaire d'Argenton (quarante-trois morts le 31 août 1985) doit être pro-noncé le 20 juillet prochain, et que la collision de la gare de Lyon redonne une cruelle actualité aux questions touchant la sécurité ferro-viaire.

L'assessinat du juge Michel

pourvoi en cassation des deux condamnés. — Condamnés l'un et l'autre à la réclusion criminelle à per-

pétuité assortie d'une mesure de sûreté de dix-huit ans, François

Girard, tenu pour commanditaire de

l'assassinat du juge Pierre Michel, et

François Cecchi, auteur des coups de

feu, se sont pourvus en cassation contre cet amét de la cour d'assises

GEORGES CHATAIN.

**CAHORS** 

de notre envoyé spécial

C'est par de simples condamna-tions de principe que le tribunal de Cahors (Lot) a achevé le procès des deux cheminots inculpés après la collision ferroviaire de Flaujac d'août 1985. M. Yves Salens, trente-sept ans, a été condamné à un mois de prison avec sursis, et M. Charles Boudret, quarante-quatre ans. à quinze jours lui aussi, avec sursis. L'affaire avait été mise en délibéré le 10 juin dernier par le tribunal de grande instance de Cahors (le Monde daté 12-13 juin 1988). On notera cependant la sévérité des attendus concernant la SNCF, dont la responsabilité avait été dénoncée par toutes les parties.

par toutes les parties.

Le 3 août 1985 le train Corail

Paris-Aurillac et l'autorail
Capdenac-Brive s'étaient percutés
frontalement sur une voie unique
entre les gares d'Assier et de Gramat (Loi). Bîlan : trente et un
morts, quatre-vingt-onze blessés.
M. Yves Salens, chef de gare intérimaire à Assier, avait envoyé l'autorail qu'il aurait dû retenir. rail qu'il aurait dû retenir.
M. Charles Boudret, chef de gare
intérimaire à Gramat, lui avait
signalé l'arrivée du train dans l'autre sens dans des termes non réglemen-taires et facteurs d'erreurs. Tous deux devraient être inculpés d'homicide et blessures involontaires.

Dans des attendus extrêmement circonstanciés occupant plus de qua-rante pages, le tribunal de grande instance de Cahors a estimé que l'erreur commise par les deux chefs de gare aurait pu être com-mise par tout homme raisonnable et prudent placé dans la même cir-constance ». Il estime, en effet, que la catastrophe fut la conséquence d'une - pluralité de causes » et que les deux inculpés n'avaient eu, à aucun moment, de « comportement socialement blâmable ». Leur acte « relevait plus de la défaillance que de la faute » et se trouvait par 
conséquent « à la limite de la responsabilité pénale ». D'où des sanctions que le président du tribunal,
M. Pierre Gouzenne, a dit « de princondamne les modalités

Le tribunal a, par contre, rejeté la demande de supplément d'informa-tions formulée par les défenseurs des deux cheminots qui entendaient faire apparaître la responsabilité de la SNCF. Mº Cohen-Seat, défenseur de M. Salens, ne se dit pas moins satisfait de cette - décision de bonne en la matière. justice ». Le juge admet en effet la 
« pluralité des causes » de la catastrophe et, par conséquent, la réalité de ce que la défense voulait prouver : « L'imprévoyance de la 
SNCE ».

Son avis, ainsi qu'un autre concer-nant les mutilations sexuelles, a été transmis au premier ministre.

transmis an premier ministre.

En ce qui concerne la procédure d'urgence absolue, après avoir rappelé le « caractère suspensif des recours » formé contre la mesure d'expulsion, la commission souhaite que, « en tout état de cause, on revienne à la pratique traditionnellement suivie en la matière par les instances gouvernementales pendant plus de trente ans, selon laquelle une mesure d'expulsion était assortie d'une assignation à résidence même en cas d'urgence absolue invoquée ».

Pour la commission coentrative Le tribunal l'a d'ailleurs souligné:
Alors qu'elle avait connaissance
des dangers et risques que représentait le système de sécurité, la SNCF a maintenu ces dispositifs en n'y Les familles des victimes qui s'étaient portées partie civile auraient certes préféré « un partage des responsabilités entre la SNCF et les deux agents inculpés », mais le syndicat CGT des cheminots, dont plusieurs dizaines de militants étaient venus à Cahors écouter

Pour la commission consultative, « au regard du droit, aucun texte international ou national ne com-porte pour les réfugiés une obliga-tion de réserve ou de neutralité poli-

(un mort et vingt-trois blessés).

# JEAN-YVES NAU. La commission consultative

de l'expulsion en urgence absolue

des droits de l'homme

La commission nationale consul-tative des droits de l'homme vient de rendre, après une réunion tenue jeudi 30 juin, un avis particulière-ment critique envers la conception française du droit d'asile et la procédure administrative dite d'urgence absolue. Elle déclare notamment que cette procédure lui apparaît bien moins protectrice que les dispo-sitions de la Convention de Genève

tique ».

La commission a exprimé aussi le souhait que la France qui accueille déjà deux cent mille réfugiés poursuive « un effort d'accueil nullement incompatible avec leurs capacités ». Il lui paraît enfin qu'« aucune exception ne saurait être tolérée au principe de non-refoulement, y compris à la frontière, d'un demandeur d'asile vers son pays d'origine » ou vers un pays « où il serait menacé ».

• Départ en vacances meurtrier sur les routes. - Les accidents de la route survenus en France au cours de la journée du vendredi 1º juillet ont causé la mort de vingtquatre personnes. Parmi ces multiples accidents, dus à une recrudescence du trafic en période de vacances conjuguée à de mauvaises conditions atmosphériques, on note une collision dans les Landes près de Mont-de-Marsan (quatre morts) et un carambolage en Saône-et-Loire sur l'autoroute A 6 à hauteur de Tournus **SPORTS** 

TENNIS: les Internationaux de Grande-Bretagne

# Mecir ne savait plus sur quel pied danser

Les demi-finales des champiomats masculins de Wimbledon ont été l'occasion de coups de théâtre spectaculaires, le vendredi 1º juillet. Mené deux sets à rien par Miloslav Mecir, Stefan Edberg s'est imposé en remportant les trois dernières manches. Ivan Lendl a sauvé pour sa part trois balles de match contre Boris Becker avant que la nuit n'ait interrompu la partie à deux sets à un en faveur du champion de 1985 et 1986. Celle-ci derait se poursuivre, le samedi 2 juillet, avant la finale dames Graf-Navratilova.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Un match n'est pas terminé tant que la dernière balle n'a pas été jouée. Cette lapalissade a pris tout son sens, le vendredi 1= juillet, à l'occasion des demi-finales des championnats masculins de Wimbledon. Il aurait fallu être fou pour parier un penny sur les chances qui restaient à Stefan Edberg de disputer la finale quand Miloslav Mecir a cu trois balles de break au septième jen du troisième set. Qui aurait douté qu'il s'agissait là de quasihalles de match?

Depuis une heure et demie, le Tchécoslovaque menait le bal. Il laissait aller comme si cela avait été une valse. Les genoux fléchis tel Fred Astaire enlaçant Ginger Rogers, Mecir dansait plutôt qu'i ne jouait au tennis. Après la punition qu'il avait infligée à Mats Wilander, il semblait que le Tchécoslovaque allait, encore une fois, justifier sa réputation de «meur de Suédois». Quant à Edberg, il ne serait passé qu'une fois de plus à côté d'une grande occasion. Classé troisième mondial, le Suédois est en effet connu pour posséder une technique impeccable mais pour manquer d'agressivité. Cela avait été interprété comme une faiblesse. En clair, Edberg était catalogué « tra-

- Eh bien! Mainte rien dans le ventre », 2 déclaré Tony Pickard, son entraîneur. C'était le et non pas à Monaco comme la plu-

Après le consistoire du 28 juin, à

Rome, créant vingt-quatre nouveaux cardinaux et l'annonce concomi-tante par Jean-Paul II d'une réforme

limitée de la curie romaine (le Monde daté du 30 juin), des nominations ont été rendues publi-ques, le vendredi 1º juillet, par le Vatican. Elles concernent des dicas-

Vatican. Elles concernent de dicas-tères du « gouvernement » de l'Eglise catholique dont les cardi-naux titulaires avaient atteint l'âge de la retraite (soixante-quinze ans). Les biographies des nouveaux chefà de dicastère et nouveaux cardinaux avaient été publiées dans le Monde daté du 31 mai.

• Le cardinal Achille Silvestrini
(Italie), ancien secrétaire du conseil
pour les affaires publiques de l'Eglise, devient préfet du Suprême tribunal de la signature apostolique,

dont la juridiction s'étend aux dont la juridiction s'étend aux affaires intéressant les concordats entre divers Etats et le Saint-Siège. Il remplace à ce poste le cardinal Aurelio Sabattani, né en 1912.

Le cardinal Angelo Félici (Italie), ancien nonce apostolique à Paris, devient préfet de la congrégation pour la cause des saints, en rem-

La publication d'un texte du

Vatican, sur la situation juridique nouvelle des prêtres de la Frater-nité Saint-Pie X et des fidèles qui suivraient Mgr Lefebvre dans le

schisme, amoncée pour le ven-dredi 1ª juillet, a été retardée de quelques jours. Toutefois, un dis-positif d'accueil des prêtres et séminaristes traditionalistes, qui

souhaiteraient se rallier à Jean-

Paul II, est déjà envisagé. Un projet de séminaire international

pour les jeunes traditionalistes

est en cours de réalisation à Rome. Par ailleurs, conformé-

ment à l'accord du 5 mai demier

rejeté par Mgr Lefebvre, le Vati-can pourrait maintenir le principe de la création d'une société de

Ouatre nouveaux cardinaux

nommés préfets de la curie romaine

Le Vatican prépare

l'accueil des transfuges d'Ecône

RELIGIONS

moins qu'il pouvait dire. Car, mené 0-40 dans le fameux septième jeu. Edberg a reussi à conserver son service avec la témérité du hussard qui charge sous la mitraille. L'espace et le temps dont Mecir avait semblé le maître se sont amenuisés, et le Suédois est arrivé à accélérer le cours

Pendant les troisième et quatrième manches, le Slovaque a eu, au total, douze fois l'occasion de prendre le service du Suédois. Sans y parvenir! La treizième occasion a été la bonne au cinquième set. Cela ne lui a pas porté chance. Edberg a remporté les quatre ieux suivants, ne hi laissant que deux points. A force, le jongleur cassait en effet toute la vaisselle qui lui passait dans les mains. La balle de match par exemple : il a expédié dans le filet un lob trop court qui aurait dû lui assurer un point gagnant. Bref, Edberg a gagné à 17 h 15 une partie qu'il aurait dû perdre deux beures aupa-

De tels renversements de situation restent très exceptionnels. Edberg en avait déjà réussi un en 1985 contre Wally Masur au quatrième tour des Internationaux d'Australie, qu'il devait ensuite gagner pour la première fois. Cela signifie-t-il qu'un an après avoir échoué au même stade de la compétition contre Ivan Lendi, il a désormais acquis la stature pour s'imposer à Wimbledon? Cela ne constituerait pes une surprise pour les spécialistes en admiration devant son tennis depuis qu'il a réalisé le grand chelem juniors en

### Combativité

Toutefois, bien qu'il ait seize tournois à son palmarès, le grand public ne l'a pas encore remarqué. Plus révélateur : Becker et Cash ont besoin de gardes du corps pour échapper à leurs groupies alors que Edberg peut se promener dans les allées du All England Club en toute quiétude. Est-ce à cause de son manque de tempérament sur le court ? S'il serre quelquefois le poing pour ponetuer un échange victorieux, Edberg reste aussi introverti que la majorité de ses compatriotes. Poursonne ne pourra dire que Stefan n'a tant il se démarque de ceux-ci en de nombreux points. Il réside à Londres part d'entre eux. Son entraîneur est un ancien joueur de Coupe Davis anglais. Enfin, le gazon, sur lequel il a déjà gagné deux fois en Australie, est sa surface de prédilection. Il a d'autant plus de chances de s'y imposer qu'il a acquis à vingt-deux ans la combativité qui lui avait fait défaut jusqu'alors.

Quel que soit son adversaire -Lendl ou Becker - il en aura besoin en finale. L'Allemand de l'Ouest l'a battu neuf fois en treize matches et le futur Américain s'est imposé six fois en dix rencontres. Mais Edberg ne devrait connaître son ultime adversaire que samedi 2 juillet es début d'après-midi. La seconde demi-finale a été interrompue par la nuit, vendredi, alors que Becker avait en trois balles de match au tiebreak dans la troisième manche.

En mettant une voice dans le filet alors qu'il servait à 6-4 dans ce jeu décisif, l'Allemand de l'Ouest a-t-il laissé passer sa chance comme Mecir dans la demi-linale precedente? En fait, la partie qui avait été monopolisée pendant les deux premières manches par Becker avait commencé à basculer au troisième jeu de ce set. Leadl avait servi à 0-40. Becker avait eu au total cinq occasions de faire le break. Il ne les avait pas matérialisées. Si Becker devait perdre pour la première fois sur le Centre Court, il ne faudrait pas en chercher ailleurs la raison. Mais samedi serait un autre jour. Et est-ce que la partie serait diffé-

En tout cas, les trois premiers sets ont du faire jubiler Philippe Chatrier. La croisade que le président de la Fédération internationale de tennis a entreprise à Roland-Garros pour limiter à une balle le service a trouvé ici toute sa justification. Le bombardement auquel se sont livrés Becker et Lendi à l'engagement a détruit complètement le spectacle. Sans le suspense entretenu par le sursaut de Lendl, qui avait ainsi l'occasion de prendre une revanche sur la finale 1986, ce match aurait été affreusement soporifique.

ALAIN GIRAUDO.

• LES RÉSULTATS : S. Edberg (Sué., 3) b. M. Mecir (Tch., 9) 4-6, 2-6, 6-4, 6-3, 6-4; B. Becker (RFA, 6) - L Lendi (Tch., 1) interrompu à 6-4, 6-3, 6-7.

REPÈRES

placement du cardinal Pietro Palaz-zini, né en 1912.

Il faut noter le maintien à son poste de préfet du secrétariat à l'unité des chrétiens (appelé conseil

prêtres traditionalistes, autorisés à utiliser la liturgie antérieure au concile Vatican II.

d'aiderai tous ceux qui se

soumettront », a déclaré pour sa part, le vendredi 1º juillet, à

Lyon, le cardinal Decourtray, au cours d'une conférence de

presse. Il a dit également : c'est

« un mensonge que d'affirmer que j'ai demandé au pape de ne

pas signer un accord avec Mgr Lefebvre. Je suis victime d'une calomnie ». De source inté-

griste, en effet, on laissait enten-dre que l'épiscopat français avait joué un rôle déterminant dans

l'échec des négociations entre le

Vatican et Mgr Lefebyre.

Fraude Un négociant en vins devant le tribunal

correctionnel • Le cardinal Eduardo
Martinez-Somalo (Espagne),
ancien substitut de la secrétairerie
d'Etat, devint préfet des congrégade Nantes

M. René-Claude Martin, cinquante-huit ans, important négo-ciant du vignoble nantais, a comparu, tions pour les sacrements et le culte divin, succédant an cardinal alle-mand Augustin Mayer, né en 1911. le jeudi 30 juin, devant le tribuna correctionnel de Nantes (Loiremand Augustin Mayer, né en 1911.

Le cardinal Antonio-Maria
Javierre de Ortas (Espagne),
ancien secrétaire de la congrégation
pour l'éducation catholique, est
nommé président du conseil pontifical des archives du Vatican, en remplacement du cardinal autrichien
Alfons Stickler, né en 1910.

Il faut poter le maintien à con-Atlantique) pour une affaire de fraude portant sur 75 000 hectolitres de vins vendus sous différentes appella-tions d'origine usurpées (le Monde du 14 avril 1987).

Le procureur de la République a requis une peine de dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis, 200 000 francs d'amende et des pénalités proportionnelles aux droits fraudés, estimés à 31 millions de francs per l'administration fiscale. M. Martin a reconnu une part de négligence. Il a en outre évoqué « la malveillance des concurrents qui auraient cherché à nuire à la réputation de son entreprise ». Le juge-ment a été mis en délibéré au 3 octobre prochain.

# l'unité des chrétiens (appelé conseil de l'union des chrétiens depuis la dernière réforme de la curie) du cardinal Johannes Willebrands, pourtant né en 1909. Diverses rumeurs avaient fait état de sa succession par le cardinal Silvestrim. Compte tenu de l'actualité des dossiers traités (relations avec l'orthodoxie et avec le judalsme), il semble que le pape n'ait pas voulu toucher à ce secteur-clé de l'œcuménisme. Pollution

Protestation des plaignants dans l'affaire Sandoz

Les avocats de sept plaignants contre Sandoz abandonnent la partie en signe de protestation, ils estiment que le géant de la chimie băloise, pour obtenir un non-lieu et atténuer sa responsabilité dans la catastrophe de Schweizerhalle qui avait provo-qué, en novembre 1986, une pollu-tion du Rhin, gêne la procédure.

Les avocats des plaignants dénoncent en perticulier le comportement des autorités, qui leur ont refusé l'accès aux dossiers. Ils déclarent que la procédure pénale n'a pas été conduite avec impartialité et une volonté d'aboutir, la firme Sandoz jouant « un double jeu » vis-à-vis de l'opinion publique. D'un côté, dit l'un des avocats, elle affirme vouloir assumer les conséquences d'une catastrophe dont elle accepte la responsabilité, et, de l'autre, elle refuse toute responsabilité pénale. an-Luc Godard, ses film

wie le coupun

De l'eseille en plus

4 : 2 : 1 : 4

30000

12.45

ting the section

100

Farma.

 $2^{n_{\rm eq}}$ 

----

72.5

L'amère **porteuse** \*







# Culture

tionaux de Grande-Bretagne

# is sur quel pied danser part d'entre eux son entrainer, un ancien foureur de Coupe le su su surface de prediction le d'autant plus de chances de la surface de la prediction le d'autant plus de chances de la surface qu'il a acquis à vande.

Es mettant une tales den bie

lessé passer la chance de Mocre dans la demoliate de

combetice 7 parents on the

jeu de ce set. Leaul avail sent 40. Becker avail et an leage

coccasions de faire le breit le

avail per materialises & &

devait perdre pour la premi mer le Centre C. uni il le le

per en chercher unions ba-

top-on dec 12 hours part &

En tout case for the property

em då faite juli er P. mil

were La crosside que le partie

la Fédération distribute

tomis a entreprise a Respect

pour binites à une bine sera trouvé sur toute

echer et l'englis tisse.

trial complete and and

Sales in supported contracts mout de Less

Personne de grande ante

wer in fina . 16an .....

OLEN RESILIEUS ...

REPÈRES

**Un négoc**iant en vis

Mr. Rene Carte M. circulation by the product of the second of

to proceed the second and a first

correctionne de Valla d'

SHOPE AND THE PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN

harris of the great of these provides

Topos see a

de france per

Marter a comment

Mildigars at 2 Pro 1 Page 19 

Name and the second of the second

Protestation des pages

IN Breeze of the Control

dens l'affaire Saratz

. . :!!!

4 1

1. 1. 1.2.4

3.75

**Index** 45 or a matter 272

devent le tribuna

**correction**nel

de Nantes

THE COURS THE

distribution of the second

MATERIAL PROPERTY.

**Pollution** 

process of the second

Change State St. St. St.

Fraude

AL AINCE

Market Harrist Co.

diret dire Car, meni Annaul replicate jeu. of à communer son sernes de lemand qui pitralità. L'aspace et pair grait mathis le mus la composition des la sales indicates de si o octobres de la grant l'inne de l'unices de l' Amendade, et le Sud-

Quel que ven son adversie en finale. L'Allemand de l'Oral batta neuf tons en treire mitale de l'Allemand de l'Oral batta neuf tons en treire mitale de l'Allemand American a les inmediants de l'Allemand American a les inmediants de l'Allemand American a l'Allemand de l projektima et que-la Monaque e eu la feis l'aconsion de èse de Middein Bene-ledatime accession a batta neul lon en trette malente la fattar American y en importante connecte y has entre de advertante que sancti a independente de advertante que sancti a independente de advertante de activa de advertante de activa independente de activa de act eidene sot. Coin es effet soute le debut d'apresentat. La send desta-finale à cie interrempter. nuit, sondred. Altre du lat-avait eu treis balle, de matha à desta la trevierne mont. parties par exem-per in Slot un fob-all de les asserer break dates la trevierne minch store qu'il cere au . . . . dans ag décart. l'Alternand de l'Octay par house supe-

decir dans in terminale per deste \* In fair, in principal de monopolitico pendin le espetimente in manche, par Beder promotres manche, par Beder de la basculer au manche d MA 40 1945

the parentes and the same

m 6.3.64. 2" 180.05 BOW BY I'M. - 122 m f georgie | 41.7 | - 12.6 | 1 de de la la companya de la companya della companya de la companya de la companya della companya OFFICE 0 4-2-( charten) potenti e a di contra Special Control of the St.

A propos de la coupure publicitaire à la télévision

# Jean-Luc Godard, ses films, sa plume et ses ciseaux

Sulfit-il qu'une chaîne de télévision achète les droits de diffusion d'une œuvre cinématographique pour qu'aussitôt son auteur perde ses droits? On aurait pu le croire jusqu'ici, depuis que la loi portant réforme de l'audiovisuel du 30 septembre 1986 autorisait la coupure des films par un écran publicitaire, et un seul.

Les propos déterminés du nouveau premier ministre, M. Michel Rocard, lors de son discours de politique générale, le mercredi 29 juin, à l'Assemblée nationale - «...le massacre des films à la tronçonneuse de la publicité... » - et ceux de son ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, qui promet d'interdire cette pratique abusive, auront rassuré les cinéastes.

De son côté, Jean-Luc Godard, saisi ce printemps à deux reprises par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), qui lui demandait d'autoriser la coupure de deux de ses films programmés par TF 1 (pour Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma à l'époque de la toute-puissance de la télévision) et M6 (pour A bout de souffle), menait, à sa façon, sa réflexion

Il nous a fait parvenir un ensemble de documents dont nous publions ici l'essentiel. Il s'agit de deux lettres, l'une adressée telle quelle à TF 1, l'autre envoyée à la SACD, augmentée de neuf propositions d'insertion d'écrans publicitaires dans son film A bout de souffle. La place nous manque et nous oblige à ne publier qu'une seule de ces neuf propositions ainsi qu'un rassemblement de trois images, annotées de la main de Jean-Luc Godard, dénonçant l'inscription du logo d'Antenne 2 sur un film consacré aux camps de déportation.



« L'amère porteuse »

Dans sa lettre — datée du 27 juin — adressée à la Société des auteurs, Jean-Luc Godard, après avoir rap-pelé les droits et les devoirs d'un pere les auvers et les aevours a un auteur de film, attaque le problème des coupures publicitaires à la télé-vision, à propos d'A bout de sousse et de l'unique coupure demandée per M 6.

Je souhaite sincèrement non pas une mais six coupures publicitaires, de façon à imposer une notion de contimuité et de variation et non une notion d'exclusion. Je vous joins ci-après les endroits où il me semble que ces variations seraient le mieux placées, et je suis tout à fait prêt à en discuter devant une table de mon-tage, vidéo je pense, avec le ou les en discuter devant une table de mon-tage, vidéo je pense, avec le ou les responsables de M6 – je ne sais pourquoi, mais cette lettre et ce chiffre me rappellent celui de l'arme favorite des GI's au Vietnam, mais il y a pent-être, Freud toujours, un écran dans mes souvenirs.

Pour la chaîne, qui je crois dis-pose de pas d'annonceurs encore par rapport à ses sœurs aînées, ils pour-raient offrir d'autres écrans gratuits à d'autres sanonceurs, et si cela fait de l'oscille en plus — terme que j'employais à l'époque lorsque je souhaitais à M. de Beauregard du succès à l'entreprise — pourquoi ne pas la partager en trois parts égales, une pour la chetne une pour le une pour la chaîne, une pour les bonnes œuvres de la SACD, et une pour votre serviteur - je me per-mets de vous faire souvenir du mot de M. Jean-Louis Barrault à

le 12 mars 1988, à M. Arnaud Teneze, directeur de l'Action artis-tique à TF 1, la lettre suivante :

Je me permets de vous donner mon sentiment sur le souhait de

taire » à l'intérieur de la diffusion de « Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma ».

D'un point de vue artistique, je regrette que TF l ne puisse pas insérer devantage d'écrans publici-

taires au cours de la diffusion de cette œuvre qui le mérite, et ce qui serait parfaitement en rapport avec le sujet.

Nous pouvous vous indiquer plu-sieurs passages où l'insertion d'un écran publicitaire serait fort utile,

soit à cacher le jeu outré de

l'acteur principal, soit une faiblesse de déconpage ou d'éclairage.

plupart du temps soit muets, soit sonores, et je me ferais un réel plaisir d'en indiquer les emplace-

Bien entendu, il faudra choisir

d'un commun accord les écrans

publicitaires destinés à être insérés

lors de la diffusion, et pour leur bien, et pour celui de « l'amère porteuse ».

Je vous prie, cher monsieur, de croire que je vous écris ces propositions hors d'usage de toute bonne foi. La publicité sous toutes ses formes fait partie de la réalité quotidienne de notre monde occidental, et il semblerait étrange que le cinéma qui retransmet certaines

cinéma, qui retransmet certaines données de ce monde, ne puisse également accueillir avec affection

certaines « réclames », et doive les

exclure su nom de je ne sais quelle

Il importe donc de pouvoir choi-sir pour le cinéaste non seulement l'espace et le temps de la coupe, mais le ton et le style de l'œuvre publicitaire ellemême, en accord

avec le propriétaire, de façon à faire de cette coupure une liaison pour le bien commun des deux

Dans le cas présent, dans le

souci de faire partager au copro-ducteur du film - c'est-à-dire TF 1

- des recettes supplémentaires, je suggère de redistribuer un pourcen-

pureté artistique.

ments possibles à votre service.

Ces écrans pourraient être la

M. André Malraux lorsque ce dernier envoya les CRS pour dégager l'Odéon : serviteur, oui, valet, non. Vous voyez bien qu'il faut plus que oui/non pour rester des hommes vaguement libres.

Ce que je désirerais aussi, c'est que cet affreux logo de M 6 ne soit pas inscrit sur le haut de l'image, ni ailleurs, et, si j'en crois le texte publié au Journal officiel, cela est interdit per la loi. Néanmoins, cominterdit par la loi. Néanmoins, com-premant le acuci de M 6 de ne pas se l'aire oublier de ses spectateurs, je propose de mettre en intertitres, l'aciles à composer en vidéo lors des opérations de télé-cinéma, les mots «aime six», qui ajouteront du mys-tère à ce film que j'avant pris pour un remake d'une série B américaine, et qui n'était qu'une nouvelle version d'Alice au pays des merveilles. d'Alice au pays des merveilles.

En souhaitant avoir répondu le mieux possible à votre demande et un plus large débat autour des droits et des devoirs des auteurs de films, je vous prie de croire à toute ma considération et à mes remercio-ments pour votre travail — les chè-ques viennent toujours très tardivement après le passage des œuvres sur les antennes ou les câbles, mais j'imagine que la bureaucratie des chaînes doit être plus importante que la vôtre. N'est-ce pas M. Franz Kafka qui disait que toute l'histoire de l'humanité est inscrite sur le

JEAN-LUC GODARD.

coproducteurs - Hamster, TF 1 et nous, - même prélevé sur le prix-fixé par la chaîne pour cette ou ces

Je pense que cette position est

désendue par la SACD et la société des réalisateurs, a qui est

societe des realisateurs, a qui est envoyée copie de cette lettre, car de même que la production et la diffusion ne doivent pas appartenir à quelques-uns dès lors qu'il s'agit de films, de même dès lors qu'il s'agit de films publicitaires.

JEAN-LUC GODARD.

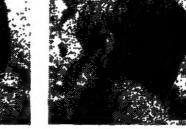
insertions diverses.











places de la publicité pour un viscochicide

et represente le film juste avent le

L'une des neuf propositions de Jean-Luc Godard pour l'insertion de publicité dans A bout de souffle.



efait-il naiment indiperseble qu'une claire





# CINÉMA

« La Vieille Dame indigne », de René Allio

# Le bonheur au troisième âge

Le film a vingt-quatre ans et la vieille dame en a soixante-dix. Ni l'un ni l'autre

n'ont pris une ride.

Mª Bertini a soixente-dix ans à la mort de son mari. Elle vivait avec lui mort de son mari. File vivant avec lui dans une petite maison de la banlieus de Marseille, attenant à l'enreprise artisanale où il a trimé, M= Bertini a élevé cinq enfants, Elle est toujours restée dans l'ombre de sa famille, elle n'est pratiquement pas sortie du quartier. Mainte-nant, elle écoute ses enfants, réunis our les funérailles et qui discutent de son sort. Elle veut rester seule.

Elle va s'emmyer. Mais un soir, elle a envie d'entrer dans un cinéma... Quelque chose change. Et la vieille dame va se mettre à vivre. Jusqu'à devenir « indigne » aux yeux de son fils, parce qu'elle vend tout ce qui lui reste, parce qu'elle offre des qui lui reste, parce qu'elle offre des robes à Rosalie, une serveuse de res-taurant qui a manvais genre, et achète une 2 CV que Rosalie

La Vieille Dame indigne est un film simple et merveilleux qui, en vingt-quatre ans, n's pas pris une ride. Ce film fait chand su cœur, rend heureux, comme, anjourd'hui, Bagiad café de Percy Adlon. René Allio eut pourtant du mal à trouver Allio eut pourtant du mal à trouver un producteur pour le réaliser. On se méfiait de ce décorateur de théâtre, pourtant célèbre, qui, à quarante ans, voulait jouer à l'anteur de cinéma nouvelle vague. On se méfiait d'un scénario tiré d'une des Nouvelles d'almanach de Bertolt Brecht (trop intellectuelle, cette histoire!), de l'absence de vedettes dans la distribution prévue. Actrice de théâtre depuis le début du siècle, Svivie avait interprété de nombreux Sylvie avait interprété de nombreux

plus de quatre-vingts ans. Pouvait-on monter un film sur son nom? Non. René Allio n'avait qu'à prendre l'Anglaise Margaret Rutherford, tout juste un peu plus jeune et res-semblant à Michel Simon, mais bien comme pour ses compositions de la Miss Marple d'Agatha Christie. Ou Danièle Darrieux! Allio s'obstina. Il

Le succès commercial de la Vicille Dame Indigne (500 000 entrées pour la sortie Parisprovince) fut inattendu. Il faut croire que le film était dans l'air du temps. La ville de Marseille a échappé enfin au folklore de Pagnol et des films policiers. La mise en scène s'était gardée de la « distan-ciation brechtienne » (ce ne sera pas le cas dans le film suivant d'Allio, l'Une et l'Autre) pour s'attacher aux gestes du quotidien, à la des-cription juste d'une société en transformation, des rapports familiaux en train de changer comme les mœurs, au portrait d'une femme qui, refusant soudain les conventions sociales et le sort du « troisième âge », goûte à tout ce qu'elle n'a pas connu.

Svivie est entrée dans le rôle. à croire qu'elle avait toujours été M= Bertini. Vicillarde résignée puis maliciouse, dans sa longue robe noire, ses bas de coton noir, ses souliers plats, avec le chapeau « à manger de la tarte » posé sur son chignon, elle irradie d'une chaleur humaine que lui retournent Malka Ribovska, cette Rosalie qui se moque du qu'en-dira-t-on, Jean Bouise, le cordonnier anarchiste et philosophe, Victor Lanoux, le petitfils qui comprend tout. Aujourd'hui comme en 1965, le bonheur de Syl-

JACQUES SICLIER.

# « Contrainte par corps », de Serge Leroy

An Portugal, la jolie Claire nante Lisette Malidor en lesbienne dévoiler un peu de sa personne, sur une plage, sous les yeux du commissaire Vittorio Mezzogiorno. Il essaie de la faire condamner, faux témoin à l'appui, pour outrage à la pudeur. En vain. Et se venge en glissant un sachet de drogue dans son sac. Elle en prend pour quinze ans. On passe alors du mauvais polar au surréalisme porno soft. Dans sa belle prison ensoleillée, toute blanche, Marianne (minijupe et bustier ball-lant) rencontre Catherine Wilkening (bronzée, boléro déchiré, short effrancé au ras des é ents) et une bande de filles droguées, putes, etc., toutes plus ravissantes les unes que les autres jusqu'à l'impression-

(Marianne Basler) a le tort de de cabaret (et de choc), un pen rude mais bonne fille. Tout ce harem de rêve se papouille et suce le tuyau de gaz pour rêver un peu, tandis que le commissaire Mezzogiorno, implacable, apporte à sa victime des gâteaux faits par sa vieille mère. Il a l'air complètement sonné la plupart du temps, son beau regard fixé sur un lointain idéal féminin, (elle se donne du mal et fait bien des petites mines, la pulpeuse Marianne) ; en fait il a l'air de pleurer tout seul dans son coin. Il en louche même carrément, à la fin. C'est un drame psychologique de Serge Leroy.

MICHEL BRAUDEAU.

# MUSIQUES

« Nuits blanches pour la musique noire » à Marseille

# La partition du métissage

et Africains de l'Ouest affirment leur identité au-dessus du Vieux-Port.

Johnny Clegg n'est pas à l'affiche des « Nuits blanches pour la musique noire », qui se tiennent, jusqu'an dimanche 3 juillet, au Théatre du Pharo, au oœur de Marseille, dominant le port et témoin des vagues successives des différentes communautés arrivées dans la vieille cité phocéenne. Mais ses amis zoulous ont cependant frappé les trois coups d'un festival de musiques africaines denses et variées.

Après avoir parcouru, dans la journée, la Cannebière avec leurs brusques lancers de jambes et leurs pirouettes portéces par le rythme des tambours, les douze danseurs du groupe Umzansi Zulu War Dancers ont offert un court spectacle de chants doux et de danses guerrières. Mahlathini, le chanteur de Soweto à la voix ratuque, si grave et si paisible à la fois, et les Mahotella Queens, trois femmes de quarante-cinq ans, pleines de verve, d'énergie et de swing, out livré ensuite une musique joyeuse et caustique, synthèse des chants traditionnels d'Afrique du

Sud, de la musique des rues et du - soul - américain.

Nuit blanches pour la musique noire est un festival qui a pour originalité de présenter des musiques à l'identité multiple, de jouer sans parti pris la partition du métissage, et de faire découvrir aussi des groupes encore inconnus en France. Ainsi l'ensemble Umzansi Zulu War Dancers, mais encore Têtes brilées, un quatvor camerounais qui fait resurgir d'un rythme ancestral, le bikutsi, une musique nouvelle d'une rare intensité et qui cherche à échafauder des ponts avec le monde moderne,

Le samedi 2 juillet, deux griots bien connus à présent dans l'Hexa-gone sont à l'affiche du Théâtre du Pharo : Kante Manfila, le malien alchimiste des sons et conteur de quelques-unes des plus belles légendes rythmées de l'Afrique de l'Ouest, et Mory Kanté, fidèle à la tradition mandingue et flirtant avec un rock aujourd'hui parfaitement assimilé. Dimanche, le chanteur sénégalais Ismaël Lo et le Gabonpais Pierre Akendengue, pionnier de la musique noire africaine, prendront à leur tour la piste d'envol des iotions ethniques

CLAUDE FLÉOUTER.

MARIN KARMITZ presente

un film de AKIRA KUROSAWA

SEUL AU 14 JUILLET PARNASSE

Copie neuve V.O.

par le réalisateur de "DERSOU OUZALA"

JEANINE TRUCHOT A DISPARU. Café d'Edgar (43-20-85-11) (sam.), 27 h 30 22 h 30.

MY NAME IS LOLITA. Edgar II (43-20-85-11) (sam.), 20 b 15. LES BONNES. Théâtre de la Main d'or (48-05-67-89). Salle II, sam. à 20 h 30.

GRANDE FETE DE NUIT DE VER-SAILLES. Pare du château, bassin de Neptune (39-50-36-22), unique-ment le samedi à 22 h 15.

### Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). La Colonie: 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes: 18 h 30.

La Nuit suspendue: 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je ta pince : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Et vote... la galère !... : 21 h, dim. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Sede Richefien. Le Jen de l'amour et du hassard suivi par Le legs : 20 h 30, dim. 20 h 30. Le Legs précédé de la Jeu de l'amour et du hassard : 20 h 30, dim. 20 h 30. D Dim. Le Bourgeols gentil-homme : 14 h.

me: 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Bérégice : 20 h 30, dim. 17 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous en fait où en nous

ESPACE ACTEUR (42-23-90-90). Le Prince travesti IVe Festival de la butte Montmartre: 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette: 20 h 30, dim. 19 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Chant dans la nait: 15 h, dim. 15 h, mer., ven. 18 h 30.

Concours de circonstances: 18 h et 21 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La Bassa Epoque: 20 h 30. HOTEL DE LA MONNAIE (SALLE DUPRE) (40-46-56-66). L'Epreuve:

20 h 30. A quoi réveut les jeunes filles ? : HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon :

LA HASTILLE (43-57-42-14). Voyage autour de ma chambre : 19 h 30. Trois voyageurs regardent un lever de Solell : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Co que voit Fox (Fall): 21 h, dim. 15 h. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bio dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Si on fai-LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Thilitre noir. Le Petit Prince : 20 h.

Nous. Thée et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théitre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Le Roude :

arabes du XIVe siècle: 20 h. La Ronde: 21 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Une bouteille à la mer: 18 h 30. Il y a des salands qui pillent le cœur des femmes: 20 h 30. ZU B 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystres du confessionnal; 18 h et 21 h.

MATHURINS (PETTIS) (42-65-90-00).

Frisctte: 15 h. mer., jen., ven., lun., mar., 18 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pozr six : 18 h 30 et 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma coesine de Variovie : 17 h 30 et 21 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 15.

MONTPARNASSE (PETT) (43-22-77-74). Le Journal d'un caré de campa-gue: 21 h, dim. 15 h 30.

MUSEUM NATIONAL D'AISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffor côté jardin : 16 h et 18 h, mor., ven., dim., lun. 16 h, jen. 14 h et 15 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand NOUVEAUTES (47-70-52-76), Le Grand
Standing: 18 h 30 et 21 h 30.
ODÉON (PEATT) (43-25-70-32). La Force
de tuer: 18 h, dim. (dernière) 18 h.
CEUVRE (48-74-42-52). Exercices de
style: 17 h 30 et 20 h 45.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avanti : 20 h 30, dim. 15 h.

POCHE-MONTPARNASSE 92-97). Salle L. Pour l'amour de Marie Salat : 21 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Frio-Frac : 20 h 30, dim. 15 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Finie la comédie : 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, dim. 15 h. THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Va done mettre au it net ratures : 18 h 30. Enfin Bénureau : 20 h 30, dim. 16 h. 22, v'la du frie : 22 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-Q5-67-89). Saile L L'Etranger : 20 h 30. L'Ecume des jours : 22 h. Saile II. Les Bonnes : 20 h 30. TINTAMARRE (48-87-33-82), Barthé-lémy : 18 h 30, Mr Banel : 20 h 15, Sucré-Salé : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-52-48), La Voix humaine : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guitry, pièces en un acte : 20 h 30. VARIÈTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit :

THÊATRE DE VERDURE DU JARDIN SHARDSPEARE. Il Giardino d'amore, (le west-end). 17 h., aam., dim. Opéra baroque de Haendel, par la compagnie Devanz-Dammas. Mise en scène Chris-

### Les concerts

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE (42-51-69-11). Quantuor Arpeggione, 21 h, sam. Avec Philippe Caper (clar.). Œuvres de Haydn, Mozart, salle Riche-line. Orchestra de Paris Socialeste. 18 dim., « Gran partita» de Mozart. Cour d'homeur.

**ACTUELLEMENT** 

RISTOCHATS

### Samedi 2 - Dimanche 3 juillet

BERCY, dimanche, journée de clôture du congrès. 14 h, concert de différentes cho-rales (chorale d'enfants de Dresde, 12 000 choristes).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Musique électroscoustique, 18 h 30, sam. Œuvres de P. Schaeffer, P. Henry (sam.). Œuvres de Stockhausen, Kagel, Koenig, Eimert (lun.). Entrée fibre. Dans le cadre de Musique et de danse africaines (Congo, Sénégal, Antilles...) 90 F.

ÉGLISE DES BILLETTES. Anne Richard, Philippe Lescat, 10 h. dim. Chart orgue. Œuvres de Campra, Buxte-hude, Boellmann. Entrée libre. ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Les

trompettes de Versailles, 21 h, sam., 17 h. dim. Œuvres de Mourer, Haendel, ÉGLISE SAINT-MERRL Gruppo Cameristico A. Corelli, 16 h, dim. Flåte, cello, clavecin. Œnvres de Telemann, Bach, Haendel, Vivaldi. Entrée fibre. ÉGLISE SAINT-SÉVERIN. 21 h., can-

tate en forme de colombe. MUSÉE D'ORSAY (40-49-48-14).

Tous les dim. 16 h. Piano, E. Conques (vi), E. Watelle (vic). Entrée libre. NOTRE-DAME DE PARTS sum. 20 h 30 : vêpres de l'Immacalée ; Patricia Snyder, 17 h 45 dim. Orgue. Œnvres de Wider. Entrée libre.

PALAIS OMNISPORTS PARIS-BERCY (43-46-12-21) Chorales de France, 15 h. sam., dim. Concerts donnés par plusieurs chorales françaises. Entrée libre. PYRAMIDE DU LOUVRE, con Napo-léon, Orchestre national de France, 22 h., dim. Dir. Pierre Boulez, Œuvres de Dukas, Wagner, Berlioz, Ravel. Entrés libre.

sainte-Chapelle (46-61-55-41). Am antiqua de Paris. 19 h 15 dim., 21 h 15 dim. Joseph Sage (contre-ténor), Michel Sanvoisin (II., cromorne, bombarde), Raymond Cousté (luth, psaltérico). THÉATRE DES ARÊNES DE MONT-MARTRE (42-23-90-90). Ensemble ins-truments à vent, 21 h 30, sam. Œuvres de Mozart, Haydn, Gounod. Dans le cadre du Festival de la butte Montmartre

THÉATRE FONTAINE (48-74-74-40). Carles, Yves Rault, 18 h 30, dizz. Piano Œuvres de Beethoven, Chopin, Gra-nados, De Falla.

# cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI

Ben-Hur (1959), de William Wyler, 15 h; Quatre Garçons dans le vent (1964, v.o.s.l.f.), de Richard Lester, 19 h; Women of Twilight (1952, v.o.), de Gordon Parry, 21 h.

Le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, 15 h; Brunco Bulfrog (1970, v.o.), de Barney Piztts-Mills, 19 h 30; Pressure (1978, v.o.), d'Hurace Ove, 21 h 15. SAMEDI

Le Cinéma français des années cin-quante: la Flèvre monte à El Pao (1959), de Luis Bunnel, 14 h 30; le Sabotier du Val de Loire (1956), de Jacques Demy, les Amants (1958), de Louis Malle, 17 h 30; S. V.

DEMANCHE Le Cinéma français des années cin-quante: Si Paris nous était conté (1955), de Sacha Guitry, 14 h 30; le Chastieur de Mexico (1956), de R. Pottier, 17 h 30; l'Architecte mandit (1954), de Pierre Kast, Merci Natercia (1959), de Pierre Vanc 20 h 20.

Les artistes étrangers aiment tonjours Paris : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Clic et Déclic ; le Phocomment, 12 n. 30; Clic et Déchie; le Pro-tographe de Picasso, Brassai (1965) de Francis Warin, Brassai (1971) de Claude Gallot, Man Ray (1961) de Claude Fayard, 14 h 30; Montparnos, Chronique du Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigiani (1963) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; (1972) de Luis Bannel, 18 h 30; Nouvelles Palettes: Blesse Béton (1985) de Marianne Gosset, Pièces à conviction (1985) de Maz-rice Benayoun, le Passage (1986) de René Manzor, 20 h 30.

DIMANCHE

Les artistes étrangers aiment toujours
Paris: Jazz: le Pianste Memphis Stim à
Paris (1982), le Jazz à Paris (1965) de
Leonard Keigel, Antour de minuit (19851986, v.o.) de Bertrand Tavernier, 14 h 30;
Alexandre Trauner: Alexandre Trauner
(1985) de Jean-Louis Bertmeelli, le Jour se
lève (1939) de Marcel Carné, 16 h 30;
Modes: Azzedise Alaia (1987) de Robert
Rea, Issey Miyake (1984) de Didier Ranz,
Angelo Tarlazzi (1980) de Jeannick Landouar, Kenzo (1980), Variatious pour le
Roi-Soleil (1968) de Hemi Champetier,
l'Art cinétique et Paco Rabanne (1966) de
Hemi Champetier, Paris, pour mémoire
(1985) de Didier Ranz, 18 h 30; Godard:
Jean-Luc Godard (1965) d'Hubert Knapp,
Charlotte et son Jules (1958) de Jean-Lac
Godard, 20 h 30. Godard, 20 h 30.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Angélique Kidjo, 23 h. sam., dim.; D. Bartei (batt.), S. Lovato (cla.), J. Hebrail (bats.), C. Denis (guit.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), Fonseque and C Jazz Band, 21 h 30, ven., sam., dim. CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). avec le groupe Kilimandjaro, Congo. Latine Salsa, 22 h 30, sam., en alternance avec Charangua Nueva. Mafia.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-78-70-00). Henri Texier, 17 h, sam., invite J. Lovano, A. Romano, J. Abercrombie, Von Freeman, Chien Freeman Quintet, Helen Merrill, Gordon Beck, Steve Lacy. Dans le cadre de Halle That Jazz, Modern Jazz Quintet, 22 h 30, sam. Avec le Philipp Morris Jazz Band, Dans le cadre de Halle That Jazz, Abdullah Ibrahim Dollar Brand, 16 h, dim. Elzya. Chris McGregor's Brotherhood of Breath. Dens lo cadre de Halle That Jazz. Milton Nascimento, 22 h 30, dim.

LE KISS (48-87-89-64), Alain Sverdloff, 21 h, mer. Pela, 23 h, sam. Zaïre. Tropi-cal Ambiance, 23 h dim., Afro music. LE MÉCÈNE (42-71-40-25), Famny Cain Bines Band, 23 h, sum. Chant, gnit., bassa, batt. Amette Lowman Quartet, tous les dim., 22 h 30, dim. Voix, M. Thompson (piano), H. Swift (ctb), J. Betsch (batt.). Chiquita Boom Boom.

LE MONTANA (45-48-93-08). Trio René Urtreger, 22 h 30, sam. E. Dervieu, R. Galleazzi et leurs invités : H. Méchi-net (sax.), S. Petronio (claquettes). An

ciub. Trio Philippe de Preissac, 22 h 30, sam., An bar. Duo Ludovic de Preissac, 22 30,

NEW MORNING (45-23-51-41). 21 h, sam. Brazilian Show.

OLYMPIA (42-61-82-25). James Taylor, PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Clarinet Connection, 21 h 30, sam. Alligator Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). T. Russo, S. Benf, H. Sellin, J. Bendy, E. Dervien, 23 h, sam., dim. Trp., sax., piano, ctb, batt.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Manusco Jam Five, 21 h 30, sam. De Preissac Jazz SUNSET (40-26-46-60). Philippe Droul-lard, Thierry Elliez Quartet, 23 h, sam.,

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), Horacio Salgan, Uvaldo De Lio. 22 h 30, sam. Avec R. Montironi, Liliana Felipe, 20 h 15, sam. R. Monti-roni (bandonéon), C. Perez (guit.). Bal tango th dim, 17 h.

## Les exclusivités

ACTION JACKSON (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46); v.f.: Pathé Fran-çais, 9: (47-70-33-88); Pathé Montpar-nasse, !4\* (43-20-12-06). LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6° (43-26-

Saint-A 48-18). AMERE RÉCOLTE (All., v.o.): Stadio de la Harpe, 5 (46-34-25-52); 14 Juillet Parname, 6 (43-26-58-00); Stadio 43, 9-(47-70-63-40).

(%/-(U-63-40)).

AMSTERDAMNED (\*) (Hol., v.o.):

UGC Danton, & (42-25-10-30); Pathé
Marignan-Concorde, & (43-59-92-82);

v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-4256-31); Pathé Montparnasse, 14 (4320-12-06).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Le Triomphe, 3 (45-62-45-76); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40). AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-AJL): Panthéon, 9 (43-54-15-04); Les Mont-parnos, 14- (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gammont Halles, 1= (40-26-12-12); Gaum

04-67).

LE BEAU-PÈRE (\*) (A., v.a.): Epéc de Boix, 5: (43-37-57-47).

BURD (A., v.a.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57): 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-83): Pathé Hauntfeaille, 6\* (46-33-79-38): Gaumont Champs-Elysées, 8\* (43-99-04-67): Max Linder Panotama, 9\* (48-24-88-88): 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81): Essurial, 13\* (47-07-28-04): Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79): Le Maillot, 17\* (47-48-06-06): v.f.: Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33): Miramar, 14\* (43-20-89-52): Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27). A BOHÉME (Fr., v.o.): Vendôme Opêra, 2\* (47-42-97-52). CHOCOLAT (Fr.): Gaument Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet Océon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11" (43-

### DIMANCHE

CONTRAINTE PAR CORPS. (\*)
Film français de Serge Leroy
Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57);
Pathé Marignan-Concorde, 8\* (4359-92-82); Saint-Lazare-Pasquier,
8\* (43-87-35-4-3); Faramount
Opéra, 9\* (47-42-56-31); Faramount
Opéra, 9\* (47-42-56-31); Faramount
Lopéra, 9\* (47-42-56-31); Faramount
Lopéra, 9\* (47-42-56-31); Los Montparnos, 14\* (43-27-52-37); Convention
Saint-Charles, 15\*
(45-79-33-00); Pathé Clichy, 18\*
(45-22-46-01); Le Gambetta, 20\*
(46-36-10-96).
EST-IL FACILE D'ÉTRE JEUNE...
EN URSS. Film soviétique de Juris

LES FEUX DE LA NUIT. (\*\*) Film américain de James Bridges, v.o.: Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-25): UGC Dantoo, 6\* (42-25-10-30): UGC Erminge, 8\* (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2\* (42-36-83-93): UGC Montparausse, 6\* (45-74-94-94): UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40): UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44): UGC Convention, 15\* (45-74-93-40): Images, 18\* (45-22-47-94). FLIC OU ZOMBHE. (\*) Film américain de Mark Goldblatt, v.o.: Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); George V, 8\* (45-62-41-46): v.f.: Rex, 2\* (42-36-83-93); Pathé Français, 9\* (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille,

DE BRUIT ET DE FUREUR (\*\*) (Fr.):
Gammont Let Halles, !\* (40-26-12-12);
Reflet Loges II, 5\* (43-54-42-34); Gammont Parnasse, 14\* (43-35-30-40).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Club Gau-mont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97).

EDDIE MURPHY SHOW (A., VA.): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

V. 8 (45-62-41-46). V. 8' (43-62-41-46).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):

Clumy Palace, 5' (43-54-07-76); 14 Juillet Parnasse, 6' (43-26-58-00); UGC

Biarritz, 8' (45-62-20-40).

FRANTIC (A., v.o.): George V, 8\* (45-62-41-46); Bicaventic Montparanesse, 15\* (45-44-25-02).

41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): UGC Danton, 6" (42-25-10-30); George V, 8" (45-62-41-46): La Bastille, 11" (43-54-07-76): Sept Parnassicas, 14" (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Cinoches, 6" (46-33-10-82); Publicia Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23): Bienventle Montagransse, 15" (45-44-25-02).

LIAISON FATALE (") (A., v.o.);

v.d.): Lucerusire, 6: (45.44.57.34).

MANIAC COP (\*) (A., v.d.): Forum
Orient Express, 1st (42.33.42.26): UGC
Normandie, 8: (45.63-16.16): v.f.: Rex,
2: (42.36.83.93): UGC Montparnasse,
6: (45.74.94.94): Paramount Opera, 9:
(47.42.56.31): UGC Lyon Bastille, 12:
(43.43.01.59): UGC Gobelins, 13: (43.36-23.44): UGC Convention, 15: (45.74.93.40): Images, 18: (45.22.47.94).

MATADOR (\*) (Esp., v.d.): Studio 43,

MERE TERESA (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5: (43-37-57-47); Le Triomphe, 8-(45-62-45-76); v.f.: Convention Sains-Charles, 15 (45-79-33-00).

LA MÉRIDIENNE (Suis.): Cisé Beau-bourg. 3° (42-71-52-36); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); La Pagode, 7° (47-05-12-15); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); 14 Juillet Bastillo, 11° (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrossile, 15° (45-75-79-79).

MILAGRO (A., v.o.): Gaumont Las Halles, 1" (40-25-12-12); Publicis Saint-Germain, 6" (42-22-72-80); Pathle Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); Gaumont Parnase, 14" (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); v.f.: Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Miramar, 14" (43-20-89-52).

MON PERE C'EST MOI (A., v.n.): George V. 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

NEUF SEMAINES ET DEMTE (\*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). L'OEUVRE AU NOIR (Fr.-Bal.) : UGC

Odéon, 6. (42-25-10-30). POLICE ACADEMY 5 (A., v.o.): Forum Art-co-Cicl, 1" (42-97-53-74); Pathé

Arcen-Ciel, 1" (42-97-53-74); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); v.f.: Rex., 2" (42-36-83-93); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Fanvette Bis, 13" (43-31-60-74); Mistral, 14" (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14" (45-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

### LES FILMS NOUVEAUX

CONTRAINTE PAR CORPS. (\*)

Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); La Pagode, 7° (47-05-12-15); Gammont Ambasade, 8° (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Gammont Parmasse, 14° (43-35-30-40); Gammont Alésia, 14° (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Le Maillot, 17° (47-

48-06-06); v.f.: Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN

HALANCE MAMAN HOUS BU TRAIN
(A., v.o.): Forum Arcen-Ciel, 1" (4297-53-74); Pathé Hautefeuille, 6" (4633-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8"
(43-29-92-82); Sept Parmassiems, 14"
(43-20-32-20); v.f.: Pathé Impérial, 2"
(47-42-72-52); Les Nation, 12" (43-4304-67).

EN URSS. Film sovictique de Juris Podnicks, v.o.: Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76)

LES FEUX DE LA NUIT. (\*\*) Film

57-90-81); Fauvette, 13\* (43-31-56-86); Ganmont Alfaia, 14\* (43-27-84-50); Les Montparnos, 14\* (43-27-52-37); 14 Juliet Beaugymelle, 15\* (45-75-79-79); Trois Secrétan, 19\* (42-06-79-79). CRY FREEDOM (Brit., v.o.): Saint-Michel, 5 (43-26-79-17).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Les Trois Balzac, \$ (45-61-10-60); v.L.: Saim-Lazare-Pasquier, \$ (43-57-35-43).

EL DORADO (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; UGC Normandia, 9 (45-63-16-16). EMPIRE DU SOLEIL (A., v.a.) : George

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Uto-pia Champollion, 5\* (43-26-84-65). GÉNÉRATION (Fr.) : Entrepôt, 14 (45-

GÉNÉRATION (Fr.): Emreph, 14r (45-43-41-63).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Gaumont Les Halles, 1r (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6r (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 3r (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8r (47-20-76-23); Gaumont Alésis, 14r (43-27-84-50); Kinopanorama, 15r (43-06-50-50); Pathé Mayfair, 16r (45-25-27-06); v.f.: Gaumont Opéra, 2r (47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2r (42-36-83-93); Les Nation, 12r (43-30-04-67); Fauvette, 13r (43-31-56-86); Miramar, 14r (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15r (48-22-46-01).

46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Lucernaire,
6' (45-44-57-34); George V, 8' (45-6241-46).

LIAISON FATALE (\*) (A., v.e.): George V, 8 (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (IL., v.o.): Leceraire, 6' (45-44-57-34).

12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-06); Gaumont Conven-tion, 15\* (48-28-42-27); Pathé Cli-chy, 18\* (45-22-46-01); Trois Secré-tan, 19\* (42-06-79-79); Le tan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JUILLET EN SEPTEMBRE. Film français de Sébastien Japrisot; Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 9º (43-08-62); Les Nation, 12º (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13º (43-31-60-74); Pathé Montparasse, 14º (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01). (45-22-46-01).

LIRE. Film français de Gérard Coe-rant : Studio 43, 9 (47-70-63-40). PUBLIVORE. Film français de Jean-

Marie Boursicot: Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-36); Les Trois Luxembourg. 6º (46-33-97-77); Sept Parmensions, 14º (43-20-32-20). THE GATE. Film canadien de Tibor THE GATE. Film canadien de Tibor Takacs, v.o.: Forum Horizon, 1\* (45-08-51-57); UGC Ermitage, 8\* (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2\* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94); Maxwilles, 9\* (47-70-72-86); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15\* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19\* (42-06-79-79).

POWAQQATSI (A., v.o.): Trois Parsas-siesa, 14 (43-20-30-19). LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (\*) LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (\*) (Fr.): Forant Arc-en-Ciel, l\* (42-97-53-74): Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-99-92-82): Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31): UGC Lyon Bartille, 12\* (43-3-01-59): Parvette, 13\* (43-31-56-86): Mistral, 14\* (45-39-52-43): Pathé Montparnesse, 14\* (43-30-12-06): Convention Saint-Charles, 15\* (45-79-33-00): Pathé Wepler, 18\* (45-22-46-01); Le Gambetta, 20\* (46-36-10-96).

LES PYRAMIDES BLEUES (Fr. Mex.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). LE QUATRIÈME PROTOCOLE (Brit., v.o.): Gaumont Ambassade, \$ (42-59-19-08); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Bretagne, 6 (42-22-57-97).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.c.): 14 Juillet Parmaste, 6 (43-26-58-00). SEPTEMBER (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5\* (46-34-25-52).

Harpe, 5' (46-34-25-52).

LA SORCIÈRE (IL-Fr., v.o.): Forum Horizon, 1=' (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6' (46-33-79-38): UGC Champa-Elysées, 8' (45-62-20-40); La Bastille, 11' (43-54-07-76); Trois Purassiens, 14' (43-20-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79); v.f.: UGC Montparnasse, 6' (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8' (43-87-35-43); Pathé Français, 9' (47-70-33-88); Les Nation, 12' (43-43-04-67); Fauvetta, 13' (43-31-56-86); Mistral 14' (45-39-52-43); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27); Le Maillot, 17' (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01). 22-46-01).

THE RITCHEN TOTO (A., v.o.): Forum Oriem Express, 1\* (42-33-42-26): Pathé Hautefeuille, 6\* (46-33-79-38): George V, 8\* (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14\* (43-20-32-20).
TWIST AND SHOUT (Dan., v.o.): Epéc de Boia, 5\* (42-17-57-47). UN ENFANT DE CALABRE (IL-Fr.,

v.o.): Lucernaire, & (43-44-57-34).
UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Odéon, & (42-25-10-30): UGC Rotonde, & (45-74-94-94); UGC Biarritz, & (45-62-20-40). UNE NUIT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (Fr.): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : Lating. 4 (42-78-47-86). URGENCES (Fr.): Cinoches, 6 (46-3)-10-82).

LA VIE EST BELLE (Bei-zairois): Stu-dio 43, 9 (47-70-63-40): Sept Parma-sions, 14 (43-20-32-20). siens, 14 (43-20-32-20).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74); 14 Juillet Odéon. 6" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); George V. 8" (45-62-41-46); Puramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Les Montparaos, 14" (43-27-84-50); Les Montparaos, 14" (43-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 19" (45-75-79-79)

VILLE ÉTRANGÈRE (Fr.) : Studio 43. 9 (47-70-63-40). MATADOR (\*) (Esp., v.o.): Studio 43.
9 (47-70-63-40).

WALL STREET (A., v.o.): Elysées Lincoln, & (43-59-36-14). Informations



-41



# Informations « services »

# Sparies' 120 for all right contained to the sparies of the second second

papaball); 14 Julier gegentli : La Tigeta, to Authomotic, &

ignocedia, 1 je (48. Mailiot, 1 je Manadut Cheles, 3

於法律

FILMS NOUVEAUX

SHART EN SPPIFHERE IS

Property of Schooling Street Property of the Control of the Contro

(45-25-00) Part of the ball of

Since. State Seating to the service of the seat of the

MARRIAN DI SAVO

WWAMHON SHIP

**LE CONTRIFTAD** ER HORSES HI

THE STREET STREETS

A STATE OF THE STA

THE PARTY OF

Miles Androin

tie bei bie ber ber bie be

W + 47 7 1 1

M 488 881 841

100 A 2 B

MARKE II

was the ...

500 500 491 1H + 41 4RE

Marine and a second

me at a since agent and f

Ritter ber S. Teiler in fin. in

E MATE. I., -

Harry (a 140 to 172) Cannon to the total for Diamache: cette journée ne sera pes digne d'un mois de juillet. Ce ne sera pes le soleil et la chaleur qui domine-ront, mais les mages, la pluie, le vent et des températures basses. Seule la Corse-fera exception, le ciel sera bleu et le thermomètre y atteindra lea 25 os 26 deserés Composite Charles and the last control of the Composite of the control of the con

De la Bretagne et des Charentes au Nord-Ficardie, la pluie du matin sera remplacée, potit à petit, par un temps variable où les nombreuses averses ne sseront que peu de place aux éclair-

AND TO LINAMBIE TO IS COLUMN IN Dates to (42.20 to qu) Sur les régions s'étendant de l'Aqui-aine an nord-est du pays, le scénario 

TEMPS PREVULE 03.07.88

sora inversé. Les échircies matinales devront s'incliner devant la phoie. Et le duerre pourra se faire entendre.

Des Pyrénées aux Alpes et au pour tour méditerranéen, les musges seront assez nombreux en début de journée, ils occasionneront d'ailleurs des ondées. Mais, an fil des heures, le soleil se most trera un peu plus généreux et les ondées se cantonneront aux Aipes.

Le vent d'onest sera fort, en partien-lier sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, où les rafales pourront attaindre les 80-90 km/h.

Vent assez fort également sur to ortié nord du pays.

Les températures au lever de jour varieront entre 10 et 17 degrés du nord aux côtes méditerranémes. L'aprèsmidi, le thermomètre sera le plus souvent entre 17 et 20 degrés. Il n'y auxa que près de la Méditerranée que l'on dépassera les 20 degrés. nera les 20 degrés, SITUATION LE 2 JUILLET 1988 A 0 HEURE TU

LEGENDE

- macrimin

A PARTIE

The Committee

ON COLUMN

In 02-7-1988

LOS ANGELES ... 24 18 N LUCENDOURG ... 21 9 C MADRID ...... 24 14 D

MONTEGAL 17

MOSCOU ...... 30 NAPROM ..... 13

NEW-YORK ...... 22 05.0 ...... 36

TOKYO...... 27 29

T

26 17

\*

VENE .

P

104

DEBUT DE

MATINEE

PRÉVISIONS POUR LE 4 JUILLET A 0 HEURE TU

TEMPÉRATURES maxime - minima et temps observé

ÉTRANGER

MARCHIONE ..... 29 17 RELORADE ..... 22 21 RELLIN ....... 29 15

BOUXPLES ..... 23 10

GENÈVE .....

35 25 23 10

26 16 23 16

0

OUNTE

Valence supplement probabilities supple

le 01-7-1988 à 6 heures TU et le 02-7-1988 à 6 heures TU

FRANCE

CARN 18 9
CRECIOCRES 16 10
CLECKONFERER 22 13
DUON 21 9
GREGORE SAME 24 14

1900GB ...... 21 10

LYON 25 13
HARSEILENAR 26 16
MANCY 22 10
NAMIES 19 11

512A5900RG .... 23 12

B

CHANGE OF

C

SI-EUDONE.

A

ATCESC

pour les enfants. - IV. Lieu de travail. - V. Donner de la force. Morceau d'ouverture. 🗕 VI. Faire de nou-veau. Peut se aire dans les champs. - VIL Abréviation. Ruminent en Sibérie. Des choses sans importance. - VIII. Est par-fois étoilé. Un foyer qui peut XIII XIII charme. Boot de bois. Possessif. -TIV IX. On en faisait

des pots. Une des Cyclades. Un bon fromage. - X. Pas modifié. Est plus fort qu'un suisse quand il est d'Auvergne. Comme un prénom. XI. Moment on l'on sort des sommes. Quand il est droit c'est le second, Tient bien la bouteille. XII. Qui a donc l'air d'un corniand. Peut être mise dans le même panier qu'une duchesse, - XIII. Traitée qu'une dischesse, — XIII. Ifalice comme un arbre fruitier. Sort du Jura. Début de réaction. — XIV. Redevient neuf quand il arrive au bout. Flottante, c'est un chef-d'œuvre en péril. — XV. Fournit un très bon jus. Est utilisé par bouts.

### **VERTICALEMENT**

I. En avant, marque un net progrès. Sens aucun rapport. - 2. Dix. sur dix. Muse ou papillon. Quatre termes. — 3. Reptile dont certains font tout un plat. Signe de la croix. — 4. Travaillent dans des cabines. Son ean se boit goutte à goutte. — 5. Pronom. Allure. Ce n'est pas de l'essence ordinaire. — 6. Pour la troisième personne. Sortie d'enfants Reste au fond de la pièce. Symbole pour un métal léger. — 7. Qualifie un quartier où l'on pouvait faire des folies. Reste sans connaissances. -8. Se reconnaît à ses mâchoires quand elle est anglaise. Certains allaient y chercher un peu de

est triste. - 15. Vis. On peut y aller à pied. Réserve de malices. Sur laquelle en pouvait compter. Solution du problème et 4777 Horizontalement L Balayours. - II. Icare. Rés.

1. Bicope. Ader. - 2. Acarillare. -3. Lad. Gier. Pt. - 4. Arctes. Epar. - 5. Yea. Oort. GL - 6. Canne.

# Le Carnet du Monde

M= William Bernard,
M. Jacques Bernard,
M= Danielle Hermes

at leurs filles Hemali et Anne.

lears enfants of petits-enfants,
Mario-Louise Gerber,
Mario-Louise Merel,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. WESS BERNARD, officier de la Légion d'houseur, croix de guerre 1914-1918.

oncie, grand-oncie, arrière-gra comin a best-trère,

ringi-negvičane samée.

ont le grand regret de faire part du décès accidentel és

Jess CHARPANITER.

- Le hureau de l'association Les res

dernières band cette qualité.

**MOTS CROISÉS** 

### PROBLÈME Nº 4778 HORIZONTALEMENT

L Ouvrir la bouche pour ne rien dire, Retourne purtout où elle paste. II. Une grosse bombe. Des spécialistes qui s'intéressent aux bruits. - III. Un impair pour ceux qui veulent faire leurs preuves. Jourdain dans le Gers ou la Vienne. Prétexte

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

s. La moitié de rien. - 9. Qui fait donc beaucoup cracher. Etsient adorés en Scandinavie. Qui n'a donc rien d'hérolène. — 10. Pent marquer la surprise. Préposition. A l'origine d'une confédération. — 11. Qui peu-vent chavirer. — 12. Grande, an Brésil. Une Belge qui ne nous dit vrai-ment rien. - 13. Pent être assimilé à une mise su point. Deuxième d'une série. Une forme de commerce. ~ 14. Une vieille vache. Quand on le dit jolie, c'est souvent parce qu'elle

III. Cadence. - IV. Er. Asti. V. Pigeon. Us. — VI. Saisons. — VII. Té. Réale. — VIII. Arrêt. Lu. — IX. Dé. Têts. — X. Page. Tu. — XL Retriever.

Tee. - 7. Ures. Saic. - 8. Ré. Tu. Lutto. - 9. Seriese, Sur.

et son fils Yves, M. et M Chr

st sour fines remain et Amse,
Les cufants, petits-enfants et arrièrepetits-enfants de feu le pasteur et
Me Eddy
Et France Bernard,

ses enfants et sa petite-fille, M= Elsie de Watteville, Le pasteur et M= Houri Gerber,

see cufants, petits-cofants et arrière Ainsi que les familles parentes et

er très cher époux, père, grand-père

nevene le 20 juin 1988, dans sa quatro

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, creme Eugène Pitterd, 1206 Geodre

- Le président de la Fédération MRG 94

Le burere de la Fédération L'ensemble des militants,

ancien président de la Fédération, ancien secrétaire national du MRG, constiller remissional du MRG,

le 27 juin dernier.

a le grand regret de faire part du décès accidentel, le 27 jain dernier, de son président-foulateur

Jean CHARPANTIER

Nos aboanes, beneficiant d'une réduction sur les insertions du - Carnet du Monde -, sont priés de joindre à leur empl de texte une des

 M= vouve Roger Sechand,
 M. Xavier Perreau-Saussine, M. Xavier Perrens Sansaina, M. et M<sup>®</sup> Joan-Pierre Careso et leurs enfants, Dominique et François Perrens-

M. et Mª Jean Dun M. et M. Philippe Sechand

s enfants, et leu Ainsi que tous les parents at la douleur de faire part du décès de

PERREAU-SAUSSINE, survenu le 27 juin 1988, à l'âns de

Ses obsèques religientes se tiendront le lundi 4 juillet, à 10 h 30, en l'égise Saint-Honoré d'Eyhau, place Victor-Hugo, Paris-16°, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 juillet au classière Saint-Lion de Bayenne (Pyrénées-Atlantiques), précé-dée d'une bénédiction en la chapelle du funérarium de Bayonne, 19, rue de Bal-tet, le même jour, à 10 h 15.

Le présent avis tient lieu de faire-

Distriction Provides Sand 16, res de Montembet, 75116 Paris. François Perroau-Saussine, 81, rue de l'Université,

75007 Paris.

Soutenances de thèses Université Paris-VIII, le landi 4 juillet, à 14 houres, à Saint-Denis, salle G 201, M. Robert Remard : - Etude 6co-

nomique, juridique et psychosociologi-que sur une résidence du 3º âge : l'unité

retratte ».

Université Paris-I : le mardi 5 juillet, à 16 h 30, salle C 2204 au centre

P. Mandès France, M. Eric Revel :

Effet des mesures des plans de stabilisation du FMI sur la répartition des revenus. Deux exemples : la Côte d'Ivoire et le Sénégal ».

 Université Paris-I : le mercredi
 6 juillet, à 14 h 30, salle des commissions (centre Panthéon), Mª Blandine
 Cordier : «Le renforcement des fonds propres dans les sociétés anonymes ».

propres dans ses societes anonymes ».

" Université Paris-III : le vendredi
8 juillet, à 13 h 30, salle Bourjac,
M" Azira Soliman : « Le mythe
d'Edipe dans l'antiquité méditerranéeune (Egypte-Grèce) et quelques-uns
de ses prolongements littéraures français
et égyptisus : rapport entre la finérature
et le social ».

" Il niversité Paris-V René-

- Université Paris-V René-Descartes: le vendredi 8 juillet, 8 14 heures, salle Louis-Liard, Mª Amick Le Guerer: «Le sang et Penceas. Essui anthropologique sur Podeur et l'odorat.».

# Communication

Après le rachat de Média par le Groupe de la Cité

# M. Willy Stricker remplace M. Alain Lefebvre à la tête du groupe

président, vient de connaître une presuent, vient de comaitre une petite révolution de palais. L'assem-plée générale du groupe, le mercredi 29 juin, a mis fin aux fonctions d'administrateur et de président de M. Alain Lefebvre.

Le nouvean PDG du groupe est
M. Willy Stricker, également PDG
du groupe Express. Une situation
qui pourrait sembler claire puisque
depais fin mai, le groupe Média est
passé sous le comrôle du groupe de l'avenue Hoche.

En fait, cette nomination met fin à un conflit larvé qui prend sa a un comit nave qui prens sa source dans la création, en février, du Groupe de la Cité. Celui-ci ras-semble la Générale occidentale, maison mère de l'Express et des Presses de la Cité, et CEP Communication (le Monde du 17 février).

Quelques semaines auparavant, M. Alain Lefebvre avait cédé le groupe Média (Biba, Enfants magazine, le Journal des petits malins, le Guide de l'enfant et le gratuit Premier sourire-Enfants magazine) aux Presses de la Cité pour 50 milanx Presses de la Cite pour 30 mil-lions de francs, Pour M. Bruno Rob-mer, alors PDG des Presses et de l'Express, et M. Lefebvre, il était question que Média devienne le pôle resso-magazine du groupe. La création impromptue du Groupe de la Cité, en février, bouleverse les choses. M. Rohmer démissionne d'ailleurs de son poste de président des Presses et de l'Express.

M. Willy Stricker, un proche de M. Ambroise Roux, président de la CGE, dont dépend la Générale occi-dentale, lui succède aux commandes de l'Express. La stratégie est modi-

Le groupe de presse Média SA. fiée : c'est l'Express qui devient le fondé en 1975 par M= Elisabeth et pôle presse-magazine du Groupe de la Cité. Le groupe Média est alors la Cité. « Le groupe Média est alors devenu un simple satellite, s'insurge M. Lesebvre. Plus question de développement dans le secteur des magazines. J'avais pourtant quinze dossiers de projets sur mon bureau. L'accord passé avec M. Bruno Rohmer était bloqué. » Pour M. Strioker, il n'en va pas de même. « Le groupe Média est sous la dépendance de l'Express, lui-même filiale de la Générale occidentale, noto-t-il, en tant qu'actionnaire à 100 %, c'est à nous de définir une stratégie.

Un problème demeure cependant, En cédant Média, M. Lefebvre avait conservé un bimensuel professions Cosmetic News, créé en septembre 1986. Une promesse de vente avait été simplement signée. Aujourd'hui, démis de ses fonctions d'administrateur et de président de Média, M. Lesebvre estime être un droit de garder ce titre. Du côté du groupe Express, on sy refuse, « la promesse de vente de Cosmetie News ayant été matérialisée en mars ». CEP cte materialisee en mars. CEP Communication, le partenaire de la Générale occidentale présidé par M. Christian Brégou, s'intéresse en effet à ce titre professionnel qui occupe le créneau encore inexploité des parfumeurs et cosméticiens.

M. Lefebvre conteste la concrétisation de la veute de Cosmetic News, « qui dépend non pas de Média mais d'une société que je contrôle avec mon épouse ». Les responsables du Groupe de la Cité affirment, quant à eux, que la vente est bel et bien réalisée. Ce sera aux avocats de trancher.

pour le groupe de M. Robert Her-sant, dont la Société du journal télé-phoné avait développé de monbreux services, allant de l'information à la

vulgarisation scientifique, sans

oublier les « répondeurs érotiques ». Salon différences estimations, la Société du journal téléphoné règnait sur 35 % à 40 % du marché, et repré-

sentait des ressources non négligea-bles pour le groupe de communica-tion de M. Hersant. Cette situation

YVES-MARIE LABE.

Les P et T décident l'arrêt du kiosque téléphonique 3669

# Le « téléphone rose » supprimé

téléphoniques «chandes» devront dorénavant s'en passer ; le kiosque dorénavant s'en passer : le kiosque téléphonique « ross », dont le numéro d'appel était précédé du préfixe 3669, est en effet arrêté depuis le 30 juin. Un communiqué de France Telecom, en date du le juillet, indique que l'arrêt de mort signifié à cette « téléconvivialité » (de nombreux correspondants pouvaient converser sur une même ligne grâce à un artifice technique des aerveurs téléphoniques) bénéfides servours téléphoniques) bénéfi-ciera cependant d'un délai a cross mois de sursis.

A partir da 1s octobre, les P et T cront les contrats passés avec les fournisseurs de ces lignes «roses» qui persisteraient à les conserver. Ce sera au Comité consultatif des kioques télématiques et téléphoniques (comprenant édi-teurs, représentants des serveurs, etc.) de décider des résiliations.

Les services téléphoniques précédés du numéro 3669, mais qui ne servaient qu'à donner la météo, l'état des routes, etc. ne seront fermés que le 1" juillet 1989.

La fin de cette expérience de kiosque téléphonique « rose », qui s'était développée parallèlement aux mes-sageries érotiques du minitel, repré-sente un coup dur pour les fournis-

dominante du groupe Hersant sur le kiosque téléphonique avait d'ailleurs conduit la Fédération nationale des radios répondeurs (FN2R) à porter plainte contre cette société (le Monde du 22 juin). Les négociations entre les P et T et les fournisseurs de services ont

pourtant porté leurs fruits. La suppression du kiosque téléphonique 3669 acquise, il reste à poursuivre l'expérience de manière différente. Ainsi, un nouveau kiosque téléphonique portant le préfixe 3665, et con-vrant l'ensemble du territoire, sera mis en service entre septembre 1988 et avril 1989. Le changement de préfixe devrait donner une vitalité nouvelle et une meilleure image de marque au kiosque téléphonique. Y-MAL.

m Motion de défirmes contre la

### M. Christian Guignot nommé PDG de l'IFOP

M. Christian Guignot, ingénieur conseil et associé du groupe de conseil d'entreprise Bossard Consultant, vient d'être nommé PDG de l'IFOP. Il remplace à ce poste M= Sophie Riboud, veuve de l'ancien PDG Christophe Riboud, décédé l'un dernier, qui devient viceprésidente de l'institut de sondages. L'IFOP, dont le chiffre d'affaires 1987 est de 41 millions de francs, est passé récemment sous le contrôle majoritaire de Bossard Consultant, létenteur de 60 % du capital.

Ce rapprochement avec l'IFOP doit permettre au groupe Bossard (526 millions de francs de chiffre d'affaires l'an dernier) de développer des activités complémentaires et de se renforcer au plan international. L'équipe de direction de l'IFOP - dont le directeur général est M. Jean-Paul Dayan - doit d'ail-leurs être élargie prochaînement.

groupe de presse Sud-Ouest et TF1 ont signé la 30 juin 1988 l'accord d'application de la convention de correspondance passée entre la pre-mière chaîne de télévision et une dizaine de groupes de presse régionaux. Un journaliste TV et une équipe technique issue d'une filiale du groupe bordelais Maximum Video fourniront en exclusivité à TF1 mille exemplaires, relatent les neuf images, commentaires et reportages sur les huit départements de la zone de diffusion de Sud-Quest et de ses fournaux associés. L'accord act conclu pour quatre ans.

# **EN BREF**

direction de l'information de FR 3. Les journalistes de la rédaction nationale de FR 3 (« Soir 3 » et « 19-20 »), réunis le vendredi 1" juillet à l'appel de la CGT, de la CFDT et du SNJ, ont voté une motion de défiance à l'égard de la direction de l'information de la chaîne. Celle-ci, affirme la motion, « a brisé en dichuit mois l'image de l'information de ses personnels ». Les syndicats demandent en conséquence au président de la société. M. René Han. d'envoyer « un calendrier da négociations sur l'information pour la sortie du mauvais pas où elle se trouve ». Le directeur adjoint de l'information, Gérard Saint-Paul, a déclaré à l'AFP avoir réalisé au contraire « un travail ouvert, pluraliste et honnête. La chasse aux sorcières n'est pas Ouverte, mais on tire avent a. Un numéro spécial du Sport.

- Las journalistes du quotidien le Sport, dont la suspension de paru- Accord Sud-Ouest-TF1. - Le lion a été décidée par se direction le 28 juin, ont fait paraître le 14 juillet un numéro spécial de quatre pages an noir et blanc intitulé « Les grandes équipes ne mourent jamais ». «Le Soort disparaît momentanément des étalages des journaux, peut-on y lire. En attendant qu'il y revienne, ce mini-journal a pour but de vous dire à bientôt. » Ces quatre pages, tirées à premiers mois d'existence du journal et font état du soutien du milieu sportif et de celui de l'Union syndicale des journalistes sportifs de

Mass biet!

Signature est

# Régions

Un sondage pour « le Monde » et les Caisses d'épargne

# Les nouveaux maires

L'Institut CSA a réalisé, pour le Centre national des caisses d'épargne (CENCEP) et le Monde, un sondage auprès des maires des com-munes de plus de deux mille habitants (1) sur le thème - Le métier de maire dans la mutation économique ». Ses conclusions rejoignent sur dusieurs points celles d'un précédent sondage, effectué aussi pour notre journal, dans lequel il était demandé aux Français d'apprécier le fonctionnement des services locaux (ie Monde daté 19-20 et 26-27 juin). Elles permettent de dresser une sorte de portrait-robot des plus sont des professionnels, très préoccupés par les problèmes économiques, qu'ils traitent de l'açon réaliste mais très prudente.

40 % des maires sont occupés à plein temps par leur fonction municipale, 47 % à mi-temps. Mais le plein temps est la règle pour 72 % des maires des villes de plus de vingt mille habitants. D'où cette revendi-

L'amélioration de la circulation ntomobile ..... 

La formation professionnelle . . . . . . . .

L'aide aux écoles Le télévision per cêble

Les trensports en commun ......

Les crèches, garcierles Les maisons de retraite

Priorité à l'aide sociale

et à l'action économique

qui viennent, pouvez-vous me dire, dans checun de ces secteurs. si vous pensez que le montant des crédits à consentir per votre com-

mune ve augmenter, ve diminuer ou va rester atable.

QUESTION : Si vous pensez à ce qui ve se passer dans les années

A noter que la TV par câble est plus souvent citée comme un secteur

dans lequel les crédits vont augmenter par les maires des communes de plus de 20 000 habitants (55 %), de même que les transports en commun

Ce sondage a été réalisé du 6 au 13 juin 1988 suprès d'un

échantillon national de 501 maires, représentatifs des maires des communes de plus de 2 000 habitants. Rappelons que sur

700 habitants, et 6 621 de 700 à 2 000 habitants.

cation prioritaire pour 54 % d'entre eux : il faut mettre en place un statut de l'élu local. En outre, 86 % des maires pensent que, lors des élec-tions municipales, ils seront jugés sur la qualité de leur gestion, et 7 % sculement sur leur étiquette politi-

### Le discours de l'entrepreneur

Si tous les maires estiment que tous les crédits d'intervention sont appelés à augmenter dans les prochaines années, une large majorité d'entre eux pensent que cette augmentation s'appliquera surtout aux budgets d'aide sociale et économiques. Avec en conclusion une priorité : l'aide aux entreprises et à la création d'emploi, au prix d'un relèvement des impôts locaux, est acceptée par 51 % des

NSPT %

3

17

51

19

%

43

11

31

37

Qu'il le veuille ou non, le maire mique confronté, comme ses mancrise. Comment envisage-t-il

C'est un réaliste, et il a été conduit, même s'il est de gauche, à accepter des pans entiers du discours de l'entrepreneur. Mais il reste prudent, c'est-à-dire soucieux de respecter un certain nombre de valeurs traditionnelles on - même s'il est de droite -

Un exemple : il faut aider les entreprises créatrices d'emplois, mais comment? D'abord, par des allégements d'impôts, la création de zones industrielles ou la mise en place d'activités de formation, mais on restera très circonspect lorsqu'il faudra envisager d'entrer dans le capital d'entreprises pri-

Dans un antre sens, si l'action est donc devenu un agent écono- économique est prioritaire pour la majorité des maires, elle l'est dants, aux difficultés nées de la moins que l'aide sociale, qui met en œuvre les actions de solidarité.

> Le fameux débat sur la privatisation ou non des services publics suscite aussi des réactions très révélatrices. Globalement, les maires resteut très majoritairement favorables à une gestion publique ou semipublique des services de la commune. Toutefois. l'idée d'une prise en charge par les entreprises privées, relayées éventuellement par une société d'économie mixte, fait son chemin, en particulier dans des secteurs plus gouveaux: télévision par câble, transports modernes, téléalarme... Et, sur ce point, les maires paraissent, en général, plus < audacieux > que leurs adminis-

Même démarche contrastée enfin pour ce qui concerne l'attitude des responsables municipaux vis-à-vis des établissements financiers auxquels ils font appel, dont ik estiment, presque unanimoment (pour 90 %), qu'ils « comprennent assez bien leurs besoins ». Mais, preuve d'audace. si 79 % des maires se déclarent prêts à emprunter sur les marchés européens, 70 % d'entre eux, marque de prudence, préfèrent, parmi les produits qu'on leur propose, les prêts à taux fixe.

#### Les jeunes moins prodents

Ce sont là des réactions globales dans lesquelles les divergences politiques intervienment finalement assez peu, en tout cas beaucoup moins que les différences d'âge. En général - on s'en

serait douté - les jeunes maires (moins de cinquante ans) paraissent plus favorables aux interventions économiques, à la gestion privée et à l'utilisation de nouveaux services financiers...

L'ensemble des résultats de ce sondage a été commenté et discuté à l'issue de l'université d'été que le CENCEP vient d'organiser à La Baule à l'intention de ses cadres. Les Caisses d'épargne, qu'i ont toujours été très près du terrain et ont acquis, l'an dernier, la possibilité d'intervenir dans le secteur de l'entreprise, souhaitent, comme l'a rappelé Jean-Pierre Thiolog, président du directoire du CENCEP, confirmer leur vocation de « banquiers de l'économie locale -. Elles out pour cela le plus grand besoin d'avoir une meilleure connaissance des soucis de leurs principaux clients. JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

## Préférence pour le public

QUESTION : Pour chacun de ces secteurs, préférez-vous qu'il soit suré per le service public, ou préférez-vous qu'il soit assuré per une entreprise privée. Ou encore per une société d'économie mixte ?

	Public	Priváe	Économie mixte %	MSPP %
	%	%		
Cantines sociaires	65	20	11	4
Distribution de l'eau	46	37	14	3
Télévision per câble	18	37	14	31
Maisons de retraite	52 53	24	18	6
Enlèvement des ordures ménagères	53	35	[ 11 ]	1
Transports dans la commune	31	39	14	18
Aide aux personnes âgées à domicile	64 39 98	17	17	2
Télé-alarmes	39	31	1 14	16
Etat civil	98	3	1 1	-
Piscine	58	19	111	12
Crèches, gerderies	69	11	l ii l	9

Si l'on ajoute la réponse « entreprise privée » et la réponse « économie mixte », on s'aperçoit que plus d'un maire sur deux préfère aujourd'hui une « démunicipalisation », totale ou partielle, de la gestion des services transports, distribution de l'eau et TV par câble.

Les sympathies politiques des maires jouent ici beaucoup. Concernant par exemple les cantines scolaires, 94 % des maires PC sont attachés à leur gestion publique, de même que 77 % des maires PS. S'agissant des trans-ports dans la commune, 26 % des maires communistes sont favorables à leur gestion privée, et 16 % à une gestion par une entreprise d'économie

La taille de la commune influe aussi. Les maires des communes de plus de 20 000 habitants sont plus attachés à une gestion publique des cantines scolaires (83 %), des maisons de retraite (62 %), de l'aide aux personnes àgées (76 %), des télé-alarmes (59 %), des piscines (76 %), des crèches et garderies (83%).

#### Il faut aider les entreprises

QUESTION : D'après vous, dans les années qui viennent, p vous que votre municipalité devra plus intervenir pour aider les entreprises et l'emploi au niveau local, même si cela coûte un peu ilus cher aux habitants en impôts locaux ?

OUX	NON	Ne se prononcent pas 4 %

#### QUESTIONS : Sous quelles formes ?

	Qui %	Non %	NSPP %	Total
Création de zones industrialies	86	13	1	100
Aide aux entreprises en difficulté	45	51	4	100
Mise en place d'activités de formation Attribution d'allégements d'impôt ou d'aides aux entreprises venent	74	22	4	100
s'installer dans la commune	89	10	1	100
Garanties d'emprunt	51	44	5	100
le capital d'entreprises privées	19	77	4	100

Cette question apère un clivage entre deux parts à peu près équivantes de l'échantilion national de maires. Les plus convaincus de la nécessité de l'intervention des communes en faveur des entreprises et de l'emploi, füt-ce au prix d'une augmentation des impôts locaux, sont les maires socia-listes (71%), plus que les UDF (55%), RPR (45%), sans étiquette (45%) ou PC (42%).

Les maires des communes de plus de 20 000 habitants sont également plus acquis à cette évolution (59 %), ainsi que les maires les plus jeunes (59 % des moins de cinquante ans).

## AUVERGNE

Montluçon se fait connaître

Vallée de Montiucon Développement, est use nouvelle structure destinée à accueillir les entreprises nationales et internationales, qui vient d'être créée dans l'Allier par la ville de Montiuçon, la chambre de commerce et d'industrie de Montlucon-Gaznat et onze petites villes ou villages de la région.

Montluçon (60 000 habitants) a ainsi choisi selon son maire Pierre Goldberg (député PC) de dépasser les clivages politiques « pour devan-cer les adaptations économiques, sociales et culturelles ».

Un cabinet de conseils parisiens est chargé d'une campagne nationale et internationale de promotion destinée à mettre en valeur le savoirfaire de ce vieux bassin industriel qui s'est depuis ces dernières années largement modernisé et équipé.

## BOURGOGNE

Rencontre au Clos de Vougeot

Dans le château du Clos de Vougeot, en plein cœur du plus presti-gieux des vignobles de Bourgogne, 75 entreprises bourguignonnes ont reçu durant deux jours, les 15 et 16 juin, 100 acheteurs venus de Norrège, de Suède, de Finlande, du Danemark, d'Irlande, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Belgi-que, de RFA, d'Autriche, de Suisse, d'Italie, de Grèce, d'Espagne et du

Le conseil régional de Bourgogne, le Crédit agricole et la société Air France out pris en charge totale-ment ces visiteurs. Chaque entremem ces visiceurs. Chaque entre-prise bourguignonne participante disposait d'un stand où elle a pu exposer ses produits; des rencontres étaient organisées entre vendeurs et

## BRETAGNE

La ferme à saumons retardée

Le projet SALMOR d'élevage industriel de saumons en baie de

Moriaix est repoussé à l'année pro-chaine (le Monde du 23 février). Les promoteurs du premier grand programme aquacole français, des industriels du Finistère-Nord et la société norvégienne Scanfarm, ont obtenu la concession de culture marine de l'administration, mais il leur manque l'autorisation d'exploitation. La procédure d'installation classée ne devrait être terminée qu'à la mi-septembre. Or il aurait faliu que les jeunes saumons norvégiens soient mis dans leur nouvel élément AWART PARE

Maigré ce contretemps, les fines-ciers de SALMOR affirment leur volonté de créer cet élevage, qui doit se faire dans la coque d'un bateau mouillé en pleine mer, ce qui constituerait une première mondiale; et une barge de 16 000 tonnes ainsi qu'un navire ravitailleur ont déjà été

### Alcootests en fièvre Les dépistages d'alcoolémie effec-

La CGT contre un « Grand Paris »

tués en 1987 montrent que les habitants du Morbihan sont les moins sobres des conducteurs français. Sur cent automobilistes contrôlés, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), plus de quatre out franchi le seuil fatidique de 0,8 gramme d'alcool par litre de sang.

Dans sept autres départements, le pourcentage des dépistages positifs s'est révélé supérieur à 2%: Mainc-et-Loire (3,37%), Finistère (3,33%), Gers (3,03%), Côtes-du-Nord (2,73%), Vendée (2,52%), Gironde (2,43%), Ille-et-Vilaine (2,25%).

Parmi les régions qui comptent le plus faible pourcentage de conduc-teurs en infraction, le Territoire de Belfort arrive en tête avec 0,05 % de dépistages positifs. Viennent ensuite le département des Hautes-Alpes (0,07%), l'Essonne (0,08%), la Seine-Saint-Denis (0,11%) et la Lozère (0,12%).

## HAUTE-NORMANDIE

Un palais des congrès à Evreux Le conseil municipal d'Evreux (45 000 habitants), conduit par Roland Plaisance (PC), a adopté le

principe de construction d'un palais des congrès intitulé Espace de culture et de communication. Pour 50 millions de francs l'ensemble sera composé d'une saile de spectacles de 850 places, d'un auditorium de 200 places, d'une salle de danse, d'un hall d'exposition et d'un hall d'accueil. Pose de la première pierre, avant mars 1989...

Le chef-lieu du département de l'Eure manquait cruellement d'une telle structure et ne disposait d'aucuse salle de spectacle digne de ce nom, bormis un chaleureux mais trop petit théâtre à l'italienne.

L'opposition de droite et des conseillers socialistes se sont cependant opposés au projet.

## ILE-DE-FRANCE

Les projets de création d'un Grand Paria par l'améragement de la banlieue parisienne (le Monde des 29 mars, 26 avril, 10 mai, 14 juin) « sont extrémement dange-reux », proteste l'Union régionale CGT de l'Île-de-France, en dénonçant le risque encours par les élus locaux « d'être dessaisis des préro-gatives qui sont les leurs ».

L'Union régionale CGT dénonce tour à tour, dans un communiqué, « le projet Chirac de création d'une communauté urbaine autour de Paris», celui de Roland Custro conseiller de l'Elysée — sur « la reconstitution (...) de l'ancien département de la Seine » et la demande de Michel Giraud pour que le conseil régional de l'Ilo-de-France soit . l'organisme coordon

La création de nouvelles structures administratives ou urbaines autour de la notion du Grand Paris - remettrait en cause - le droit au logement et à l'emploi des travailleurs dans la région », souligne la CGT, en affirmant que « les affairistes entendent ainsi soumettre l'aménagement régional à leurs objectifs de construction de bureaux et de logements de grand standing -.

En novembre dernier, alors qu'il était premier ministre, Jacques Chirac avait chargé le préfet de la région Ile-de-France, Olivier Philip, d'étudier les conditions d'une éventuelle collaboration entre la capitale et les communes limitrophes en matière d'urbanisme

Achevé au début de l'année et remis à M. Chirac, ce document était en cours d'examen à Matignon lorsque le changement de gouvernement est intervenu. Il reviendra donc aux services du nouveau premier ministre de tirer des conclusions de cette étude, explique-t-on à la préfecture de l'Ile-de-France où, opte tenu du calendrier, on ne s'attend pas - è du nouveau - avant

## Le prix de l'entretien

Selon une étude que vient d'effectuer la Fédération parisienne du bâtiment, à partir d'une enquête dans cent vingt-trois villes des Hants-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, les communes de cette proche banlieue de Paris sont propriétaires d'un patrimoine de sept millions de mètres carrés de locaux, dont 47 % sont affectés aux enseignements on primaire et en

Mais de nouveaux genres de locaux apparaissent depuis quelques années : sportifs, culturels, parkings. Sur l'eusemble de ce pare, 13 % datent d'avant 1914, et 27 % d'avant 1942. Paraise 1922 le settime de 1948. Depuis 1982, le rythme de construction s'est considérablement

En conclusion, la Fédération du bâtiment évalue à 180 millions de francs les travaux d'entretien qui ont été réalisés en 1987, et à 550 milhous les travanx de grosses répara-tions effectués par des entreprises, ce qui ne représente que 20 à 30 % des travaux qu'il serait souhaitable

## MEDI-PYRÉMÉES

Les progrès de Toulouse

Dominique Bandis, le maire UDF de Toulouse, qui vient d'abandonner la présidence de la région Midirénées, pourra se consacrer davantage à sa ville. Il a, au cours d'un déjeuner de presse, rappelé quelques-emes de ses réalisations et de ses intontions.

Trois chiffres, scion lui, illustrent bonne santé de Toulouse : l'augla bonne santé de Toulouse : l'aug-mentation, l'an dernier, de 11 % du trafic de l'aéroport de Blagnac ; la multiplication par trois en trois ans du nombre des permis de construire cordés et la vente, l'an dernier, de 30 000 mètres carrés de bureaux avec, actuellement, un stock disponi-ble à trois mois de 20 000 mètres carrés ; la création, au cours de chacune des deux dernières années, de

6 000 emplois nouveaux. Trois projets parmi d'autres mobilisent le maire de Toulouse. Ceux, d'abord, qui sont liés à l'amélioration de la circulation et du stationne ment. Dominique Baudis espère bien inaugurer, « avant les municipales », les premières galeries de la première ligne du VAL, dont la mise en service est prévue pour 1992. Deux des ciaq parkings en construc-tion sout terminés; à terme, ce seront 3 000 places souvelles qui viendront s'ajouter aux 5 000 existant actuellement. En outre, six a parcavilles a seront installés dans le centre. Il s'agit de parcs automatiques inventés par une société de Decazeville. Des cylindres de béton enterrés dans le sol comportent qua-rante alvéoles dans lesquelles les voitures véhiculées sur un plateau sont placées ou sorties de façon entière-

ment automatique. Enfin, le « syndicat mixte technopole », créé pour harmoniser la politique des parcs scientifiques de l'agglomération, se met en place. Son bras séculier sera une société d'économie mixte animée par Jean Barcellini, ancien président pour l'Europe de Motorols

### PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Marseille gère son argent

La ville de Marseille vient de concinre avec un pool bancaire réuni sous l'égide du Crédit local de France (CLF) un accord financier pour « gérer au mieux ses emprunts nécessaires à la poursuite de ses projets et utiliser les nouvelles pos-sibilités offertes aux collectivités locales en les aux collectivités locales par la modernisation des marchés financiers », selon Pierre Rastoin, adjoint délégué aux

Marseille cherche de la sorte à optimiser la gestion de sa trésorerie en n'emprentant qu'au moment précis où les besoins d'argent l'imposent et à profiter à plein de la concurrence bancaire. En outre, à la piace d'un système de dette jusqu'à présent figé à un taux d'intérêt fixé pour une période en général longue, la ville met en place un système souple qui ajuste l'ensemble des dettes en cours au meilleur taux possible

La ville de Marseille pourra, au terme de cet accord, mobiliser 750 millions de france au moins.

### Un réseau d'observation économique

Sirius, le premier service départe-mental d'observation économique (SOE), vient d'être mis en place sur la Côte d'Azur par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Alpes-Maritimes, qui sonhaite mettre ce nouvel instrument à la disposition de tous œux, chefs d'entreprise, universitaires ou chercheurs, qui ont besoin de statistiques et d'analyses chiffrées sur les différents secteurs d'activités économiques ou les composantes socio-démographiques. Ces informations devraient également être accessibles sur minitel.

Les membres du SOE ont défini sept thèmes d'études prioritaires à mener dans le département : technopôle de Sophia-Antipolia, investissements étrangers, adéquation entre formation et emploi, filière électronique, impact des zones industrielles, services et tourisme.

Les choix et les orientations de ce service sont déterminés par un comité de programme composé de douze personnes, dont six membres de la CCI et six personnalités extérieures responsables des collectivités territoriales, des administrations comme l'INSEE ou la direction régionale de l'emploi.

La chambre de commerce et d'industrie des Alpes-Maritimes envisage de proposer son savoir-faire à d'autres départements afin de constituer an réseau national.

Cette page a été réalisée

per nos correspondents : Etienne BANZEY, Didier CORNAULE, Gebriel SHMON, Jean-Yves VIF

# le gouvernement étargit le m des medicaments pour

# l i milliarda e

virtuace of time right de quai

5 - 25 54 × 600 The fact care is a material Para tara 🙀 🗯 Partie - Colonia de 🏕

 $17(x_1,\cdots,y_{r+2})$ 

7 mar.

Strice in Labonal W and transparing her

y alika - 4 dip angregelije i

7-11-10 M. S. SERVICE CO. III

# **Economie**

SOCIAL

# Le gouvernement élargit le remboursement des médicaments pour maladies graves

Choisissant la prudence, comme on le prévoyait, le gouvernement n'est finalement revenu que sur une partie du « plan Séguin » d'écono-

Le vendredi 1º juillet, M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale a annoncé qu'il proposcrait d'étendre le remboursement à 100 % des soins aux personnes - souffrant de plusieurs affections et dont l'état de santé nécessite des soins réguliers et coûteux », de rétablir le remboursement à 100 % des médicaments à vignette bleue pour les - grands malades : atteints d'une maladie longue et grave prise en charge à 100 %, lorsque ces médicaments sont prescrits pour le traitement de cette affection. Enfin, mesure annexe, il a estimé nécessaire de supprimer le système d'ordonnances spécifique utilisé pour les prescriptions concer-

la plus large portée, puisque 1 965 000 personnes bénéficient actuellement d'une prise en charge à 100 % pour une maladie grave, lougue et coûteuse; elle coûterait 1.5 milliard de france; celle concernant les « polypathologies » devrait, estime-t-on, concerner environ 50 000 personnes, et coûterait envi-ron 500 millions de francs. M. Evin a justifié ce surcoût de 2 milliards de francs par le fait que « la nécessaire maîtrise vigilante et perma-nente des dépenses de santé ne doit pas s'exercer au détriment des plus défavorisés ».

En revanche, le gouvernement a renoncé à supprimer la distinction outre la maladie prise en charge à 100 % et les autres affections (dites intercurrentes -) qui peuvent sur-venir. Cette distinction est pourtant

contesiée par une boune partie des mesure amere touchant au système médecins (notamment des omnipraticiens, concernés au premier chef) : selon une enquête faite par la SOFRES en mars 1988 à la demande de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, 75 % d'entre eux, la jugeaient « génante », notamment dans le cas du diabète. Mais le gouvernement a

craint le coût de cette suppression et a redouté de décourager les efforts de modération de la consommation médicale (lire notre encadré). Les deux mesures majeures ne devraient pes rencontrer d'obstacles. La question des « polypathologies » avait été soulevée par les médecins. Saisi notamment par la confédéra-

tion des syndicats médicaux français

(CSMF), M. Philippe Ségnin Ini-même, peu avant l'élection présiden-

tielle, avait admis la nécessité d'exa-

miner le problème. C'est plutôt la

d'ordonnances spécifiques pour les maladies graves et longues qui risque de provoquer le plus de discus-

Ce système, révélateur de l'ambi-

valence des médocins à l'égard des économies sur l'assurance maladie, avait été adopté à la demande de la CSMF, qui voulait que la distinction entre les maladies apparaisse bien comme une mesure décidée par la Sécurité sociale, même si elle réclamait que les remboursements obéis sent à des critères médicaux. En dépit des réticences d'une partie de ses adhérents et de l'organisation rivale, la Fédération des médecins de France (FMF), la CSMF a lors de son dernier conseil national confirmé son attachement à la for-

GUY HERZLICH

### 11 milliards d'économies en un an

Selon le bilan qui vient d'être publié par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, en un an (de mers 1987 à mars 1988), pour différentes raisons (plan Séguin, efforts des caisses d'assurance-maladie, changement de comportement des assurés) près de 11,1 miltiards de francs ont été écono-misés par rapport à l'évolution prévisible des dépenses sur cette

Le plan Séguin lui-même a fait économiser 5,330 milliards de francs, dont 2,337 milliards sur remboursement des médicements à « vignette bleue », 908 milions per la distinction entre la maladie grave, rembour-aée à 100 % et les autres trou-bles, 1,735 miliard par la réduc-

remboursées à 100 %, 90 millions de francs par la suppression du remboursement des vitamines et 110 millions de francs par le changement du mode de calcul des indemnités journalières versées en cas de maladie.

consommetion médicale, notamment à partir du deuxième trimestre 1987, a entraîné une économie encore plus impor-tante : 5,769 milliards de francs: 1,258 millaird aur les honoraires, 2.825 milliards sur les prescriptions (dont 1,684 sur les médicaments), 1,574 sur les indemnités journalières et 224 millions sur le reste, notamment sur les frais de transport.

## L'expérience d'une régie de quartier à Meaux

# Voir « petit »

"Il y a un grand problème des villes. Ceux qui y résident sont derenns étrapgers les uns aux autres. La convinité de jadis a laissé place à l'indifférence, quand ce n'est pas à la méfiance (...). Il faut réconciller

urbanité et arbanisme.» Ces propos tems par le pre-ier ministre, le 29 juin devant écho particulier dans les villes, comme celle de Meaux, où se sont mis en place des régies de

Meaux n'est pas seulement la ville du brie et de la moutarde. Elle attire aussi l'attention des amateurs de gestion urbaine.

A la périphérie de la ville, le quartier de la Pierrer-Collinet offre « l'imago-cliché » de la cité-HLM, construite dans les années 60. Six « barres » et trois tours (1850 logoments en tout) sont plantées là, sur un terrain où cohabitent, sans harun terram ou conabitent, sans har-monie, parkings et espaces verts. Rien de bien original. Et pourtant, la Pierre-Collinet a bien une particu-larité : sa régie de quartier, créée en 1985 sous l'impulsion de l'office municipal d'HLM.

L'immeuble Acacia où elle a installé son quartier général a subi une cure de jouvence. Les entrées out été cure de jouvence. Les entrées ont été pelouses encore parsemées de rénovées, des associations ont emménagé dans une partie du bâtiment, dont les abords sont propres. Plus de trace de vandalisme: les marelles tion sensible qui révèle l'intérêt éco-

Strasbourg

de notre correspondant

madaires depuis 1982.

Les salariés de l'usine Labonal

qui fabrique des chaussettes à Dambach la Ville (Bas-Rhin) sont

en grève depuis quatre jours. Ils

refusent de retrouver des semsines de trente-huit heures, sans aucune

compensation financière, alors qu'ils

travaillent trente-cinq heures hebdo-

De fait, l'accord de 1982, signé

avec la CFDT, majoritaire dans

cette usine du groupe Kindy, gvait

partagé les conséquences de la baisse d'horaires : les salariés n'y avaient perdu que l'équivalent d'une heure trente de salaire hebdoma-daire. Aujourd'hui, ils demandent à

la retrouver ou à demeurer aux

trente-cinq heures. « La direction

nous fait un chantage, assure M. André Mangin, délégué CFDT.

en menaçant de supprimer le trei-

En grève depuis quatre jours

Les salariés de Labonal veulent rester

aux trente-cing heures

L'OPHLM a pris conscience que la rénovation du quartier, classé « ilot sensible » dans le programme national de développement social des quartiers, risquant de se poursuivre jusqu'à l'an quarante, s'il se contentait de travaux sur les bâtiments. D'où l'idée que, pour freiner la dégradation du quartier, il fallait d'abord convaincre les habitants de ne pas le dégrader. C'est dans cet esprit que la régie Collinet Services a passé des conventions avec la ville ie Meanx et l'OPHLM, pour que des habitants effectuent, moyemant rémunération, une partie des tâches de maintenance et de nettoyage.

Interrompant son travail quelques instants, M. Hausseray, locataire au chômage depuis huit ans, nous explique qu'il a accepté de se char-ger de l'entretien des espaces exiérieurs, un jour sur quatre. A titre de travailleur et d'usager, il s'indigne de voir certains habitants considérer la cité comme une décharge. « Il y a des gens qui jettent des bouteilles par les fenêtres, et même des couches-culottes, vous trouvez ça normal? Enfin, maintenant, ça va aussi pendant le week-end. > A l'exception d'une ou deux

zième mois si nous n'acceptons pas ces conditions. >

de Labonal, l'accroissement d'horaires fait partie d'un plan d'ensemble dont on ne peut le disso-cier : rajeunissement de la marque,

investissements, plan de formation

et diminution de la masse salariale. Ce plan, présenté en mars, prévoyait

scront effectifs dans quelques

semaines, et la remontée aux trente-

huit heures ainsi que la suppression

des autocars de rumassage. Je m'étonne que seule cette affaire d'horaires ait provoqué toute une histoire, explique M. Péronnet, alors que Labonal est la dernière unité du groupe Kindy à travailler.

encore trente-cinq heures. . Une

proposition d'étalement de la

mesure - trento-six heures en juil-let, trento-sept en soût, trento-huit

en septembre - a été reponssée par

JACQUES FORTIER.

les salariés.

Pour M. Michel Péronnet, PDG

dessinées à la craie out remplacé les graffitis. Que s'est-il donc passé à la Pierre-Collinet ?

L'OPHLM a pris conscience que resultat de son travail et donc plus efficace.

# Contre l'image de la « cité-ghetto »

Mais la régie de quartier a surtout une vocation sociale. Briser l'isolement des locataires, offrir aux plus mais up comn ment de revenu tels sont ses principaux objectifs.
Pour toucher un grand nombre
d'habitants – une soixantaine en
1987, – la régie a choisi de proposer 1987, — la régie a choisi de proposer des postes à temps partiel. « Moi, je travaille trois quarts d'heure par jour, explique M™ Binet, « correspondante de coursive ». Je suis chargés du nettoyage de la coursive où j habite et, si je vois un voisin jeter un papier dans le couloir, je lui fais une remarque, mais sans être agressive. Et, en général, il finit par respecter la propreté du couloir. Ce travail m'a permis de mieux connaître mes voisins. »

A l'autre bout du couloir, deux

connaître mes voisins. 
A l'autre bout du couloir, deux jeunes stagiaires, encadrés par le responsable technique de la régie, effectuent une réparation de plomberie. Eux aussi vivent dans le quartier, et la régie tente d'aider leur insertion professionnelle en leur offrant des stages de formation. Un travail de fourmi, certes, mais qui commence à norter aes fruits. Doncommence à porter ses fruits. Dou-cement renaît l'espoir de voir la Pierre-Collinet se débarrasser de l'image de «cité-ghetto» qui lui colle à la peau.

La régie de quartier serait-elle le médicament miracle contre le « mal La règie de quartier serant-elle le médicament miracle contre le « mal des HLM »? Même si cinq règies de quartier fonctionnent déjà en France, il serait un peu hâtif d'en faire un modèle infaillible. Les responsables de règie sont les premiers à refuser de crier victoire trop tôt.

Néanmons, l'idée ne manque pas d'attrait, et Mme Sylvie Harburger, secrétaire générale de la Commis-sion nationale de développement social des quartiers, s'est dite enthousiasmée par l'expérience de la Pierre-Collinet. « Je suis prête à encourager de telles initiatives, mais elles doivent naître au niveau mas ettes activent natire au niveau local, on ne peut pas les imposer d'an haut; d'autant que nous manquons cruellement de personnes capables d'assurer la direction d'une régie. » Un projet de formation de régisseurs est actuellement à l'écule.

Engager de nouveaux crédits pour assurer « l'avenir de la civilisation urbaine », comme l'a décidé le gonvernement de M. Rocard, est un geste louable. Mais il faut aussi voir « petit », trouver des solutions origi-nales, adaptées aux situations locales. C'est sans doute la leçon à tirer de l'expérience de la Pierre-Collinet.

**AFFAIRES** 

Conflit de cohabitation

### Le groupe Cascades va se retirer

de la Chapelle-Darblay Le conflit de cohabitation entre

les deux propriétaires de la Chapelle-Darblay, le Français Pinault et le Canadien Cascades, devrait bientôt prendre fin avec le retrait de ce dernier. C'est ce qu'annonce un communiqué de la société Pinsult du vendredi 1º juillet: « Les négociations entre Fran-cois Pinault et le groupe Cascades sont sur le point d'aboutir favora-blement, le groupe Cascades aban-donnant définitivement la Chapelle-Darblay ...
Le 28 juin, François Pinault était

devenu, à l'occasion de l'augmenta-tion de capital de 250 à 300 millions de francs, l'actionnaire majoritaire (avec 85 % du capital) de la Franco-canadienne de papiers, hol-ding de la Chapelle-Darblay (le Monde du 30 juin). Cascades avait alors déposé suprès du Tribunal de commerce de Paris des « actions en milité » visant les décisions prises lors des assemblées générales et, notamment, celle du 3 mai, à laquelle il ne participait pas et qui avait entériné l'augmentation de capital. Les deux groupes négocie-raient actuellement le montant du dédommagement à accorder à Casdédommagement à accorder à Cas-cades en échange de son retrait. Dans son communiqué, Pinault pré-case que « le plan de redressement de la Chapelle-Darblay se déroule dans de bonnes conditions ». « Avec plus de 26 000 tonnes de papier journal produit en juin, l'usine de Grand-Couronne dépassers l'objec-tif de production budgété début 1988, »

A Saint-Etterne-du-Rouvray "A Sain-Etterne-du-Rouvray, la montée en puissance de la machine m 5 se fait plus rapide-ment que prévu. La mise en marche de la machine m 3 se fera au mois de septembre 1988. » Piusuit conclui aon communicat en articonclut son communiqué en préci-sant que « les résultats, qui devralent encore être améliorés prochainement, permettent d'envisager l'avenir de la Chapelle-Darblay

> En France Les importations de chanssures de Corée du Sud

et de Taiwan seront limitées

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les importations de chaussures en France en provenance de Corée du Sud et de Taiwan aeront limitées pendant deux ans. La Commission européenne, alertée par Paris, a estimé, après enquête, que des mesures de sauvegarde étaient nécessaires, afin de donner une chance de survie à l'industrie frun-

caise.

La Corée du Sud a exporté en France 23,1 millious de paires de chaussures en 1987, contre 8,7 millions en 1984; Taiwan, 15,3 millions de paires en 1987, contre 5,5 millions en 1984. Les Sud-Coréans détenaient ainsi plus de 10 % du marché français en 1987, contre 3,7 % en 1984; les Formosans, 6,7 % au lieu de 2,2 %.

Ces succès ont été rendus possi-

Ces succès ont été rendus possi-bles grâce à des prix particulière-ment bas, inférieurs, selon la Com-mission, de plus de 60 % à ceux normalement pratiqués per les pro-ducteurs français, qui ont perdu un cinquième de leurs effectifs depuis 1984.

La Corée du Sud, après tracta-tions avec la Commission, s'est enga-gée à autolimiter ses exportations vers la France à 5 400 000 paires pour le second semestre 1988, à 9 100 000 paires au cours du pre-mier semestre 1989 et à

15 225 000 paires du 1" juillet 1989 au 30 juin 1990. Quant aux exportations de Taiwan, elles seront plafonnées à 14 332 000 paires en 1988, 15 049 000 paires en 1989 et 7 901 000 paires pour les six pre-miers mois de 1990.

Ph. L.

## LOGEMENT

### Hausses de 2 % et 4 % pour les loyers soumis à la loi de 1948

La hausse des loyers des loge-ments encore soumis à la loi du 1 = septembre 1948 a été publiée au Journal officiel du 1 = juillet.

Applicable à partir de cette date, cette hausse est de 2 % pour les loge-ments des catégories III A et III B, et de 4 % pour ceux des catégories II B et II C, et ceux de la catégorie II A restant encore soumis aux dis-positions de la loi de 1948.

Ancune majoration n'est permise pour les logements de la catégo-

### REPÈRES

### Balance des paiements courants

Forte contraction de l'excédent japonais

L'expédent de la balance des paie-ments courants japonaise a sensiblement reculé en mai, pour s'inscrire à 5,79 milliards de dollars contre 7.11 milliands un an auparavent, indique un rapport préliminaire du ministère des finances. Cette contraction de 18,5 % résulte de l'amenuisement du solde positif commenzial, ramené, en mai, à 6,6 milliards de dollars contre 8.11 milliards un an plus tôt. Per ailleurs, les dépenses des touristes japonais à l'étranger ont atteint le montant record de 1,24 milliard de dollars. Le rapport note enfin que, pour la pre-mière fois depuis sept mois, les investisseurs étrangers sont devenue vendeurs nets d'actions japonaises, pour un montant de 1,25 milliard de dollars. En avril, ils avaient été sche-teure nets de 935 millions de dollars.

# **Fiscalité**

Entrée en vigueur de la TVA en Tunisie

L'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), dont l'introduction a été votée il y a un mois par le Parlement, est entrée en vigueur le vendredi 1" juillet en Tunisie, La TVA se substituera sux multiples taxes sur le chiffre d'affaires, la production et la consommation existant jusqu'à présent. La nouvelle formule limite à trois le nombre des taux, 6 %, 17 % et 29 % seion les produits, pour tenter d'introduire un peu de transparence dans une jungle fiscale source

## Pétrole Les cours au plus bas

depuis 1986.

Les cours du pétrole brut ont poursuivi leur chute, le vendredi 1" juillet, tombant à leur plus bas

niveau depuis la fin de 1986. A New York, le WTI, brut de référence, est pour la première fois depuis novem-bra 1986 repassé en dessous de la barre des 15 dollars, tombent à 14,60 dollars per bani dans le courant de la journée. La pétrole britannique Brent a ka aussi atteint son plus bas niveau depuis novembre 1986. Suivent le marché, l'Egypte a décidé de baisser de 1 dollar et demi en moyenne les prix de ses bruts, qui vont désormais de 10,45 dollars à 12,75 dollars per baril selon les qualités, et concurrencent directement

Cette chute, attendue (le Monde du 2 juillet), ramène les producteurs un an et demi en arrière, lorsque les cours, après être tombés au plus bas pendant la guerre des prix, en juillet 1986 (11 dollars pour le W11), se redressaient par à-coups, oscillant pendant l'automne entre 14 et 16 dollars pour le brut américain (14,65 dollars per baril le 28 novem-bre 1986). Depuis l'accord de l'OPEP de décembre 1986 fixant le prix officiel à 18 dollars, les cours n'étaient jamais tombés aussi bas.

### Social

Le SMIC à 28,76 F

de l'heure

Un décret publié au Journal officiel daté du vendredi 1º juillet fixe à 28,76 F de l'heure le montant du ennoncée par le gouvernement — soit 4 860,44 F par mois en métro-pole et à Saint-Pierra-et-Miquelon (4 034 F net de cotisations sociales), à 935,06 F per semaine en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique. Le minimum garanti est fixé à 14,88 F en métropole et à Seint-Pierre et Miquelon, à 12,86 F en Guadeloupe, en Guyane et en Marti-nique, à 10,42 F à la Réunion.

La CFDT regrette que la gouvernement n'ait pas accepté le « coup de pouce supplémentaire » de 1 % qu'elle demandait ; le CNPF, par la voix de M. Périgot, a déploré, lui, « le meuvais usage du SMIC qui consiste à le faire évoluer plus vite que n'y obligent les indicateurs prévus ».

### ETRANGER

La normalisation avec les pays de l'Est

# Libération progressive des échanges entre la CEE et la Hongrie

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Communauté, après de lonun accord de commerce et de coopération avec la Hongrie. Sa signature ira de pair avec l'établissement de relations diplomatiques. C'est là une manifestation supplémentaire de la

normalisation en cours des relations entre la Communauté et les pays de Il y a une semaine, à Luxem-bourg, les représentants de la CEE et coux du CAEM (l'organisation économique du monde communiste appelée le plus souvent COME-CON) signaient une déclaration commune qui mettait fin à trente ans d'ignorance réciproque.

L'accord avec la Hongrie est le plus important conclu par la Commu-nauté avec l'une des nations socialistes. La CEE est liée depuis plusieurs années par un accord commercial avec la Roumanie mais de portée plus limitée. Des négocia-tions sont en cours avec la Tchécos-

L'accord prévoit une élimination en trois phases des restrictions quantitatives appliquées aux importa-tions en provenance de Hongrie d'ici un an pour les produits « peu sensi-bles », d'ici le 31 décembre 1992 pour une autre série de produits considérés comme « moyennement sensibles = ; et au plus tard le 31 décembre 1995 pour les textiles, les engrais, les polymères, les pro-duits de bois et de cuir, le verre, le ciment, les télévisions en couleur.

En contrepartie, les Hongrois s'engagent à améliorer l'accès à leur marché pour les exportations des Douze. Les échanges entre la Com-munauté et la Hongrie plafonnent depuis plusieurs années. En 1987, les importations des Douze se sont élevées à peu près 2 milliards d'ECU (1 ECU = 7 francs), et

## LE MONDE IMMOBILIER

Publicité Renseignements:

45-55-91-82 Poste 4138 - 4324

leurs exportations out atteint 2,37 milliards d'ECU. Parmi les Douze, la RFA représente à elle seule plus de la moitié de ce com-

En revanche, la part de la France d'ECU d'importations, 190 millions d'exportations.

PHILIPPE LEMANTRE.

# **CONJONCTURE**

Malgré une divergence sur les taux

### MML Rocard et Bérégovoy trouvent un compromis pour l'impôt sur la fortune (Suite de la première page.)

Compte tenu de ces différentes conditions, les experts estiment que le nombre des contribuables redevables de cet impôt devrait se situer entre 120 000 et 130 000 personnes. Ils étaient un peu plus de 100 000 à devoir equitter MGF avant 1986.

Le projet de loi a ensuite retenu le principe de taux progressifs. Les tranches d'imposition ont déjà été fixées. Elles seront au nombre de trois : entre 4 millions et 6,9 millions de francs, entre 7 millions et 11.9 millions de francs et au-delà de 12 millions de francs.

Samedi dans la matinée, l'accord n'avait pas encore été trouvé sur les taux, Matignon préconisant des niveaux plus faibles que ceux envisagés par la Rue de Rivoli. Des taux qui seront finalement retenus dépendra naturellement le rendement de cet impôt. L'hypothèse des services du pre-mier ministre (taux de 0,5 %, 0,7 % et 0,9 %) amènerait des recettes fiscales d'un peu moins de 4 milliards de francs. M. Bérégovoy proposait, lui, dos taux de 0,5 %, 1 % et 1,5 % au début des négociations. On sait que le président de la République souhaite que le rétablissement de l'IGF contribue à financer, pour l'essenticl, les dépenses nouvelles liées à l'instauration du revenu minimal d'insertion. Celles-ci sont évaluées, pour l'instant, à près de 8 milliards de françs.

ERIK IZRAELEWICZ

scraft doute - les Ring A constant of tenter of the second of the se The se will remove the l'attithe four appel, dead 6. progue utanion 20 %), qu'ili - com-ières bien leurs passibility of microsity

rain of soil actives (manual

rain of so Pale Property d'Andrese. in allaheran the mercha States see, margréig! Bruny bespille dinterent comme l'a rapple de Thiology produces to the City Country texalled the second cels to plus prand the sources de leurs prand th JACQUES FRANÇOS dent sider has entreprises The cost of the service of the visite of the cost of t 45 %

---

diserche contrastée

1 1

> 🛍 🖢 . Billion on the secondary and the man are a second 🏙 🦚 Australia TAX COMMON terme . . . The man are also assume The same of

> > Manual Control of the Child State Comments In 4 Sec & Art 18 and Alper March 1996 1995 Book of miras it-See we are the district of the Matteres : Production of the second Lan region of Ship! maps and a contract.

No Act Comments Market I Transfer five or as Market and the second s de la constitución de la constit

Production of the second

Carra gaya a ara af 200 74 2 1 W 852 WASTER fre de sault THE PERSON NAMED IN fail to a significant 

Bruissements fis

Car cette semaine a encore été marquée sous les colonnes par les caprices d'une informatique en proie à des pannes à répétition, qui empéchèrent, notanment, par manque de statistiques, le marché des options de fonctionner correctement avant le 29 juin. De son côté, le système de cotations assistées en continu (CAC) ent plusieurs malaises qui n'arrangèrent rien. Bref, ce fut un bean festival, dont les professionnels se plaignirent amèrement. Mercredi, la situation technique s'éclaircit un peu sur le comp de midi et, plus libres de leur mouvement, les valeurs françaises en profitèrent pour s'élancer dans un petit trot prometteur (+0,6%).

Le mouvement de hausse s'accentuait jeudi (+1.04%)

Le mouvement de hansse s'accentuait jeudi (+ 1,04 %) avant de se ralentir notablement à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont mouté de 0,45 %. Pouvait-ou s'attendre à mieux ?

Pas vraiment. Non pas que le sentiment, jusqu'ici assez favorable à l'égard de la Bourse de Paris, ait changé. Mais tout s'est passé comme si le marché, après sa récente carolée, avait voulu se donner le temps de la réflexion en même temps qu'un pen de repos. Ces derniers jours, les nouvelles ne furent ni franchement mauvaises ni nouvelles ne furent ni franchement mauvaises ni franchement houses non plus... A deux exceptions près, et encore. L'arrivée des premières plus sur le Middle-West américain, après plusieurs mois de sécheresse, a provoqué une indéniable satisfaction en éloignant outre-Atlantique le spectre de l'inflation, que la hanse des prix des céréales trainait dans son sillage. La joie fut cependant de courte durée. La météorologie n'est pas encore, hélas! une science exacte, et les quelques munges passés, le solell se remit à rôtir les cultures américaines.

La Bourse de Paris n'eut toutefois pas le temps de s'en attrister. La décision prise par la Rue de Rivoli d'abaisser la TVA (de 18,6 % à 5,5 %) sur les boissons non alcoolisées lui fit passer la déception, c'est presque cocasse, du retour

Mines d'or, diamants

Angle-American
Angeld
Buf. Gold M.
Const. Gold Field

De Beers ...... Drief, Cons. .....

Saint-Helena ....

CFAO(1).....

Darty DMC

(1) Coupos de 42 F.

Alimentation

1-7-88

98,50

99,50 111,10

41,05 464 54 185,40

1-7-88 DHT.

414,10 - 5,90 inch. 2 340 - 60 - 9 487,90 + 19,90

2 340 - 125 450 - 13 525 - 13 54,30 + 1,80

Diff.

1-7-88

isch. + 160

Filatures, textiles, magasins

Diff.

# La pédale douce

de la canicale aux Etats-Unis. Perrier et son actiomaire majoritaire EXOR pétillèrent, BSN frétilla d'aise et Pernod-Ricard s'envola. Malheurensement, le phénomène fut de courte durée. Pour tout dire, les nouvelles venues du nut ue courre auree. Pour tout ure, les nouvelles venues du front de l'économie et de l'environnement monétaire incitaient plutôt à la prudence. Les résultats du commerce extérieur pour mai out été readus publics. Ils sont moins mauvais avec un déficit réduit à 1,4 milliard de francs (2,1 milliards en avril et 5,6 milliards en 1987 à pareille

Mais la persistance d'un solde industriel très négatif
(- 2,5 milliards) est préoccupante. D'autre part, hien
qu'attendue, la hausse presque généralisée des taux
d'escompte en Europe centrale, au pays de Goethe pour
commencer, a rafraîchi l'atmosphère. Personne ne met en
donte la parole de M. Pierre Bérégovoy, qui a promis
d'ahaisser encore le loyer de l'argent en France. Mais
force est de constater que le marant de manutaure du d'ahaisser encore le loyer de l'argent en l'innet. Ivans force est de constater que la marge de mancavre du ministre des finances se rétrécit après la décision prise par la Bandesbank. L'espoir d'une détente reste quand même assez teunce. M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, n'a-t-il pes en quelque sorte prêté main-forte à M. Bérégovoy en estimant qu'il existait an Nouveau Monde une possibilité de baisse des

Mais, bref, tout cela demande des éclaireissements, tout comme les prévisions de l'INSEE, à la fois antes avec une croissance de 2,8 % rassurantes et tro pour 1988, supérieure à celle de l'an passé (2,3 %), mais ralentie pour le second semestre, une inflation modérée (3,2 %) mais plus forte qu'en 1987 (3,1 %), une amélioration de l'emploi avec, en même temps, une aggravation du chômage.

Tous ces unages qui revienaent légèrement assombrir l'horizon décleucheut nécessairement des interrogations. Difficile de se faire une opinion en l'absence de projections plus lointaines. Que la Bourse ait dans ces conditions jugé préférable de mettre la pédale donce n'a rien pour

1-7-88 Diff.

1-7-88 Diff.

521 - 9 585 + 1 39,80 + 1,39

1 470

930 1 922

Pétroles

B.P.France

Total .....

Métallurgie

(1) Coupon de 36 F. (2) Coupon de 9 F.

construction mécanique

Produits chimiques

Bayer Hoechst Imp. Chemic.....

Auxil d'estr. (2) ...

Bouygues
Ciments Français (1) ...
Dumes
GTM

(1) Coupos de 21 F. (2) Coupos de 30 F.

(3) Coupos de 25 F.

Banques, assurances

(1) Coupon de 16 F.

Bâtiment, travaux publics

### Semaine du 27 juin au 1< juillet

surprendre. D'autant moins que, si le premier ministre bénéficie d'un préjugé plutôt favorable en maniant des mots tels que « rigneur » et « croissance », dont la seule érocation fait toujours vibrer les milieux financiers, il doit maintenant fait ests prenves sur le terrain. Beaucoup

L'absence de réaction sous les lambris à la formation da nouveau gouvernement témoigne, sinou d'une certaine méfiance, du moins d'un désintèrêt manifeste pour la

En résumé, ces derniers jours, le cœur de la Bourse de Paris a surtout battu au rythme un peu désordouné de Wall Street, en meilleure forme à l'approche du week-end, surtout du dollar, dont la fièvre fait miroiter des bénéfices accrus pour les entreprises travaillant dans la zone monétaire américaine. Ajoutous que les premiers grands départs en vacances n'ont pas contribué à favoriser les initiatives d'achats que freine d'autre part l'approche des niveaux de l'avant-krach. Comme le fait remarquer avec justesse la société de Bourse Didier Philippe dans son « flash hebdomadaire » : « Il suffirait que les marchés poursuivent encore un pen sur leur hucée pour dissiper les craintes encore vivaces d'un second krach et amener de nombreux gérants à mettre un terme à leur cruelle contradiction d'être encore fortement « liquides » alors que les meilleures valeurs sont en train de monter à leur

Ce sera pent-être l'affaire de quelques jours ou de elques semaines, sanf impréva. Des événements de cette semaine, l'on retiendra nent : 1) POPA amicale lascée par Arjomari sur Guérimand-Voiron (les termes n'en sont pas encore comus) en vue de contrer une éventuelle offensive connus) en vue de contrer upe éventuelle offensive kowestienne; 2) l'augmentation de capital annoncée par Matra. L'opération sera étalée sur trois aus avec, pour commencer, l'émission d'une action souvelle pour six à un prix non révêlé, mais à laquelle sera attaché un bon pour souscrire à une autre émission. Quand les appels aux actionnaires recommencent, c'est généralement bon signe. L'été sera-t-il chand som les verrières ?

Ce ne sera en tout cas pas la «fraîche» qui fera

### ANDRÉ DESSOT.

		Mines, cooutch	ouc,	
1-7-88	Diff.	outre-mer		
332	- 3		1-7-88	Diff.
278,50 2 988 76 650 75,50 676	~ 2,96 inch + 5,50	Géophysique Imétal Michelin Min. Penarroya RTZ(1) ZCI	572 226 224 69 44 2	- 3 - 2,60 - 2
281	+ 6	(1) Corpon de 0.08	5 F.	

F.	MARCHÉ LIBE	RE DE	L'OR
nécanique		Cours 24 juin	Cours 1" juillet
1-7-88 Diff.  311,19 + 27,50	Or Sin (Isilo en harra)  - (Isilo en lingot)  - (Is	80 200 \$6 400 \$633 \$635 \$636 \$631 \$645 \$612 \$612 \$60 \$2 985 \$210 \$25 \$310 \$25 \$310 \$31	86 200 86 486 800 361 532 486 482 625 637 380 2 890 1 800 3 225 616 613 328

_	5 roubles	***	341	3.25
e Ce	pijes d'e	DC /100	some conti	os qu'à l
	RISE			TIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)				
Valenza	Harrier %	Valous	Baisse.	
Persod-Ricard Rae Impériale Middhad Alssi Alssi Gayenne Gase. GTM-Earrep. Coffune g Exor Gaz et esst Pengoot Montines Sefineg	+147 +191 +191 + 84 + 87 + 64	Telémécanique Sommer Penhott Via Bassque Ceteleza Histolisson Suez Ford Penarroya Labinal fann. Monoma Bel	<u> </u>	

# **BONS DU TRÉSOR**

Edicaces	Plus bant	Pies bas	Comes compan- subon	Variation (jour/veille) ca pts
Sept. 88	-	-	93,85	_
Déc. 88	92,85	92,85	92,85	_
Mars 89	•	-	92,65	-

### Les Chinois vont s'initier à la Bourse

Les Chinois vont pouvoir s'initier aux mécanismes de la Bourse et de l'économie capitaliste grâce à un jeu de société français qui sera distribué en Chine à partir d'octobre prochain. Une société mixte franco-chinoise a été mise sur pied entre l'Agence française de relations publiques Forces et Média et la China International Trust and Investment Corporation (CITIC) pour éditer et distribuer en Chine un jeu de société, inventé par M. Yves Mourousi et deux publicitaires, Marc-Eric Gervais et Pascale Loi-seau, intitulé Maxi-Bourse international. La jeu devrait égale-ment faire l'objet de cours dans les lycées et les universités et être utilisé dans des séries de télévision. — (AFP.)

### BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK Irrégulier

La tendance a été très irrégulière cette semaine à New-York. Mais, de bansses en baisses, le Dow Jones s'est finalement établi non loin de son niveau du 24 juin : 2 131,58 (contre 2 142,96). Le chaud et le froid ont tour à tour soufité sur le marché. Très sensable à la hausse du dollar, à l'arrivée des premières pluies, même timides, sur le Midwest, également à la baisse des prix du pétrole, Wall Street n'a guère apprécié, en revanche, la remonuée des taux en Europe, qui traîne l'ombre du taux en Europe, qui traine l'ombre du

A la veille d'un week-end de trois jours — la Bourse américaine sura fermée le lundi 4 juillet pour la lête de l'Indépendance, — les opérateurs ont pris leurs bénéfices par précaution.

	Coers 24 juin	Cours (* juil.
Alcae ATT Boeing Chase Man, Bank De Post de Nemoers Eastman Kodak Exsoa	52 3/4 26 3/4 57 7/8 29 7/8 91 3/8 45 5/8 46 3/8 52 1/8	52.5/8 26.5/8 59 29.3/4 92 45.1/2 44.5/8 52.3/4
Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil	43 3/4 79 1/4 65 5/8 125 1/4 52 1/4 44 3/4	43 7/8 79 3/4 64 1/4 126 5/8 51 7/8 43 3/8
Pfizer Schlumberger Texaco UAL Corp. ex-Allegis Union Carbide USX Westingbouse Xerox Corp	51 3/8 34 1/2 45 1/2 95 3/4 23 3/8 33 5/8 55 3/4 55 1/4	51 5/8 33 3/4 46 5/8 97 22 5/8 31 5/8 56 1/8 54 7/8

#### LONDRES Tassement

Affecté par l'annonce du déficit historique de la balance des paiements pour mai et de la détérioration de la balance mar et de la deserroration de la haunce commerciale le même mois, le marché s'est alourdi, reperdant presque tout le terrain gagné la semaine précédente. L'activité n'a capendant pas été très importante, les investisseurs restant l'arme au pied dans l'attente d'un nou-veau relèvement des taux d'intérèt.

Indices « FT » du 1" juillet : indus-trielles, 1 858,2 (contre 1 871.3) : mines d'or. 208.4 (contre 213.3) : Fonds d'Etat, 87.82 (contre 88.45).

	24 juin	l= juil.
Beecham	465 405	466 406
BowaterBP	257	252
Charter	363 335	372 335
De Beers (*) Free Gold (*)	11 1/2 8 5/8	11 1/4 8 5/8
Glaxo	973	990 16 9/16
ICI		10 15/16
Shell	10 5/8	555 10 5/16
Unilever	478 170 1/2	469 165
War Loan	38 5/16	37 15/16

MHERES PREMI**ÈRES** 

10.00

7

Optimisme pour

## (\*) En dollars.

#### FRANCFORT Phos 2 %

Attendu, le relèvement du taux Attendu, le relèvement du taux d'escompte par la Bundesbank n'a produit aucun effet négatif sur le marché. Au contraire, les opérateurs ont jugé la mesure fondée. Amorcée à la fin de la semaine pessée, la reprise s'est donc poursuivie en s'accentuant. Pour la semaine, les valeurs allemandes ont monté de 2 % environ. Dax, le premier indicateur instantané, est entré en fonction le 1 juillet. Il s'est établi à I 163,52 (base 100:31 déc. 1987). Indice de la Commerzbank le 1 juillet: 1 459,6 (contre l 430,8).

	Cours 24 juin	Cours le juille
AEG BASF Bayer Commerzbank Dentschebank Hoechst Karstadt Manaesman Siemens Volkswagen	202,30 253,80 284,50 224,60 439,50 267,70 436 158 412,50 264,70	290,40 252 283,70 237 459,50 265,50 423 159,30 426,90 258,80

## TOKYO

Encore une mauvaise semaine à Tokyo, où la nouvelle hausse du dollar a l'okyo, ou la fouvelle nausse ou donar a encore accru la crainte d'une reprise de l'inflation et, partant, d'une bausse des taux d'intérêt. Pour l'instant, la Banque du Japon s'est bornée à relever très légèrement (+ 0.0625 %) les taux de pension des effets à deux et trois mois.

Le marché des actions s'est pratique ment alourdi tous les jours. Indices du 2 juillet . Nikket, 27362,52 (contre 27556,21) ; général, 2 148,97 (contre 2 162,67)

	Cours 24 juin	Cours !" juillet
Akay	699	691
Bridgestone	1 448	1 330
Canon	1 190	1 220
Fuji Bank	3 190	3 250
Honda Motors	1 690	1 680
Matsushita Electric	2.480	2.450
Mitsubishi Heavy	816	900
Sony Corp	5 100	5 120
Toyota Motors	2 270	2 320

# services publics 1-7-88 Diff. 2 660 + 15 316,50 - 5 298 + 14,50 314,20 - 5,80 1 285 + 18 1 125 - 65 Legrand (4) . . . . 1 364 186,28 -2 585 + Matra Merlin-Gérin Menlinez Moelinez PM Labinal Radiotechnique 93,10 ÷ 800 886 4 159 211 Coupon de 7,5 F. Coupon de 16,50 F. Coupon de 21 F. Coupon de 18,50 F. Coupon de 18,50 F.

Matériel électrique

Valeurs à revenu fixe on indexé

	1-7-88	Diff.
10.30 % 1975	102,37	+ 0,67
PME 10.6 % 1976	163,28	inch.
8.80 % 1977	128	- 0,30
10 % 1978	103,63	- 8,22
9.80 % 1978	103,25	+ 0,22
9 % 1979	101,50	Inch.
10.80 % 1979	106,55	+ 0,10
16,20 % 1982	111.86	÷ 0,01
16 % 1982	114.55	inch.
15.75 % 1982	109.10	+ 4,63
CNE 3 %	3 805	
CNB bg. 5 000 F	102.96	- 9,04
CNB Parihas 5 000 F	182.95	- 6.02
CNR See 4 000 F	103	inch.

HILLERE			
	1-7-88	Diff.	Béghin-Say Bongrain (1)
30 % 1975 IE 10.6 % 1976 10 % 1977 % 1978 10 % 1978 10 % 1979 20 % 1982 % 1982 75 % 1982 NE 3 % IB bq. 5 000 F. IB Parties 5 000 F.	102,37 163,28 128 103,63 163,25 101,50 106,55 111,86 114,86 114,96 109,10 3 805 102,96 103,95	- 0,30 - 0,22 + 0,22 inch. + 0,10 + 0,01 inch. + 0,63 - 0,04	BSN Carrefour Cassao Euromarché Guyenne et Gast Lesieur Moht-Heamessy Nestlé Occidentale (Gi Olida-Caby Pernod-Ricard Promodès St-Louis-Bouche Source Perrier
VI S 000 F	103.01		(1) Course of

				_
1-7-88	Diff.	Béghin-Say	485	1+
1-1-00	Dut.	Bongrain (1)	2 395	~
102.37	+ 0,67	BSN	4847	<b>}</b> +
163.28		Carrefour	2 505	l÷.
		Casino	155	Ŀ
128	- 0,30	Euromarchi	2 379	+
103,63			469	<b>.</b>
103,25	+ 0.22	Guyenac at Gasc.	865	•
101,50	Inch.	Lesicus	1 940	+
106.55	+ 0.10	Moët-Heanessy	2 598	+
111.86		Nestlé	34 989	
		Occidentale (Gie)	785	<u> </u>
114,55		Olida-Caby	339	
109,10	+ 4,63		991	Ŧ
3 805	-	Pernod-Ricard		*
102,96	l — 9.04	Promodès	1 660	ı
182.95		St-Louis-Bouchon .	ĭ 061	+
103	inch.	Source Perrier	911	+
1.69				_

CNT 5 000 F ..... 103,61 0,65

## M. Bérégovoy appelle à sur les marchés fi

· Les nouveaux instruments financiers ne sont pas responsables de la crise d'octobre 1987. Comme l'ensemble des participants au colloque financier organisé à Paris, du 29 juin au l'a juillet, par la Fondation HEC, le Centre HEC-ISA et l'Association de Genève, ISA et l'Association de Genéve, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a expliqué dans son message que « nous devons prendre garde à ne pas confondre l'effet et la cause ». « Optimiste sur l'évolution des marchés financiers et les perspectives de la place de Paris et confiant dans « l'intérêt porté par les impostisseurs étrangers », le les investisseurs étrangers », le ministre d'Etat estime néanmoins que les professionnels - ont à définir et à adapter en permanence un code-de déontologie ». S'il » ne désire pas multiplier les réglementations », il n'exclut pas de prendre en ces domaines » des dispositions législa-

Dans le discours d'ouverture de cette manifestation qui réunissait plus de quatre cents personnes (pro-lessionnels et universitaires, français fessionnels et universitaires, français et étrangers), M. Michel Pébereau, président du CCF, avait estimé que, « malgré le développement des marchès, la place de l'intermédiation [des banques] restera importante dans les prochaînes années ». soulignant en outre « l'impératif de commétitivité nour les entreprises finament et de la commétitivité nour les entreprises finament. pétitivité pour les entreprises sinan-cières et bancaires ». Intervenant à l'issue des travaux, M. Daniel Lebè-

gue, directeur général de la BNP, a estimé que la déréglementation financière menée en France au cours des dernières années avait été « bénéfique » pour tous les agents économiques et que subsiste en cette economiques et que suosste en ceute matière » du grain à moudre, notamment pour préparer 1993». S'exprimant à titre personnel, il a jugé « souhaitable de poursuivre le mouvement de débonification des taux, notamment pour les prèts à l'agriculture ». Le ministre à sug-géré que ces prêts, distribués pour l'instant uniquement par le réseau du Crédit agricole, puissent également être offerts par les autres

A propos de l'ouverture à Paris A propos de l'ouverture à Paris d'un marché sur contrats à terme et options sur indices boursiers.

M. Jacques Mayoux, président de la Fondation HEC, a plaidé en faveur d'une « diversité de produits à condition qu'il y ait unification des organismes de contrôle ». Deux projets sont actuellement en cours de préparation, l'un fondé sur un indice EFX (il autre sur un indice EFX (il s'agit dans ce second cas d'une s'agit dans ce second cas d'une Bourse électronique). Vendredi dans l'après-midi, le conseil des Bourses de valeurs a indiqué au ministère de l'économie son refus d'assurer la tutelle de la Bourse électronique envisagée dans le second

				1-1-00	ــــــــــــــــــــــــــــــــــــــ	Dui.					48) Commenda	0.17	
_	1-7-88	Diff.	Bégbio-Say	485 2 395	+	5,90 29,50	sociétés d'inve	stissen	en	<u>t</u>	(2) Coupon de (3) Coupon de	18 F.	
	128 103,63	+ 0,67 incl. - 0,30 - 6,22	ESN Carrefour Casino Enromarobé	4 847 2 585 155 2 379 669	++11:	35 3 79	Bail Equipment Bancsire (Cie)	1-7-88 309 455	=	7 10	(4) Coupes de (5) Coupes de (6) Coupes de	6,50 F.	·
****	101,50 106,55 111,86 114,55	inch. + 0,10 + 0,01 inch.	Guyenne et Gasc Lesicur Moët-Heanessy Nestlé Occidentale (Gle) Olida-Caby	1 948 2 598 34 988 785 339	+++	49 102 - 3	Chargeons SA (I) CFF CFI (4) Engagrance	743 1 128 908 427 1 676	1-1-1-	42 18 12 2 9	VALEURS LE TRAITE	ES AU RN	l (*)
F O F		- 0,04 - 0,02	Pernod-Ricard Promodès St-Louis-Bouchon Source Perrier (1) Coupon de 45	991 1 660 1 061 911	÷	13 25 25 33 2	Hénin (La) Issa. M-Monces (3) Lociedes (3) Midi Midiand Bank (5) O F P	525 325 850 1 415	1 + 1	14.48 3 26  20	Pengcot Michelia Midi	Nitre de titres 511 969 1 261 318 204 601	Val. en cap. (F) - 633 877 407 283 411 213 282 129 707
	près k	s scand	ales de la Bou	se			Paris, de réese Prétabail Schneider Soe, génér. Soez (Cie Fin.) UCB	490 1 140 393,18 358 261 183,58	<u> </u>	4 5 5,26 21 12 2,48	Pretabail Perrier Société Gén. Saint-Gobain LVMH Suez	3 710 143 238 736 594 102 365 039 69 867 576 229	248 058 991 214 264 582 208 587 511 186 400 022 172 149 342 157 747 461
ré <sub>l</sub> St	govoy ır les	appe marcl	lle à une dé hés financi	onto ers	lo	gie	(1) Coupon de 121 (2) Coupon de 5,60 (3) Coupon de 62	) F. F.		<del></del>	Promotis Haves Club Med. Persod-Ricard	79 132 216 925 280 226 138 173	155 899 678 146 428 040 137 124 799 134 533 005

M-16000000 (3)	323 -	12/20		प्राट	cap. (r)	1
indus (3)	850 -	3	(	_	-	
	1 415 +	26	Postgoot	. 511 9 <del>69</del>	633 877 407	ı
liand Bank (5)	l – l	_	Michelia	. 1 261 318	283 411 213	
P	1 290 -	20	Midi	. 204 601	282 129 707	l
s. de réese	490 -	4	Pretaball	. 3710143		l
abail	1 140 -	5	Perrier	. 238 736		
neider	393,18 ~	5,26	Société Gén.			l
génér.	358 +	21	Saint-Gobain			
z (Cie Fia.)	261 -	12	LVMH			ľ
B	183,50 +	2,48	Suez			
		<del></del> .	Promodès			
1) Coupon de 12 F	7.		Haves			ŀ
<ol> <li>Coupon de 5,60</li> </ol>	F.		Club Med			
3) Coupon de 62 f			Pernod-Ricard		134 533 005	ł
			Lethor-Porson	130 173	134 330 007	
4) Coupon de !! F			(9) Du 23 at	30 juin inclus		ł
5) Coupon de 10 F	7.		V, 1			
		MAT	TIF .			
Notionnel 10	%. – Cota	tion en p	ourcentage	du 1~ juille	et 1988	
COLTE			<b>ÉCHÉANCES</b>	3		
COURS	Sept. 88	Dé	c. 88 M	ars 89	Juin 89	1
	Dupa ou		200	M20 07	2 mm 07	

COURS	ÉCHÉANCES						
COOKS	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Juin 89			
Premier	_	~	-	-			
+ bast	104,40	193,25	102,15	101,05			
+ bas	104,05	102,90	101,90	101,05			
Dernier	104,30	103,15	102,10	101,05			
Compensation	104,30	103,15	102,10	101,20			
Nombre de costr	ets: 42 743.						

LE VOLUM	ME DES	TRANSAC	TIONS (e	n milliers o	de francs)
	27 juin	28 juin	29 juin	30 jain	1= juillet
RM	~	819 958	1 697 066	1 626 878	1 458 220
R. et obl.	_	12 595 905	14026066	11 569 783	9957737
Actions		667 413	387 458	430 518	160 214
Total	-	14083 276	16110590	13 627 179	11 576 171
INDICE	TOUO	DIENS (INS	EE base 100	31 décemb	re 1987)
Françaises	124.4	123.7	124.2	124.7	-
Étrangères	-	113,3	114,8	114,6	-
C		NIE DES A se 100, 31 d			:
Tendance .	133,3	132,7	133,2	133,7	135,5
	<b>(b</b>	ase 100, 31 d	écembre 198	31)	
Indice gén. l	358,7	355,5	355	357	358,7

# Crédits, changes, grands marchés

# LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# **Bruissements fiscaux**

Les coulisses du marché international des capitaux bruissent de rumeurs fiscales. Celles d'une évenrameurs inscales. Celles d'une éven-tuelle introduction d'une retenue à la source de 5 % sur les revenus des obligations américaines se sont à peine tues que l'attention a été captée par la remise en question de la convention de double imposition passée entre le Royaume-Uni et les Antilles nécrlandaises.

Ce qui importe dans cette der-nière évolution, ce n'est pas le nombre de transactions concernées (il est faible). L'impact va en fait bien au-delà des considérations imméali-delà des considérations immédiates sur le sort de telle on telle obligation. Lorsque plane la menace d'une renégociation de contrats qui impliquerait pour certains débiteurs de dénoncer ieurs emprunts au remboursement anticipé sous peine d'être frappés d'une forte tate sur les versements d'intérêt (25 % en l'occurrence), c'est toute la confiance des investisseurs dans le système qui est ébranlée. L'évocation de semblables considérations impliquant les États-Unis et les Antilles néerlandaises, l'an passé à Antilles néerlandaises, l'an passé à pareille époque, avait paralysé l'euromarché tout entier. Les choses

avaient fini par rester en l'état devant le tollé général déclenché par les intentions américaines, mais le mal était fait car la suspicion était jetée. Cela avait conduit à réévaluer les grands marchés nationaux des capitaux dans l'esprit de nombreux investisseurs au détriment de l'euro-

Présentement, la situation est plus compliquée, du moins en Europe où les efforts d'harmonisation fiscale en cours pourraient mener à instaurer dans presque tous les pays de la Communauté un système uniforme de retenue à la source. L'unanimité est loin d'être atteinte à ce sujet. Les est loin d'être atteinte à ce sujet. Les taux varient sensiblement dans les différents pays qui connaissent déjà un tel système, et parmi les autres, certains, comme le Luxembourg, n'ont, à l'évidence, nullement l'intention d'introduire chez eux un tel dispositif. Il reste que nombre d'investisseurs, dans l'attente de plus de précision, préfèrent laisser leurs fonds en dépôts à court terme plutôt que de les engager à longue échémice. D'où la grande réserve manifestée la semaine écoulée sur l'euromarché.

En Italie, où existe déjà un prélèvement à la source de 12,5 % sur les coupons des emprunts d'Etat, la question prend un aspect particulier. Le Trésor italien se sert, en effet, de deux monnaies, la lire et l'ECU, pour lever des fonds sur son marché national. L'utilisation domestique de la monnaie européenne est source d'arbitrages inouls pour les grandes banques internationales. Pour com-penser l'effet de l'impôt anticipé, les autorités de la Péninsule sont prêtea à verser un intérêt nettement plus élevé que celui qu'elles serviraient sur une operation internationale qui, par définition, ne serait assujettie à aucune taxe. Pour une durée de quatre ans, la différence est de l'ordre de 90 à 100 points de base (en gros entre 7,60 %-7,80 % et 8,50 %-8,60 %).

Les souscripteurs de nombreux pays étrangers sont en mesure de récupérer l'impôt retenu à la source recaperer l'impoi resegu a la source conformément à des accords de double imposition. Mais cela prend du temps, un peu plus d'un an, réduisant en proportion le gain théorique qu'ils peuvent réaliser sur une telle opération. La marge qui subsiste finalement est encore très large. Après refinancement sur le marché des swaps, elle est de l'ordre de 45 à 50 points de base. Ce sont, en fait.

permis à la foison d'euro-emprunts « swappés » en ECU à quatre ans de voir le jour cette année.

Saisir avec précision pourquoi le Trésor italien retient systématiquement la solution des emprunts domestiques en ECU, qui, finale-ment, lui est plus coûteuse que ne le serait un accès direct à l'euromarché, est une tâche difficile. Une des raisons officiellement avancées est de nature pédagogique : il s'agirait d'éduquer la communauté des prê-teurs italiens à investir dans des instruments à taux fixe en monnaies étrangères sur place plutôt que de laisser ce rôle à l'euromarché. Or, selon toute apparence, ce sont piutôt les intervenants étrangers qui profitent de la situation, si bien que l'objectif poursuivi risque de ne pas être atteint. Cet objectif, d'ailleurs, n'a plus la même signification qu'il y a trois ans lorsqu'il aveit été fixé en pleine période de contrôle des

D'une façon plus prosaïque, la nécessité pour l'Italie de poursuivre un vaste programme d'emprunts en ECU apparaît aux yeux de tous, ne serait-ce que pour assurer le verse-ment des intérêts sur les titres de ce genre émis ces dernières années. La cadence presque mensuelle des émissions de certificats du Trésor et 50 points de base. Ce sont, en fait, leur montant, de 500 millions à des marges de ce genre qui ont 1 milliard d'ECU, ne pourraient

guère être absorbés par l'euromar-ché dans les conditions actuelles. Il reste que de grandes euro-émissions occasionnelles seraient bienvenues et nettement moins chères pour

Pemprunteur. Cherchent à évaluer le potentiel de baisse qui subsiste dans le com-partiment de l'eurofranc français à la suite de la remontée des taux du marché monétaire aliemand, plu-sieurs candidats de choix, étrangers et nationaux, se donnent le temps de la réflexion. La liste des emprunteurs susceptibles de se présenter prochainement est longue d'une dizaine de noms. Certains ont direc-tement l'emploi des fonds qu'ils tement l'emploi des fonds qu'ils envisagent de lever en francs. D'autres, su contraire, recherchent en fait des devises étrangères qu'ils se procureraient grâce à des transactions de swap; l'opération ne se concrétiserait que si elle se révélait moins coûteuse qu'une autre solution. L'incertitude demeure donc quant à l'activité noimaire de ces quant à l'activité primaire de ces prochaines semaines en eurofrancs.

prochaines semannes en eurofrancs.

Qui plus est, on estime dans les milieux euro-obligataires que les autorités françaises sont désormais prêtes à accepter le lancement, pour le compte des grandes dépendances d'Etat, d'opérations en devises étrangères dont le produit serait «swappé» contre des fonds en francs français. Jusqu'à présent, une telle possibilité n'était pas tolérée. La fermeté du franc justifierait un assouplissement de la position officielle à cet égard, et le changement serait, certes, bienvenu. Mais, à l'évidence, cela risquerait de priver l'euro-secteur français de signature l'euro-secteur français de signature garantie par la République.

Par ailieurs, l'heure est aux opérations convertibles ou munies de bons d'action. Les entreprises japonaises as signalent par des processes de cours impressionnantes, telles celles de Nîppon Steel dont l'euro-emprunt de 600 millions de dollars emprunt de 600 millions de dollars assorti de warrants se traitait vendredi sur le marché gris avec une prime de 5 %. Un empranteur français, le Compagnie générale d'électricité, a également eu l'occasion de se distinguer dans ce accteur. Par le truchement de la Société générale, la CGE a lance un euro-emprunt convertible de 250 millions d'El II à convertible de 250 millions d'ECU à huit ans qui a reçu un bon accueil hnit ans qui a reçu un bon accueil apprès des investisseurs européens. Les obligations, émises au pair, sont munies de coupons de 5,50 %. Le prix de conversion a été fixé vendredi à 330 francs, soit une prime de 12 % sur le cours de la veille. Il s'agit de la première opération de ce genre pour la CGE depuis sa privatisation.

CHRISTOPHE VETTER.

### LES DEVISES ET L'OR

# Un dollar recherché

De quelle ampleur pourrait être la remontée générale du dollar, dont le rythme s'est accéléré tout le long de a semaine, avant de se relentir à l'approche du week-end? C'est. la question que se posaient tous les opéraleurs sur les marchés des changes, au terme d'une période hebdomadaire qui a vu les cours de la devise américaine gagner plus de 1 % per rapport au mark et, surtout, 3 % par rapport au yen. Autre ques-tion : quelle va être la tactique des banques centrales dans les prochains jours et les prochaints semaines? On se doute que les réponses ne sont pas faciles, lesdites banques centrales n'ayant pas l'habitude d'infor-mer, par avance, les marchés de leurs intentions réelles, puisque le secret constitue l'un de leurs atouts

tile en rebondissements. Lundi, poursuivant sur sa lancée des jours sant de 1,8150 DM à 1,83 DM, de 130,50 yers à 131,70 yers et de 6,11 F à 6,16 F. Le lendemain, mardi, dans le courant de la mati-née, les banques centrales entraient dans la danse, la Bundesbank en tête, pour essayor de casser la spi-rale haussière. Tout le monde s'y mit : non seulement l'Allemagne mais les Pays-Bas, l'Autriche, la Bel-gique, l'Italie, la France, la Suède, sept pays au total. Scule exception : la Grande-Bretagne. Du coup, les cours retombèrent à 1,7950 DM, 6,06 F et sculement 130 yens.

Mais, le jour suivant, en l'absence d'intervention des banques centrales, les cours du dollar remon taient vigourcusement, à près de 6,15 F, 1,82 DM et 131 yens. Verdict des opérateurs : échoc aux ban-ques centrales, la force des marchés l'emportant irrésistiblement.

général des taux d'intérêt en Europe (la France exceptée), n'a eu ancun effet sur les cours, car une telle mesure était largement anticipée. En outre, lorsqu'un marché est à la hausse, sur une devise, qu'est-ce que peut bien faire un quart de point en plus sur des taux d'intérêt ?

observé sur le front des monnaies, mais vendredi matin c'est le yen qui se mettait à faiblir à Tokyo, le dollar bondissant à 134,50 yens. Fait remarquable, cette semaine, puisqu'à aucun moment la Banque du Japon n'est intervenue, laissant les opérateurs s'engager tout seuls, dans l'espoir que le mouvement se calmerait de lui-même.

En fait, c'est au Japon que ledit mouvement s'est déclenché, dès la semaine dernière. Les sociétés exportatrices nipponnes, qui s'étaient habituées à vendre à terme et par anticipation les dollars qu'elles allaient recevoir, par crainte d'une baisse ultérieure ont commencé par stopper leurs ventes, puis se sont mises à acheter le dollar mas-

A Tokyo, on assurait que beau-coup de sociétés spéculaient sur un nouveau repli du « billet vert », prévoyant un cours de 120 à 115 yens et vendaient des options pour une quantité bien supérieure à leurs soins normaux. La remontée du dollar les a contraints à se « couvrir » en catastrophe. Par silieurs, les investisseurs institutionnels japonais, les compagnies d'assurance sur la vie notamment, qui n'achetaient plus guère de bons du Trésor américain depuis quelques mois, crai-gnant d'easuyer des pertes de change supplémentaires (10 mil-liards de dollars déjà, en un an), reprirent vigoureusement leurs

On suppose, maintenant, que la Banque du Japon attend, pour inter-venir, que le dollar atteigne 135 yens, à moins que ce ne soit car la beisse de la devise nipponne serait de nature à relancer l'inflation en renchérissant le coût des importa-

A la veille du week-end, toutefois, bien des opérateurs estimaient qu'après sa bouffée de hausse, le liar pourrait se calmer, les anticipations sur la contraction du déficit commercial américain apparaissant un peu « rapide ». La livre sterling a été quelque peu secouée par

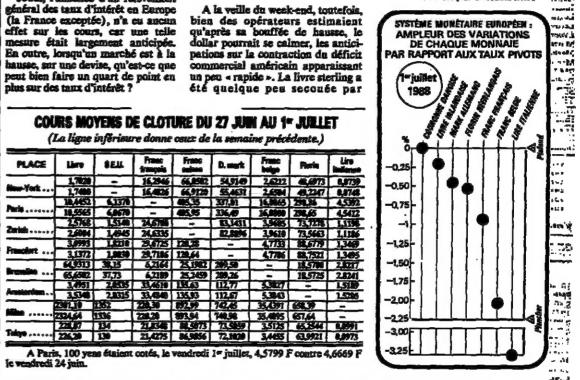
Jeudi, un peu de répit était l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements britanaique en mai (1,21 milliard de livres, soit près de 12 milliards de francs), avec une augmentation de 2 % pour les importations et une diminution de 4,5 % des exportations. Résultat : un déficit cumulé de la balance des, paiements de 4,7 milliards de livres. pour les ciaq premiers mois de l'année, deux fois plus que prévu (4 milliards pour l'année entière, selon, le gouvernement).

Rendus publics lundi après-midi, ces chiffres ont immédiatement fait, chuter la livre, qui ne s'est nulle-ment redressée malgré un nouveau relèvement du taux directeur de la Banque d'Angleterre d'un demi-point. En fait, les opérateurs atten-daient un point complet, et ils ne désespèrent pas de l'obtenir. En tout cas, la devise britannique restait fai-ble en fin de semaine, à moins de 3,10 DM et à 10,45 francs (contre 10.70 francs début juin).

Ce n'est certes pas le cas du franc français, qui traverse fort bien cette phase mouvementée. Il est vrai qu'il profite de la faiblesse relative du mark, dont le cours, à Paris, oscille-autour de 3,37 francs et ceci en dépit de deux relèvements successifs des taux d'intervention de la Bun-

Pour l'instant, le franc apparaît tout à fait « déconnecté » du mark. Sur le marché de l'or, les cours de l'once ont accentué leur repli, en raison inverse de la sermeté du dollar, ce qui est bien compréhensible. Au plus haut de l'année, le 3 juin der-nier, à 465 dollars sur le marché de Londres, ils sont retombés aux environs de 435 dollars. A Paris, en revanche, grâce à la montée du dol-lar, le cours du lingot de 1 kilo, qui avait chuié à 78 300 francs au premier trimestre, s'est affermi à ente 86 450 francs. De toute façon, l'or d'ét n'est pas recherché actuellement.

FRANÇOIS RENARD.



# LES MATIÈRES PREMIÈRES

# Optimisme pour le nickel

Londres remontajent cette semaine, sur le comptant, à plus de 14 400 dollars la tonne, sontenus par des risques de grève chez le premier producteur mondial, le canadien Inco, le courtier Shearson Lehman publiait le 30 jain un rapport très optimiste sur l'avenir immédiat de ce métal. Selon les analystes britanniques, le record de consommation de 630 000 tonnes atteint en 1987 devrait cette amée être battu et porté à 660 000 tonnes. Malgré une production occidentale qui devrait augmenter en 1988 de 7 %, pour s'établir à 564 000 tonnes, l'offre sera cette année encore inférieure aux besoins mondiaux. Compte tenu de l'apport de 60 000 tonnes en provenance des pays de l'Est, le m connaîtra un nouveau déficit de l'ordre de 36 000 tonnes (contre 40 000 tonnes en 1987).

En raison de la baisse des stocks mondiaux qui se poursuit depuis 1983 – ils ne représentent plus que six semaines de consommation, les utilisateurs éprouvent des difficultés à s'approvisionner en temps, quantité et qualité voulus. Dans ce contexte, Shearson Lehman estime que les prix du nickel en 1988 devraient atteindre une moyenne

PRODUITS	COURS DU 1-7
Culvre h. g. (Louise)	1 268 (- 15)
Trois mois	Livres/tonne
Abanishan (Louise)	1 429 (- 215)
Trois mois	Livres/tombe
Nickel (Louiss)	14 130 (- 970)
Trois mois	Dollars/tonse
Sucre (Paris)	1 915 (+ 265)
Août	Francs/tourn
Café (Ladres)	1 960 (- 45)
Juillet	Livres/tome
Cacao (Nen-York)	1 579 (+ 43)
Juillet	Dollars/tonge
Bié (Chicap)	409,58 (+ 28)
Juillet	Cents/boissess
Mails (Chicago)	342 (- 0,55)
Juillet	Cents/boisscati
Soja (Chicago)	293,58 (~ 17,28)
Juillet	Dollars/t. courts

Pendant que les prix du nickel à annuelle de 6,15 dollars par livre, soit 12 568 dollars par tonne, contre ur le comptant, à plus de 2,21 dollars par livre en moyenne en 1987 (soit 4 516 dollars la tonne).

tonne).

Dopé par une forte demande du secteur des aciers inox, débouché majeur du nickel, mais aussi par une interruption jusqu'en mai des livraisons de la République dominicaine au producteur canadien Falconbridge, les cours du métal ont même touché, le 28 mars, leur plus haut niveau historique à 10,84 dollars la livre (22 152 dollars la toune). De l'avis des analystes de Shearson, la « fête » va continuer au-delà du « fête » va continuer au-delà du second semestre, pour s'achever au plus tôt vers la mi-1989.

 La rapide expansion de la production des acters inox en 1987 (+ 12%) et 1988 (+ 7%) ne pourra pas durer. Nous pensons qu'une proportion de cette marchandise a été mise en réserve et qu'elle sera déstockée fin 1989. La consommation de nickel s'en ressentira», précise cependant le rapport de Shearson Lehman, qui estime à 630 000 tonnes la demande mon-diale pour 1989 (- 4,5 % sur 1988). Mais en attendant, le marché reste très tendu. Outre le secteur des aciers inox, les besoins sont pres-sants dans l'aéronautique et l'élec-troménager. Or la production n'est pas pour l'instant en mesure de suivre la cadence, face sux besoins qui se manifestent avec acuité au Japon

Dans ce contexte, la société métallurgique Le Nickel SLN,

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

INDEXE DEPUIS JANVIER 87

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL

SINORG G CAML SERVEUR

Tél.: (1) 45-38-70-72

filiale du groupe Eramet-SLN, met les bouches doubles. Au début de 1987, la chute des prix du métal à 1,56 dollar la livre (3 180 dollars la tonne) avait incité l'entreprise française installée en Nouvelle-Calédonie à stopper l'un de ses trois fours pour le rénover. De 42 000 tonnes en 1986, la production de la SNL était tombée l'an passé à 37 800 tonnes. Cette année, l'ancienne firme des Rothschild a retrouvé la pleine capacité de ses trois fours électriques et table sur une production de 46 000 tonnes qu'elle devrait exporter en totalité, vers le Japon en particulier (purs vers le Japon en particulier (sous forme de ferronickel).

Fidèle à sa tradition, la SNL a choisi de ne pas se prononcer affi-ciellement sur les conséquences d'une évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie. « Nous sommes une société industrielle et sommes une societé industrielle et purement industrielle », disait-on le 30 juin au siège parisien. Détenue à 75 % par le holding d'Etat Erap, à 15 % par Elf-Aquitaine et à 15 % par Imétal, la SLN reste cependant dans l'orbite des pouvoirs publics. Le nickel n'est plus l'enjeu qu'il représentait au début des années 60, lorsone de Gaulle tensit le minerai lorsque de Gaulle tenait le minerai calédonien pour un gage d'autono-mie face à l'emprise soviétoaméricaine sur ce marché. Mais la hausse actuelle des prix rappelle aux responsables politiques français que la santé économique du « Caillou » est liée au « métal de Satan ».

ÉRIC FOTTORINO.

# LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 1º juillet, 4,5799 F contre 4,6669 F

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 JUIN AU 1\* JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

# Le grand rééquilibrage

gouvernement, a repris ce qu'elle avait dû concéder en novembre dernier, c'est-à-dire une baisse d'un demi-point de son taux d'intervention à court terme, ramené à 3,25 % et qui vient de retrouver son niveau initial de 3,75 %. Elle y a ajouté, en prime, un relèvement d'un demi-point de son taux d'escompte qui, à 3 %, retrouve également son taux du 3 décembre 1987, date à laquelle la Bundesbank l'avait symboliquement

La décision allemande a été suivie, immédiatement, par les banques centrales de la « zone mark », Pays-Bas et Autriche, auxquelles se sont ajoutées la Suisse et la Belgique. Seule la France s'est abstenue, pour des raisons faciles à comprendre.

Les motifs de la décision allemande ont déjà été exposés lors du premier relèvement des taux diroc-teurs de la Bundesbank, intervenu le mardi 21 juin : la baisse du mark est jugée dangereuse outre-Rhin, car elle est susceptible de relancer l'inflation en renchérissant le coût des produits importés. En outre, la masse monétaire augmente trop vite en RFA, et il est urgent de la faire rentrer dans son lit. On pense, toutefois, qu'un demi-point de hausse du

C'est fait! En moins de deux hausse avait été amicipée, et les ren-semaines, la Banque fédérale d'Alle-magne, sans trop se soucier de son Grande-Bretagne, le souci de freiner d'écart pour la prime de risques, la chute de la livre et, surtout, de calmer la surchauffe a incité la Bauque d'Angleterre à relever une quatrième fois en six semaines son taux directeur, le portant à 9,50 %. On pense, généralement, qu'elle ira jusqu'à 10 % : les opérateurs inter-

> Aux Etats-Unis, en revanche, la fermeté du dollar et la chute du prix du pétrole, qui poussent à la désin-flation, ont favorisé la baisse des taux d'intérêt à long terme. A la veille du week-end, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain était revenu à 8,82 % environ, dans l'optimisme général.

Dans ces conditions, les cours sur le MATIF ne pouvaient que monter, prudemment mais solidement, celui de l'échéance septembre s'inscrivait à 104,40 en fin de semaine, ce qui correspond à un rendement de 9,10 % environ sur l'emprunt = notionnel = à dix ans.

La déclaration de M. Pierre Bérégovoy, qui, malgré la hausse inopportune des taux allemands, voit toujours une marge de baisse pour les taux français, continue à doper un peu le marché. Néanmoins, les prévisions de l'INSEE, qui estiment taux à court terme en Allemagne est tout à fait insuffigant si un tel effet est recherché.

En tout cas, le dernier relèvement du taux allemand n'a eu ancun effet avec l'Allemagne est de deux points, sur les marchés outre-Rhin : la ce qui ramène l'écart de taux entre

reste une marge de baisse d'un demi-point sur le court terme à

C'est jouable en raison de la bonne tenue du franc, qui se moque, re comme d'une guigne du relèvement allemand; mais à la Banque de France, on reste prudent : c'est déjà... bien besu de n'avoir pas en à relever and ses taux jeudi dernier, comme les

Sur le front des émissions, un optimisme prudent - règne sur le marché. L'emprunt EDF de 3 milliards de francs lancé la semaine dernière a été vite « consommé » : on n'en trouvait plus à la veille du week-end. Le Crédit agricole a levé 2 milliards de francs dans son réseau, ce qui n'a rien laissé pour les intervenants extérieurs. Le Crédit lyonnais a émis, à son tour, 1,25 milliard de francs de titres subordonnés réel, mais le placement, hors du réseau, est moyen, car plusieurs étabhissements out déjà émis du TSR et le Crédit lyomais vient en dernier.

Pour le reste, la Banque de gestion privée SIB a aisément place " quatre tranches TIOP à trois moispour 400 millions de francs, de même qu'EURODIF (TIOP à un ani mois) pour 800 millions de francs et "FRANCETEL (idem) pour "2 600 millions de francs.

F. R.

thus en Europ Arach A la veille	dun week-end de in	d <sub>l:</sub>
Challenge of the con-	d'un week-end de mant de mant de la justier part la feu le capentieurs of the part par la cette par par la cette par par la cette par par la capentieur de la c	15 L
Alone ATT Breing Chase Man. Bank No Post de Voscos Smittana Redol, Extun Ford General Electric Connecil Motors Gendyses Hill Histoli Od Plane Schlassburger Tannes LIAL Corp on Alag Liston Carbole LISA Westinghouse Xenn Corp	Cour. Con. 1 Jul. 1 20 1 4 52 5 8 52 5 5 8 52 5 5 52 5 52 5 52 5	
1.0	NDRES	
Afford par l'a rique de la lecta- ma es de la déce determenciale le : a'est alparel : l'accepte de la ce- impartante, fen l'accepte de puel d	Assertment de sief en brea nec des passertes par frances de sief en brea frances de passertes par frances de la calenta par frances de la calenta de la cale	,
Balanton  Balanton  Balanton  Delication  Political  Political  Political  City  Balanton  Balan	46,6 46 4115 46 4115 46 24.1 111 22.1 1114 22.8 44.1 23.1 12.1 114 24.8 44.1 25.1 10.1 10.1 10.1 10.1 25.1 10.1 10.1 10.1 10.1 25.1 10.1 10.1 10.1 10.1 10.1 25.1 10.1 10.1 10.1 10.1 10.1 10.1 10.1 1	i
FRAN	B	Public.
(i Br Br Br Abr Abr Abr Abr Abridan Arithmetical	20 1 6 200 60 200 6 1 20 7 20 6 7 27 6 6 20 60 6 7 6 60 6 7 60 60 6 7 60 60 6 8 6	
TOTAL  Total  Species to the State of the St		

\*\*\* \*\*\* p

Parlan

diffe in 17.

Briefe Bert :

1 - my

SHALL SHA

148.3"

Mater for

1 m. 3 : 1

BOURSES

**ÉTRANGÈRES** 

NEW-YORK

La tendance a cie tie, irregulire celle sermaine à Neu-Lord Mais de limite en baisses, le l'hou long s'en dissance en baisses, le l'hou long s'en dissance en baisses, le l'hou long s'en de 24 juin - 2 131,5% (comire ? 142 do) le chand et le froid ont taux à long soulllé sur le marché l'rès emble à la baisse de places, même limites, sur le maires places, même limites, sur le disparent, également à la baisse de pre disparent, est res anche, la rene l'urire apprécié, en res anche, la rene l'urire

du persole, Wall Street n. Fren

du petroie, en resanche, la remonice de

there an Europe, qui traine l'impre de

\* kullet

i figuration no tertable to pour la

i Bagrae de selenali de ; wook-ned, a himblion of genede outdoor los proche don sidor sose i amerchis limiter de secons de se cruelle

4 La conférence sur la sécurité et la coopération en

africain propose de renforcer la législation sur l'habitat séparé.

# POLITIQUE

6 Le comité directeur du PS. PC préparent un document sur la crise de leur

André Laurens. 7 Les suppléants des parle mentaires nommés au

politiques,

### SOCIÉTÉ 8 Secret médical et SIDA

aux Etats-Unis. La catastrophe de Flaujac. SPORTS : les Internationaux de tennis de Grande

RÉGIONS 12 Les nouveaux maires.

### CULTURE

9 Jean-Luc Godard et la coupure publicitaire des films à la télévision. Un festival de musiques

# 11 COMMUNICATION

### ÉCONOMIE

le remboursement de médicaments pour maladies graves. - Le groupe Cascade va se retirer de la Chapelle-

Darblay. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.

## SERVICES

13 Le gouvernement élargit Météorologie .......... 11 Spectacles ..........10

### TÉLÉMATIQUE

e Admissibleé aux grandes écoles. FESIC BAC. ECOLES 36-15 tapez LEMONDE e Les corrigés du bac et

 Les jeux primés de Monde. JEU 36-15 tapez LM

du brevet. BAC

### L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

# Le premier volet de l'accord de Matignon ne rencontre aucun obstacle parlementaire

Le projet de loi visant à confier à l'Etat le soin d'administrer directement in Nouvelle-Calédonie, pendant un an, à partir du 14 juillet prochain, a été adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le vendredî 1" juillet, à l' unanimité des députés présents (PS, RPR et centristes).

L'adoption de ce texte, lundi au Palais-Bourbon, semble devoir faire l'objet d'un consensus. Selon le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS), ce débat sera « très serein et responsable ». C'est M. Rocard qui présentera lui-même aux députés le projet, qui ne compte que deux articles.

L'article premier indique que jusqu'à l'entrée en fonction conseils élus en application de la loi aui fixera le nouveau statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et, au plus tard, le 14 juillet 1989, les attributions dévolues au conseil exécutif et à son président par la loi nº 88-82 du 22 janvier 1988 portant statut de la Nouvelle-Calédonie sont exercées par le haut commis-

### M. Tjibaou a du mal à convaincre son propre parti

NOUMÉA de notre correspondant

Réuni dans la tribu de la Conception, en banlieue de Nouméz, afin de se prononcer sur l'accord signé à Paris entre MM. Rocard, Tjibaou et Lafleur, le comité directeur de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS) n'avait toujours pas conclu ses tra-vaux samedi 2 juillet en fin d'après-

La lenteur des débats témoignait à l'évidence du trouble suscité chez les militants de l'UC par l'initiative de leur chef, M. Tjibaou. Calni-ci a d'ailleurs lui-même reconnu, au cours d'un entretien avec la presse, que les délégués de l'UC ont émis de nombreuses « réticences » sur cer-taines dispositions du « package » mis au point à Paris, en particulier les délimitations des futures régions, la durée de dix ans du statut transitoire, ainsi que le corps électoral retenu pour le scrutin d'autodétermination de 1998. - Ça ne correspond pas aux revendications de l'UC et du FLNKS -, a admis M. Tiibaou.

Pour le chef du mouvement indépendantiste, le fait que la garantie de l'indépendance n'ait pas constitué un préalable lors des négociations à Matignon « renverse un peu la vapeur ». « Le texte remet en cause, a-t-il poursuivi, la problématique dans laquelle on s'est toujours posi-tionné », ce qui explique que, selon lui, « les gens ont besoin de bien réfléchir, de se concerter et de com-prendre ». Un nouveau comité directeur sera donc vraisemblablement convoqué asin d'arrêter la position définitive du parti, avant la tenue de la convention du FLNKS à Thio, le 16 juillet, qui engagera alors mble du mouvement indépen-

Interrogé sur les violentes critiques exprimées contre l'accord de Matignon (le Monde du 2 juillet) par M. Léopold Jorédié, secrétaire général de l'UC et numéro trois du ET MVS. M. Tibers M. Tiber FLNKS, M. Tjibaou - visiblement amer - est convenu que cette prise de position pose « des problèmes réels, ceux que l'on discute

Dans l'entourage du président du FLNKS, on reconnaît, en effet, que l'argumentation développée par M. Jorédié rencontre un certain écho chez les militants, tout en trouvant fort peu élégante la méthode utilisée. « Pourquoi, interroge ainsi un proche de M. Tjibaou, n'est-il donc pas venu formuler ses griefs ici meme, à ce comité directeur? » M. Jorédié, dit-on, a pris un gros risque politique personnel, en dénoncant de la sorte la démarche de

FRÉDÉRIC BOBIN.

Le numéro da « Monde » daté 2 juillet 1988

a été tiré à 520 439 exemplaires

saire de la République ». Sans être abrogé, le « statut Pons » est « gelé ».

L'article 2 ajoute : « Dans l'exer-L'article 2 ajoute : « Dans l'exer-cice des autributions mentionnées à l'article premier, le haut-commissaire est assisté par un comité consultatif représentant les principales familles politiques du territoire. Ce comité comprend huit membres désignés par décret en conseil des ministres.

- Le haut-commissaire lui soumet pour avis les projets de loi. (...) Le comité est consulté par le haut-commissaire sur les autres projets de loi et projets de décret relails au territoire. (...) Il peut, en outre, être saisi par le haut-commissaire de toute autre question relevant des attributions du conseil exécutif ou de son président. »

### M. Pons: « Un accord de façade »

Pour sa part, M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, ancien ministre des DOM-TOM, a qualifié, vendredi, d'e accord de façade - le compromis conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon par le premier ministre et les délégués du RPCR et du FLNKS. Selon lui, cet accord constitue surtout, pour M. Rocard, • une réussite médiatique » mais - il faut se garder d'aller trop vite, se garder de tout triomphalisme ».

M. Pons, qui s'exprimait au micro de RFL a ajouté que MM. Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou avaient signé un texte « qui com-porte des points essentiels de diver-gence : obligatoirement, un des deux, très vite, va s'apercevoir qu'il a signé un accord pour une évolution qui est contraire à ce qu'il sou-

Quant au président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, il a l'accord de Matignon n'a « d'autre but que de donner le gouvernement et la disposition de la Nouvelle-Calédonie à une minorité canaque. Le plan consiste, a-t-il dit, à organiser la majoration de cette minorité et la minoration de la majorité pro-

Dans la quatorzième et avant-

dernière ronde du Tournoi de

Belfort, le vendredi 1" juillet,

Karpov a battu Kasparov. Cette

très belle victoire ne devrait

cependant pas permettre à

l'ancien champion du monde de

rejoindre son rival à la première

place du tournoi qui se termine

Karpov a su battre Kasparov, mais il n'a pu réaliser l'impossible : faire arriver son compatriote à l'heure. Lorsque la sonnette qui marque le début des parties a recenti

à 15 heures tapantes, Anatoly Kar-

pov était assis devant une chaise vide. Il a alors tranquillement

avancé un de ses pions et attendu que le champion du monde daigne

arriver. Le sourcil froncé, l'air affairé, Kasparov a finalement

débouché sur la scène du Théâtre de

Belfort à grandes enjambées, avec une petite minute de retard.

bouleverser ses habitudes, füt-ce devant son plus grand rival. Tout de

même, Karpov a eu droit à des égards particuliers : lors de ses par-ties précédentes, Kasparov avait

parfois fait attendre ses partenaires

Après une brève poignée de main, Kasparov s'assoit, passe en revue les pièces en les effleurant nerveuse-

ment de la main et pose délicate-

ment sa montre à sa gauche, le long de l'échiquier. 15 h 01 : les rites ont

été respectés, la partie commence pour de bon. Il est temps de mimer

une bonne dizaine de minutes.

Le champion du monde ne saurait

de notre envoyée spéciale

dimanche.

BELFORT

### Douze heures de confrontations entre le commissaire et ses accusatrices

# M. Jobic maintient ses dénégations et invoque ses méthodes de travail

tion de témoins, lui auraît donné 3 000 F

pour le voyage. Une autre prostituée aurait

vivement attaqué le commissaire Jobic,

accusant un autre policier, pour prix de sa

bienveillance, de l'avoir forcée à envoyer des

mandats à un truand emprisonné. Trois talons de mandat out été effectivement

policier, la confrontation a mis en lumière

e les contradictions et les imperfections du

dossier . et le commissaire aurait

« démonté les accusations portées contre

lui ». « C'est l'intérêt d'Yves Jobic que la

défense parle », a conclu ce défenseur, sans

climat alourdi par l'assassinat, dans la suit du 30 juin au 1ª juillet, d'un autre indica-

La confrontation s'est déroulée dans un

En revanche, pour l'un des avocats du

retrouvés par les enquêteurs.

C'est dans un climat très tendu, où selon l'un des témoins « dominait la peur », que s'est déroulée, vendredi 1" juillet, tard dans la nuit, la confrontation entre le commissaire Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé et écroué à Bois-d'Arcy, et huit prostituées qui l'accusent d'extors fonds. Le face-à-face a duré douze heures, arbitré par le juge Hayat, en présence d'un substitut du procureur, d'un interprète et des avocats de la défense comme de la par-

Selon cette dernière, les huit femmes out maintenu leurs accusations, y apportant même quelques précisions supplés C'est ainsi que l'une d'entre elles, absente pour cause de maladie à la confrontation organisée le 21 juin dernier, a avoué qu'elle n'était, ce jour-là, pas malade mais qu'ou lui avait « conseillé » d'aller à Deauville afin qu'elle ne puisse être entendue. Boumedine Ouchent, dit « Michel », indicateur du commissaire Jobic inculpé depuis de suborna-

teur du commissaire Jobic, Mahfoud Bouchama (nos dernières éditions du 2 juillet). Après avoir conduit un commissaire de police en prison, provoqué, peut-être, la mort d'un indicateur et suscité au sein de plusieurs unités de la police judiciaire, ainsi que dans le locaux de la première division de

corps des commissaires, troubles ou police judiciaire (DPJ). irritation, l'affaire Jobic est-elle en train de faire une nouvelle victime? Cette fois il ne s'agit ni d'un policier, ni d'un « truand », ni d'une prostituée, mais d'un magistrat, M. René Humetz, juge d'instruction au tribunal de Paris. Un juge, ancien capitaine de gendarmerie et ancien inspecteur de police, dont le cabinet traite plusieurs affaires de grand banditisme et de proxénétisme et avec qui le commissaire Jobic a été

Il v avait *a priori* peu à espérer de la confrontation qui a eu lieu vendredi, chacun devant théoriquement rester sur ses positions. La défense du commissaire Jobic ne semblait d'ailleurs pas y attacher une excessive importance. N'avait-on pas vu l'un des trois avocats du policier quitter prématurément le tribunal et rentrer chez lui, où l'attendaient des affaires personnelles > ?

La Coupe du monde d'échecs à Belfort

Karpov superbe vainqueur de Kasparov

La pression pèse déjà trop lourd. Les deux champions se lèvent à tour

de rôle pour faire quelques pas sar la scène. Kasparov arpente fébrilement l'estrade, les mains derrière le dos, le

regard vissé sur le bout de ses chaus-sures. Une vraie sentinelle. Une

dizaine de pas vers la droite, une brusque volte-face, une dizaine de

jette un coup d'œil à la ronde et

musarde entre les tables de jeu, avec

la désinvolture d'un promeneur du

dimanche. Il va et vient à pas lents,

en s'arrêtant de temps à autre

devant les parties de ses camarades,

comme s'il souhaitait se distraire un

Les sièges offerts par les organisa-teurs lui ont d'ailleurs convenu à merveille : de larges fauteuils à rou-lettes, où l'on s'enfonce avec délice

dans un confort profond. Kasparov, lui, n'a pu les supporter : il a com-mencé par demander que l'on en scie les roulettes, avant d'exiger un

modèle plus à son goût : un simple fauteuil rigide à accoudoirs de bois. Les sièges des salles de réunion de la

mairie de Belfort ont fait l'affaire.

La pendule tourne. A l'avantage de Karpov. Kasparov s'agite,

s'énerve et allonge encore le pas lors de ses tours de garde le long de la scène du théâtre. A peine assis, le

champion du monde se mordille

rageusement les ongles en dévorant

l'échiquier des yeux. Karpov, lui, reste placide. Au sous-sol, dans la salle des commentaires, le maître international français Aldo Haïk

soufile à son groupe: «Le temps travaille pour lui. »

Dans cette défense Gruenfeld

qu'ils ont tant jouée à Séville lors de

eur dernier championnat du monde.

peu de son propre échiquier.

Karpov, lui, se lève posément.

pas vers la gauche.

Pourtant samedi 2 juillet, vers I h 30 du matin, alors que dans le cabinet du juge Hayat l'intermina-ble face-à-face entre le commissaire Jobic et huit prostituées touchait à sa fin, les avocats de la partie civile, Mª William Bourdon et Francis Ter-

Ce dernier avait été entendu, le 29 juin, par quem ont abordé l'épineuse question de l'extraction de sa prison, le 11 mai 1987, de Jean-Claude Monstapha, pour une audition dans les

en dire plus.

Jean-Claude Moustapha, que la chambre d'accusation de Versailles, sous la présidence de M. Robert Sévenier, vient d'ailleurs de mettre en liberté contre une caution de 100 000 francs, est inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Son arrestation et son inculpation, fin 1986, par le juge Hayat a conduit de proche en proche à l'inculpation, le 28 novembre 1987, du commissaire Jobic, dont il était l'informateur très protégé.

### Un hypothétique procès-verbal

Or six mois plus tôt, le 6 mai 1987, le commissaire Vénère, chef de la 1ª DPJ, demandait par lettre au juge Hayat qu'il autorise pour l'inculpé de sa cellule de Fresnes. Jean-Claude Moustapha, expliquait en substance le policier, sait beaucoup de choses sur une affaire qu'instruit le juge Humetz. Ce dernier appelait son collègue Hayat pour intervenir dans le même sens. Le 11 mai, le commissaire Jobic, assisté de l'inspecteur divisionnaire

ment, secone la salle, pleine à cra-quer. Timman, à la table voisine, se bouche les orcilles. C'est fini, Kar-pov a gagné. Poignée de mains. Au bord des larmes, Kasparov «s'enfuit» par une issue de secours.

Karpov, toujours aussi « expansif », déclare : « J'al été mieux durant toute la partie. » Speelman, à qui on

demande ce qu'il pense de la partie, répond : « Il n'y a que deux hommes

capables de la comprendre : Karpov et Kasparov. » Vendredi soir, Kaspa-

rov n'avait pas encore compris ce qui lui était arrivé dans sa cent

vingt-neuvième rencontre contre

RÉSULTATS DE LA 14 BONDE

RESULTATS DE LA 14 RONDE

Karpov-Kasparov 1-0 (38); SokolovShort 0,5-0,5 (13); Yonssonpov-Ehivest
0,5-0,5 (31); Nogueiras-Beliavski 0,50,5 (21); Ribli-Andersson 0,5-0,5
(31); Huebner-Ljubojevic 0-1 (37);
Timman-Hjartarson 1-0 (52);
Speciman-Spassky 0,5-0,5 (11).

CLASSEMENT. - 1. Kasparov,
10,5; 2. Karpov, 9,5; 3. Elhvest, 8,5;
4. Sokolov et Spassky, 8; 6. Huebner et
Ribli, 7,5; 8. Short et Speciman, 6,5;
10. Andersson, Beliavski, Ljubojevic et
Nogueiras, 6; 14. Youssoupov, 5,5;
15. Hjartarson et Timman, 5.

Blancs : KARPOV

Noirs: KASPAROV

Tournai de Belfort

Défense Gruenfeld

9. Fé3

Cf6 | 20. Dd2

ANNE CHEMIN.

Michel Creissac, venaient chereber leur « client » pour l'emmener dans leurs locaux. Le soir, Jean-Claude Moustapha regagnait sa cellule,

Plusicurs mois plus tard, au cours d'un interrogatoire, un témoin évoquait les « importantes protec-tions » policières dont aurait bénéficié Jean-Claude Moustapha. Il affirmait que même écroué Moustapha avait pu sortir de sa cellule durant vingt-quatre houres pour aller voir sa mère, . service » que lui avait rendu le commissaire Jobic moyennant un pot-de-vin de 25 000 francs. L'accusation était grave. Pourtant les vérifications faites par le magistrat instructeur dans l'agenda du commissaire Jobic, à la page du 11 mai, conduisaient à la découverte d'une inscription peu sibylline: - Louise, 26, 2 étage. - Il s'agit bien du prénom de la mère de Jean-Claude Moustapha, qui habite au 26, boulevard de Rochechouart,

Le commissaire expliquera mal la carnet. Il maintiendra sculement que Moustapha a bien été entendu dans les locaux de la 1 DPJ. comme en témoigne le livre où sont notées entrées et sorties. Mais si interrogatoire il y a en, où se trouve le procès-verbal qui en fait foi? Interrogé officieusement par le juge Hayat, M. Humetz répondra qu'il

les gendarmes de Versailles. A plusieurs reprises, le commissaire avait lui-même demandé l'audition de Mahfond Bouchama, dont le témoignage paraissait devoir lui être favorable. En fait, selon des sources proches de l'enquête, il ne semble pas que ce fut le Avant de mourir, Mahfoud Bouchama

aurait indiqué aux policiers le nom de son assassin, prénommé Salim et qui aurait été reconnu par un témoin présent dans le bar où a eu lieu l'assassinat. « Salim » est actuellement recherché. Scion les enquêteurs de la police judiciaire, ce meurtre n'a rien à voir avec le dossier Jobic. Mais l'on redoute que l'assassin s'en serve pour atténuer sa responsabilité et mettre en cause d'hypothétiques commanditaires.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Jobic apparaît de jour en jour sous un aspect plus troeble, impliquant directement on indirectament de plus en plus de personnes.

> n'en a pas été dressé afin de ne pas compromettre l'informateur.

Samedi matin, le commissaire Jobic a exprimé une position exactement inverse. Selon lui, un procèsverbal a bien été établi, conservé dans un coffre du service et non placé dans le dossier, avec l'accord du juge Humetz. Ces propos, s'ils étaient avérés, constitueraient une grave mise en cause à l'égard d'un magistrat accusé de couvrir des pratiques peu orthodoxes. En tout eas. dans un premier temps, on voit mal comment pourrait être évitée une confrontation de M. Humetz avec le commissaire Jobic.

Ce dernier fait maintenant face à des accusations aussi diverses que précises. On est loin des attaques portées à l'origine par les seules prostituées qui, dans la nuit de vendredi à samedi, ont maintenu, comme I'on pouvait s'y attendre, la plupart de leurs accusations. Bien plus lourds de conséquences sont les aveux faits au début de la semaine dernière, par Bernard Lemouton, Boumedine Ouchent et Ahmed Ben Arbia, inculpés de subordination de témoins et écronés.

12 . 2 . 2

Francisco Company

Street & Lor

at the second

Make Burker Burker

Statistics of the

Atoma a light

The same of the sa

Manager to a

Office of the same

Trees and a second

September 1997 Commencer

1 88

the second second

The second second

Company of the second s

older it is a

\*\*\* (\*\*\*\*\*\*\*

4. . . .

4 212 12 122.00

74. ....

The state of the state of

Philadelphia . . .

Trans.

A 64 ....

200 Ca

\*\*\*\* \* 15 . ,

2.5

. .

Σ1 -20 at a fine 1.

State of the state

ist : King ...

\*\* 10 1

## Services rendus

Tous trois sont des relations, des informateurs voire, pour Ouchent, un ami du commissaire Jobic. Le 21 juin, Lemouton a reconnu - avoir écrit une lettre pour Samira Khiri qui ne sait ni lire ni écrire le francais et qui était une lettre de rétractation de son témoignage dans l'affaire Jobic -. Prostituée de la rue de Budapest, Samira Khiri elle s'appelle en réalité Larhouia Lacen - s'est constituée partie civile contre le commissaire qu'elle accuse d'extorsion de fonds.

Boumsdine Ouchent reconnaît des interventions semblables. S'il donne » des affaires au commissaire Jobic, c'est « uniquement per sympathie et pour rendre service à la société », affirme-t-il ingénument. Après plusieurs heures d'interroga-toire, il a reconnu avoir reçu de Ahmed Ben Arbia - une lettre de rétractation à l'intention d'une prostituée -. Deux autres femmes qui devaient témoigner devant le juge Hayat ont été menacées par Ben Arbia, qui a déchiré leur convocation. Ben Arbia, affirme Ouchent, a agi ainsi « après avoir pris contact avec Jobic.

Enigmatique, il ajoutera encore qu'il « joue sa peau » et parlera d'un certain Salim, « individu dangereux et armé, se livrant au racket », sur lequel il a donné des éléments au commissaire Jobic. Salim: ainsi se prénome le racketteur soupçonné d'avoir tiré sur Mahfoud Bouchama entendu par le magistrat instructeur deux jours avant sa mort.

Ce n'est d'ailleurs pas la moindre des caractéristiques du dossier Jobie que ce climat de violences qu'il laisse de plus en plus paraître. Jusqu'alors, le téléphone était l'habituel véhicule des menaces anonymes, obligeant le juge et l'un des témoins à être en permanence pro-tégés par des gendarmes en civil. Samedi matin, l'une des prostituées confrontée au commissaire Jobic a annonce au juge Hayat qu'une lettre de mise en garde parvenue en mars dernier était le fait d'une prostituée

### Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et de mécaniciens navi-gants (SNOMAC) d'Air Inter ont annoncé dans un communiqué, le vendredi le juillet, qu'ils ont déposé un nouveau préavis de grève matinale pour la semaine prochaine, du lundi 4 an dimanche 10 juillet, de minuit à 8 heures.

Ils indiquent que « la direction se refuse toujours d'ouvrir des négociations sur la composition d'équi-pages des Airbus A-320, malgré les propositions diverses -.

### Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi l= juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du ponvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapuch, secrétaire de la CFDT, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les gré-vistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi à 1 heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M Bouzet - 0.5 % ou fet secrétaire M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 •, et une augmentation de « 2.1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Etaient par ail-



L coverture

Chi 20. Da2 # 21. Da5 Chi 22. Da5 Chi 23. Da1 Chi 23. Da2 # 25. Da2 # 26. F12 Chi 27. Ca3 # 4 29. Da6 Chi 30. Chi 10. l'impassibilité. Le dos bien droit, les Karpov a placé une innovation au Txf7 31. Rxf2 Txf1 32. Dx5 Dx6 33. Dx8+ Dx5 34. Dxc5 Txx 35. Rx1 bx 36. Cx3 Txx 37. Cx5 Dx4 38. Tx1 bras sagement croisés, la silhouette figée, le visage impénétrable. Mais 17º coup: Da4. Kasparov prend trente-huit minutes pour répondre. Mal. Au trentième coup, pour on ne masque jamais totalement les agitations de l'esprit : le regard de Karpov fouille l'échiquier, se relâ-che, et le pied de Kasparov piétine qui acceptait d'être entenduc. Cette essayer d'échapper à l'étranglement, Kasparov sacrifie une Tour pour un Fou. En vain. Au trente-huitième leurs en cours de négociations un semme, a ajouté le témoin, sait qui 16. FIZ 17. Da4 18. De2 19. Rg1 est à l'origine des menaces anocontrat d'intéressement et une nou-velle grille de qualifications. nymes contre le juge de Nanterre. un tonnerre d'applaudisse-GEORGES MARION.

157